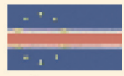


Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
Permanent Interstate Committee for Drought Control in the Sahel



Burkina Faso



Cap Vert



Gambie



Guinée Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Tchad

APERÇU DES PRINCIPALES RÉALISATIONS DU CILSS DE 1973 À 2006



APERÇU DES
PRINCIPALES
RÉALISATIONS
DU CILSS
DE 1973 À 2006

Sommaire

Mot du Secrétaire Exécutif ————— V

Présentation du CILSS ————— VI

Le CILSS : Quelle valeur ajoutée ————— VIII



Sécurité Alimentaire ————— 13



*Lutte contre la Désertification et
Gestion des Ressources Naturelles* ————— 52



Population et Développement ————— 78



Maîtrise de l'eau ————— 88



Accès aux marchés ————— 101

Mot du Secrétaire Exécutif du CILSS

Au fil de ses trente trois ans d'existence, le Comité Permanent Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) s'est positionné dans l'espace sahélien voire régional, comme une institution de référence dans la recherche de solutions efficaces et durables pour accompagner les sahéliens (nes) dans la lutte contre les effets de la sécheresse.

Les actions et les initiatives entreprises par le CILSS se sont traduites par des réalisations concrètes dans les Etats membres au niveau des services techniques nationaux, du secteur privé et de la société civile. En effet, le CILSS a conçu et mis en oeuvre dans le cadre de son mandat, des outils d'aide à la décision, des méthodologies et des stratégies au profit des Etats dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la gestion des ressources naturelles, de la maîtrise de l'eau, de l'accès aux marchés et de la recherche en matière de population et développement.

En outre, il a contribué au renforcement des capacités des cadres nationaux par l'organisation de formations diplômantes et continues sur des thèmes relatifs à ses domaines d'intervention. L'institution a également apporté d'importants appuis catalytiques à ses Etats membres dans divers domaines.

Notre organisation s'est aussi investie dans le renforcement du partenariat avec les autres organisations inter gouvernementales de la sous région telles que la CEDEAO et l'UEMOA pour rechercher la synergie d'action avec ces structures en vue d'une harmonisation des différentes interventions.

Les efforts du CILSS sont soutenus et appuyés par les Etats membres et les partenaires au développement qui, depuis sa création, continuent de lui témoigner leur attachement et de lui apporter un soutien constant et multiforme en vue de l'atteinte de ses objectifs.

C'est l'occasion de leur exprimer toute notre gratitude et notre reconnaissance pour leur engagement à nos côtés dans l'accomplissement de notre mission.

La présente brochure donne un aperçu des principales réalisations du CILSS dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la lutte contre la désertification, de la maîtrise de l'eau et de l'accès aux marchés. La liste des réalisations présentée dans cette brochure n'est pas exhaustive. Sa mise à jour régulière et sa diffusion vont se poursuivre afin d'améliorer la visibilité de l'institution.

Puisse cette brochure raviver la confiance que vous placez dans notre institution et faire en sorte que vous continuiez à l'appuyer dans la recherche de solutions pertinentes et durables pour atténuer la pauvreté des populations sahéliennes.

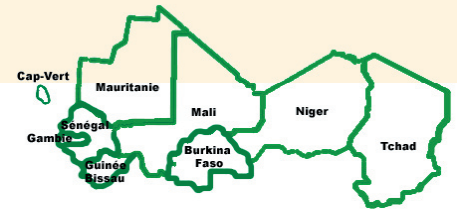
Prof. Alhousseini BRETAEU



Secrétaire Exécutif du CILSS



Présentation du CILSS



Le Comité Permanent Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) a été créé le 12 septembre 1973. C'est une organisation Intergouvernementale qui regroupe neuf (9) pays sahéliens (Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad).

Le CILSS a été créé suite aux sécheresses catastrophiques des années 1968 et 1973 avec pour mandat de s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et la lutte contre la désertification et les effets de la sécheresse pour un nouvel équilibre écologique au Sahel.

Au niveau politique et technique, l'Institution est coordonnée par des Instances Statutaires :

- Conférence des Chefs d'État et/ou de Gouvernement
- Conseil des Ministres
- Comité Régional de Suivi et de Programmation
- Conseil de Direction

Au plan organisationnel, le CILSS est structuré en trois (3) sites :

- Secrétariat Exécutif (situé à Ouagadougou, Burkina Faso)
- Institut du Sahel (institution spécialisée basée à Bamako, Mali)
- Centre Régional AGRHYMET (institution spécialisée basée à Niamey, Niger).

Le 11ème Sommet des Chefs d'Etats et/ou de Gouvernement tenu à PRAIA au Cap Vert en 1994, a dans le cadre du Plan de Restructuration et de Relance Durable, adopté le nouveau mandat du CILSS : « s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire, la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification en vue de préserver l'équilibre écologique de la région » à travers :

- La formulation, l'analyse, la coordination et l'harmonisation des stratégies et politiques ;
- Le renforcement de la coopération scientifique et technique ;
- La collecte, le traitement et la diffusion des informations ;
- Le renforcement des capacités des différents acteurs, y compris le secteur privé ;
- La capitalisation et la diffusion des expériences et des acquis ;
- L'accompagnement dans la mise en œuvre des stratégies, politiques et programmes

La XIV conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, tenue à Nouakchott en Mauritanie a, entre autres, recommandé un recentrage du CILSS autour de ses objectifs initiaux de lutte contre la désertification, de résolution du problème de l'eau, de la sécurité alimentaire et de la coordination entre les politiques des Etats pour en dégager les complémentarités.

Les objectifs opérationnels du CILSS

- Les Sahélien(ne)s disposent d'une meilleure sécurité alimentaire et gèrent mieux les ressources naturelles et les questions de population/développement Suivre et impulser des actions d'échanges des produits agricoles et agroalimentaires;
- La maîtrise de l'eau pour l'amélioration des conditions de vie des populations sahéliennes est renforcée ;
- Les Sahélien(ne)s disposent de marchés nationaux et régional dynamiques, fluides et intégrés pour les échanges des produits agricoles et agroalimentaires;
- Le CILSS fait autorité dans les domaines de SA, LCD/GRN, maîtrise de l'eau, population et développement au plan sous-régional et international.

Le SECRETARIAT EXECUTIF

Il est chargé du pilotage, de la coordination et du suivi du système notamment des institutions spécialisées : le Centre Régional AGRHYMET (CRA) et l'Institut du Sahel (INSAH).

Sur le plan opérationnel, le CILSS intervient à travers trois Programmes Régionaux d'Appui (PRA) et quatre Unités d'Appui au Management (UAM).

- Le Programme Régional d'Appui Sécurité alimentaire, Lutte contre la désertification, Population et Développement
- Le Programme Régional d'Appui Accès aux Marchés
- Le Programme Régional d'Appui à la maîtrise de l'Eau.
- L'Unité d'Appui au Management Suivi-Evaluation Planification, Veille Stratégique et Genre
- L'Unité d'Appui au Management Administration, Finance, Comptabilité
- L'Unité d'Appui au Management Gestion des Ressources Humaines
- L'Unité d'Appui au Management Communication/ Information/ Documentation

L'INSTITUT DU SAHEL

L'Institut du Sahel (INSAH) est une institution spécialisée du CILSS dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Il a été créé le 11 septembre 1976.

Mission

Favoriser et faciliter les échanges entre les systèmes nationaux qui interviennent dans le domaine de la recherche (agricole et population/développement) pour impulser une dynamique de coopération et proposer des actions catalytiques soutenant une agriculture productive et une meilleure gestion des ressources naturelles en vue de créer les conditions d'une production durable et compétitive.

Le CENTRE REGIONAL AGRHYMET

Le Centre Régional AGRHYMET (CRA) est une institution spécialisée du CILSS. Il a été créé en 1974. C'est un établissement public inter étatique doté de la personnalité juridique et financière dont le siège est à Niamey, au Niger.

Mission

Contribuer à la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles, la lutte contre la désertification et la protection de l'environnement dans le Sahel par le renforcement des capacités des institutions nationales, la production et la diffusion d'informations aux décideurs politiques et autres usagers (institutions, ONG, producteurs...)



LE CILSS :

Quelle valeur ajoutée ?

Le CILSS a été créé le 12 septembre 1973 par la volonté des dirigeants des 9 Etats (Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Niger, Mali, Mauritanie, Sénégal et Tchad)

Les principales étapes qui ont marqué la vie du CILSS depuis sa création :

- la période d'aides d'urgence de 1973 à 1976 ;
- la mise en oeuvre du programme de première génération de 1977 à 1985 ou période de projets sectoriels ;
- la période de maturité de 1985 à nos jours ou période de mise en place des programmes et projets régionaux ;
- l'adoption du Plan de Redressement et de Relance Durable (PRRD) du CILSS en 1993 ;
- l'adoption par les Chefs d'Etat et de Gouvernement du cadre stratégique de sécurité alimentaire durable dans une perspective de lutte contre la pauvreté au Sahel en 2000.
- la restructuration du CILSS en 2004 avec la mise en place de programmes régionaux d'appui ;

Depuis sa création, le CILSS a su démontrer son importance et son utilité en tant qu'instrument privilégié de coopération et d'intégration régionale dans les domaines spécifiques de la sécurité alimentaire, la lutte contre la désertification et la maîtrise de l'eau. Le capital d'expériences et de compétences acquis dans ces domaines ne cesse de croître chaque jour.

Cette spécificité reconnue du CILSS ayant fait de l'institution une référence, dépasse aujourd'hui les frontières sahéliennes. Par rapport à ses Etats membres, aux autres OIG de la sous région, aux organisations internationales et aux ONG, le CILSS enregistre de nombreux avantages comparatifs qui peuvent se résumer comme suit :

Par rapport aux Etats Membres :

- Existence d'une vision régionale et globale des problèmes de développement notamment dans le domaine de la Lutte contre la Désertification (LCD) et la Sécurité Alimentaire (S.A.)
- Facilitation des échanges de produits et d'information :
- L'institution d'une coordination entre les donateurs ce qui a permis des économies d'échelle pour les Etats et de maximaliser ainsi l'efficacité des intervenants,
- L'instauration d'un dialogue permanent avec la communauté internationale confère au CILSS un pouvoir de négociation certain pour résoudre les problèmes sahéliens relatifs à la LCD et la S.A.

Par rapport aux autres OIG de la sous région :

De par son approche, le CILSS est un forum de réflexion et d'analyse. Ainsi comparé aux autres OIG le CILSS dispose d'atouts pertinents :

- la spécificité de son mandat,
- l'existence des stratégies pour la réalisation du mandat,
- la concertation permanente avec les partenaires,
- l'appui des donateurs,
- la similitude des contraintes physiques (climatiques, écologiques) des Etats membres,
- l'appartenance d'un pays de l'Afrique Centrale au CILSS (Tchad) fait de ce dernier une organisation (trans-régionale),
- la régularité des réunions des instances statutaires,
- la responsabilisation du CILSS dans la conduite des thèmes liés à la politique céréalière suite à la conférence de Dakar des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur l'intégration régionale.

Par rapport aux organisations internationales :

- le CILSS étant une émanation des Etats, agit en leur nom et bénéficie de leur soutien politique.
- Le nombre relativement réduit de ces pays membres lui confère une « flexibilité » un atout majeur pour être opérationnel et efficace face aux contraintes nationales et régionales,
- Le CILSS n'est pas une agence classique d'exécution, ainsi les actions concrètes issues des réflexions sont mises en œuvre par les Etats eux-mêmes ;
- Sans occulter les spécificités nationales, le CILSS dans ses efforts d'appui en matière de conception de politiques nationales intègre le régional,
- De par son approche associative et son souci de proposer des changements réalistes et réalisables, le CILSS met l'accent sur l'implication forte des sahéliens dans la réflexion qu'il initie ;

Par rapport aux ONG :

- le CILSS peut parler et agir au nom des Etats car d'une part il bénéficie de l'existence d'instances statutaires (Conseil des Ministres, Conférence des Chefs d'Etat) et d'autre part il est l'émanation de ces Etats.

Dans ses domaines spécifiques, le CILSS présente un avantage certain car il a une masse critique d'informations, qui a permis des réalisations importantes, telles que :

Dans le domaine de la sécurité alimentaire,

- Le Programme régional d'amélioration des instruments de diagnostic permanent pour la sécurité alimentaire (DIAPER)
- Le Projet Régional Mil/Sorgho/Maïs, Niébé (amélioration des variétés et maîtrise des ressources phytogénétiques),
- L'Unité en protection des végétaux, pour assurer un meilleur suivi de la situation phytosanitaire et coordonner les campagnes de lutte,
- Le PROCELOS, pour la valorisation des céréales locales et le PAROC pour renforcer les capacités d'intervention des organismes céréaliers,
- Le Programme Appui à la Formation du Centre Régional AGRHYMET destiné à formation des cadres ressortissant des pays CILSS mais aussi de la CEDEAO et de l'UEMOA à travers des formations diplômantes et continues sur des thèmes tels que : la surveillance des ressources naturelles, la protection des végétaux, les études agroclimatologiques et hydrologiques.....
- Les programmes de recherche en socio-économie : PRISAS
- Le Projet alerte précoce et prévision des productions agricoles (AP3A)
- Le Projet Suivi de la Vulnérabilité dans le Sahel
- Le Projet de Lutte Biologique contre les Locustes et Sauteriaux (LUBILOSA)
- Le Projet Régional de Lutte Intégrée contre les Sauteriaux au Sahel (PréLISS)
- Le Projet d'Appui à la Lutte Antiacridienne
- Le Programme de Renforcement des Capacités ;

A signaler que le CILSS est un membre actif du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel qui constitue un espace de réflexion, d'analyse et d'échanges d'expériences sur la situation agricole et alimentaire.



Dans le domaine de la lutte contre la désertification,

- Les programmes régionaux gaz, solaire, reboisement afin de réduire les prélèvements sur les massifs forestiers en régression : le PSE (volet primaire PFIE, volet secondaire) pour l'éducation à l'environnement ;
- Les programmes de recherche en gestion des ressources naturelles (conservation des eaux et des sols, aménagement des forêts naturelles), la formation dans le même domaine, élaboration des PNLCD,
- Le programme régional de semences forestières,
- Le programme sahélien de gestion de l'environnement.
- L'Initiative Régionale Environnement Mondial de Lutte contre la Désertification en Afrique Sahélienne (IREMLCD)
- Le Projet Land Use / Land Cover
- Le Projet Changement Climatique

Dans le domaine de la population et du développement

Le CILSS a initié des projets et des programmes contribuant à l'intégration de la variable population dans le développement, la recherche et la formation.

- Le projet Régional Africain (RAF) en population & développement ;
- Le projet Exploitation et Analyse des Données Démographiques au Sahel (EXADDS) ;
- Le Programme de Recherche Démographique au Sahel (PRDS) ;
- Le Programme de Promotion des Politiques de Population pour le Développement (PPPD) ;
- Le Projet de Renforcement des Programmes de Planification Familiale (PRPPF) ;
- Le Projet Population & Développement au Sahel (PPDS) ;
- Le Réseau des Enquêtes Migration et Urbanisation en Afrique de l'Ouest (REMUAO) ;
- Le Plan d'Action de Ndjaména en Population & Développement (PAN) ;
- Le Programme d'Action de Ouagadougou concernant la population & développement (PAO).

Dans le domaine de la Maîtrise de l'Eau

Le CILSS a réalisé d'importantes actions, parmi lesquelles on peut citer :

- La réalisation de plusieurs études d'inventaire des eaux de surface pour une meilleure connaissance des ressources disponibles et le suivi de leur évolution;
- La formation de spécialistes en agro hydro météorologie au Centre Régional AGRHYMET en vue du renforcement des capacités des Etats membres;
- L'appui aux Etats pour la formulation et la mise en oeuvre de politiques et stratégies cohérentes de gestion de l'eau;
- La Connaissance des capacités des Etats par des Programmes de Formation du Personnel professionnel ;
- La Promotion des actions participatives pour une bonne gestion des ressources en eau.
- La participation active à différents fora sur la problématique de la maîtrise de l'eau dont notamment : la «Conférence Ouest africaine sur la gestion intégrée des ressources en eau» ainsi que la «Conférence mondiale sur l'eau et le développement» qui se sont tenues en Mars 1998, respectivement à Ouagadougou et à Paris, le forum Eau-Sahel, qui s'est tenu à Nouakchott en Mauritanie et le forum mondial sur l'eau en 2006.
- Le montage et l'exécution d'importants Programmes Régionaux d'hydraulique Villageoise prévoyant l'utilisation de systèmes d'exhaure à faible coût de production, basés sur l'exploitation du potentiel sous-régional en énergies alternatives. C'est le cas de la Première Phase du Programme Régional Solaire exécuté durant la décennie 90 et des autres Phases du Programme CILSS/OCI mis en oeuvre depuis le début de la décennie 80.



- Le suivi régulier et la synthèse régionale des situations agro météorologique et hydrologique dans les pays du CILSS ;
- En perspective de la création de son programme régional d'Appui Maîtrise de l'eau, le CILSS a aussi mené des études dans le secteur de l'irrigation dans les différents pays en 2000 ;
- Suite aux recommandations du Conseil des Ministres tenu à Banjul en 2002, la priorité a été accordée à l'élaboration d'un programme régional sur le développement de la petite irrigation au Sahel et d'un programme régional d'ensemencement des nuages (pluies provoquées) ;
- Lors du sommet de Nouakchott en Janvier 2004, les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres du CILSS ont réaffirmé leur volonté commune de promouvoir la maîtrise de l'eau au Sahel au travers d'une Déclaration dite : «Initiative spéciale des Chefs d'Etat et de Gouvernement : Maîtriser l'eau pour faire reculer la faim au Sahel ».

Un Partenariat dynamique et une coopération décentralisée

Le CILSS a établi des accords de partenariat avec plusieurs institutions et organismes d'Afrique et du reste du monde.

Ces relations concernent essentiellement la réalisation de projets, les échanges d'information, l'appui à la formation et la fourniture de produits documentaires.

Le CILSS s'emploie également à élargir sa base de coopération technique au niveau régional en intégrant et en dynamisant des pôles de recherches et de développement.

Les Etats membres du CILSS contribuent au fonctionnement de notre Organisation qui bénéficie également de l'appui technique et du soutien financier des bailleurs de fond suivants pour remplir sa mission : USAID, Coopération Danoise (DANIDA), Coopération française, Coopération Italienne, Agence Canadienne pour le Développement (ACDI), Coopération Belge, Union Européenne, Coopération Allemande, Coopération Hollandaise, Coopération Portugaise, Coopération Suisse, Coopération Espagnole, BADEA.

Signature du protocole d'accord entre le CILSS et la CEDEAO



Rencontre entre le CILSS et ses partenaires financiers



Signature du protocole d'accord entre le CILSS et l'Union Africaine

SAHEL 21

Sur la base d'une vision et des ambitions formulées par les sahéliennes et les sahéliens à Banjul en 1997, les comités nationaux Sahel 21 ont cherché à traduire leurs priorités dans des stratégies et des programmes qui nécessitent des investissements cohérents et complémentaires entre le niveau national et le niveau régional.

Une Vision

Un Sahel fédéré, démocratique, pacifique, en bonne santé physique et morale, productif et compétitif dans le respect de ses valeurs :

- Les sahélien (nes) sont unanimes à souhaiter que la population soit comme la première des ressources et que son potentiel soit amélioré et démultiplié par le renforcement des compétences et la promotion des ressources humaines ;
- Ils aspirent à un Sahel reverdi, riche de la diversité de ses productions rurales basée sur une gestion rationnelle des ressources naturelles mais aussi moins dépendantes des caprices de la nature, en particulier grâce à une maîtrise accrue de l'eau et de la fertilité des sols, mais aussi un Sahel dont l'économie se développe et se diversifie ;
- Les sahélien (nes) souhaitent évoluer dans un espace social, politique, culturel et économique harmonisé tout en restant conforme aux intérêts de chacun de leur pays. Ils souhaitent générer une économie et une culture sahéliennes plus affirmées, conciliant leurs valeurs propres et l'adaptation aux transformations en cours et à venir ;
- Ils affirment leur attachement aux valeurs essentielles qui fondent la société sahélienne : l'attachement à la famille et à la communauté, le respect et l'assistance aux parents, la responsabilité collective dans l'éducation des enfants et de la jeunes, la conscience collective des biens communautaires, la protection des faibles et des plus pauvres, l'accueil et le respect de l'étranger, la tolérance, le dialogue et la concertation comme moyen de résolution des problèmes, l'esprit de partage, de solidarité et d'entraide ;
- Les sahélien (nes) tiennent aussi à vivre dans des sociétés et des espaces dont les fondements seraient consolidés et le fonctionnement rendu plus conforme à leurs attentes, eux qui sont les femmes et les hommes qui les animent. C'est ainsi que le Sahel peut développer son identité collective. Celle-ci donnerait aux pays du CILSS, un poids accru sur la scène régionale et internationale. Elle autoriserait la redéfinition de leurs relations de coopération et d'échanges avec le reste du monde.
- Un jour autour d'un projet partagé pour la génération à venir, stimulé par la mise en commun des forces des pays qui le constituent, le Sahel sera moins dépendant de l'aide et en mesure de négocier avec les partenaires le contenu et les modalités du partenariat qui lui confèrera la place et le rôle dont ses filles et ses fils rêvent pour le prochain siècle.

Des priorités

Cinq priorités ont été définies pour mettre en œuvre la vision qu'ont les sahéliens de leur avenir :

- Asseoir le développement du Sahel sur une politique volontariste de promotion des ressources humaines ;
- Renforcer le développement rapide et durable des productions agricoles, forestières et halieutiques ;
- Assurer la croissance et la diversification économique pour profiter des marchés régionaux et occuper une place dans la mondialisation des échanges ;
- Insérer l'économie sahélienne dans une perspective d'intégration régionale et d'insertion croissante dans l'économie mondiale.



Sécurité Alimentaire





Sécurité Alimentaire

I. Recherche/études stratégiques et appui à la promotion d'une agriculture durable au Sahel

a) Appui à la formulation de politiques et stratégies

Rapports d'études produits et mis à la disposition des États
Etudes d'impact de la dévaluation du Franc CFA : i) filière élevage; ii) filière cultures maraîchères; iii) filière coton. 1998
Etudes d'impact de la dévaluation du Franc CFA : aspects micro et macro économiques de certains produits vivriers, filière bétail/viande. 1998
Réalisation du bilan du programme de renforcement des capacités scientifiques des pays membres du CILSS dans le domaine agro-sylvo pastoral (Document national Burkina). 1996
Rapports finaux et perspectives de recherche des projets : i) zonage agro climatique et potentialités agricoles des pays membres du CILSS, ii) amélioration de l'alimentation hydrique et minérale par les techniques culturales en zone soudano-sahélienne (Documents nationaux Burkina). 1996
Rapport final et perspective du projet « Fonctionnement hydrologique et aménagement agricole des bas-fonds au Sahel » (Document national Burkina). 1996
Evaluation de l'impact économique des cordons pierreux : cas du plateau central au Burkina Faso, 1996
Evaluation de l'impact économique de la recherche agronomique et de la vulgarisation agricole sur : cas du maïs dans l'Ouest du Burkina Faso (Illy Larab et Souleymane Ouedraogo/INERA), 1996
Conduite d'essais en lutte intégrée contre les locustes et sauteriaux . 1996
Actualisation des effets de la dévaluation du Franc CFA sur i) les prix et les coûts de production, ii) impact macroscopique des politiques sur l'investissement, la productivité et la compétitivité agricoles et, iii) l'investissement et la compétitivité des filières des produits stratégiques. 1996
Formulation du contenu du Programme DMI/DPM, composante Burkina Faso. 1996
Coordination scientifique du montage définitif du programme régional (Mali, Burkina Faso et Niger) de recherche sur « l'intégration agriculture-élevage et gestion des ressources naturelles », INERA, coordination scientifique. 1996
Production des résultats définitifs du zonage agro climatique et potentialités agricoles des pays membres du CILSS, Composante Burkina. 1996
Production des résultats définitifs de recherche sur « amélioration de l'alimentation hydrique et minérale par les techniques culturales en zone soudano-sahélienne », Composante Burkina. 1996
Production du document sur l'état des lieux de la recherche en gestion des ressources naturelles au Cap-Vert. 1996.
Identification définitive des observatoires du ROSELT au Cap-Vert (Rebeira Sera et principal). 1996
Elaboration du plan d'appui à la formation et à la planification stratégique de la recherche agricole. Cap Vert 1996
Etude et analyse des mécanismes de financement durable de la recherche agricole, cas du Cap-vert. 1996
Formulation du contenu du Programme DMI/DPM, composante Mali. 1996
Production du Document sur l'état des lieux de la recherche en gestion des ressources naturelles, volet Mali. 1996
Production des résultats des résultats définitifs du zonage agro climatique et potentialités agricoles des pays membres du CILSS, Composante Mali/IER . 1996

Production des résultats définitifs de recherche sur « amélioration alimentation hydrique et minérale par les techniques culturales en zone soudano-sahélienne », Composante Mali 1996
Mise à disposition de l'IER des résultats définitifs de recherche sur « fonctionnement hydrologique et aménagement agricole des bas-fonds au Sahel », Composante Mali. 1996
Production du document sur l'identification définitive des observatoires du ROSELT au Mali, observatoire de Bourem. 1996
Réalisation du bilan du programme de renforcement des capacités scientifiques des pays membres du CILSS dans le domaine agro-sylvo pastoral (Document national Niger). 1996
Réalisation de la synthèse nationale sur l'impact de la dévaluation du Franc CFA filière élevage au Niger. 1996
Elaboration du plan national du Niger en protection intégrée des végétaux. 1996
Actualisation de la législation phytosanitaire nationale du Niger. 1996
Formulation du contenu du Programme DMI/DPM, composante Niger. 1996
Participation au processus de montage définitif du programme régional (Mali, Burkina Faso et Niger) de recherche sur « l'intégration agriculture-élevage et gestion des ressources naturelles » INRAN. 1996
Contribution à l'identification des observatoires du Réseau d'Observatoires de Surveillance Ecologique à Long Terme (ROSELT) : Banizoumbou et Keita au Niger. 1996
Synthèse régionale de l'impact économique de la recherche agricole, contribution du Niger, thème présenté Mil SOUNA III. 1996
Réalisation du bilan du programme de renforcement des capacités scientifiques des pays membres du CILSS dans le domaine agro-sylvo pastoral (Document national Sénégal) . 1996
Rapports finaux et perspectives de recherche des projets : i) zonage agro climatique et potentialités agricoles des pays membres du CILSS, ii) amélioration de l'alimentation hydrique et minérale par les techniques culturales en zone soudano-sahélienne (Documents nationaux Sénégal) 1996.
Rapport final et perspective du projet « Fonctionnement hydrologique et aménagement agricole des bas-fonds au Sahel » (Document national Sénégal). 1996
Impact de la dévaluation du Franc CFA sur les prix et les coûts de production ; i) indice des prix à la consommation au Sénégal (ISRA), 1996, ii) filière pêche artisanale maritime, rentabilité au Sénégal (SRA), 1996
Impact de la dévaluation du Franc CFA sur les opportunités et contraintes des filières agricoles et alimentaires, filière bétail/viande au Sénégal (ISRA). 1996
Suivi administratif et institutionnel du Centre D'Etude Régional d'Amélioration de l'Adaptation à la Sécheresse (CERAAS) : Contractualisation accords de coopération UCAD/ENSA/ISRA, 1996
Formulation du contenu du Programme DMI/DPM, composante Sénégal . 1996
Production du document sur l'état des lieux de la recherche en gestion des ressources naturelles, volet Sénégal. 1996
Production des résultats définitifs du zonage agro climatique et potentialités agricoles des pays membres du CILSS, Composante Sénégal . 1996

Catalogue régional des variétés de semences



Mise à disposition de l'ISRA des résultats définitifs de recherche sur « amélioration alimentation hydrique et minérale par les techniques culturales en zone soudano-sahélienne », Composante Sénégal. 1996
Production des résultats définitifs de recherche sur « fonctionnement hydrologique et aménagement agricole des bas-fonds au Sahel », Composante Sénégal. 1996
Synthèse régionale de l'impact économique de la recherche agricole, contribution du Sénégal, thème présenté aux techniques coton et riz. 1996
Production des résultats relatifs à la mise en œuvre du Programme régional sur le « Desert Margin Initiative », DMI. 1995
Production des résultats relatifs à la définition du contenu des activités du futur Pôle Gestion des Ressources Naturelles. 1995
Pilotage de la formulation du programme de recherche sur « l'intégration agriculture-élevage et gestion des ressources naturelles ». 1995
Finalisation des arrangements institutionnels 2ème phase PFIE. 1995
Formulation du programme du Réseau d'observatoire de Surveillance Ecologique à Long Terme (ROSELT), choix des sites pilotes. 1995
Publication d'une étude nationale concertée d'échanges régionaux relatifs à l'impact de la dévaluation du Franc CFA, étude nationale finalisée. 1995
Publication de l'acte de l'atelier national de restitution de l'étude nationale sur l'impact de la dévaluation du Franc CFA. 1995
Production des résultats relatifs à la définition du contenu des activités du futur Pôle Gestion des Ressources Naturelles (Document Niger). 1995
Formulation du programme du Réseau d'observatoire de Surveillance Ecologique à Long Terme (ROSELT), choix des sites pilotes (Document Niger) . 1995
Finalisation des arrangements institutionnels 2ème phase PFIE (Document Niger). 1995

Contributions du CILSS dans la production de rapports techniques et autres supports

Mise en œuvre du code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides ». 1998
Validation des activités du thème régional « Conservation des eaux et des sols » dans le cadre du pôle GRN. 1998
Validation des activités du thème régional « Agroclimatologie et contraintes variétales » dans le cadre du pôle GRN. 1998
Etudes sur l'occupation des sols l'utilisation des terres (Kolokani). 1998
Réalisation de la synthèse nationale sur l'impact de la dévaluation du Franc CFA filière élevage au Niger. 1998
Elaboration du plan national du Niger en protection intégrée des végétaux. 1998
Formulation du document de financement du renforcement du dispositif CERAAS (requête FED/8). 1998
Actualisation de la législation phytosanitaire nationale du Niger. 1998
Mise en œuvre des activités engagées dans le cadre du ROSELT (Observatoire de Ferlo). 1998
Validation des activités du thème régional « fixation symbiotique de l'azote » dans le cadre du pôle GRN. 1998
Réalisation de la synthèse nationale sur l'impact de la dévaluation du Franc CFA : i) filière coton, ii) revenus et consommation de ménage, iii) filière bovine au Burkina. 1997
Elaboration du plan national du Burkina en protection intégrée des végétaux. 1997
Actualisation de la législation phytosanitaire nationale du Burkina. 1997
Harmonisation des méthodes de collecte, d'analyse et de suivi évaluation des données socio-économiques en GRN. 1997
Mise en œuvre des études sur l'occupation des sols et l'utilisation des terres (Land Use/Land Cover) au Burkina Faso. 1997
Mise en œuvre des études sur les méthodes de recherche adaptative pour le transfert de technologies (conservation des eaux et fertilité des sols) en Afrique de l'Ouest. 1997
Validation de la thématique « conservation des Eaux et des Sols » du pôle Gestion des Ressources Naturelles. 1997
Harmonisation des méthodes de collecte, d'analyse et de suivi évaluation des données socio-économiques en GRN. 1997
Mise en œuvre des études sur les méthodes de recherche adaptative pour le transfert de technologies (conservation des eaux et fertilité des sols) en Afrique de l'Ouest. 1997.

Mise en œuvre des études sur l'occupation des sols et l'utilisation des terres (Land Use/Land Cover), observatoire de la Gambie (West Gambia). 1997
Appropriation de la méthodologie d'analyse des systèmes d'information sur les Marchés agricoles en Gambie. 1997
Elaboration du plan national de la Gambie en protection intégrée des végétaux. 1997
Actualisation de la législation phytosanitaire nationale de la Gambie. 1997
Harmonisation des méthodes de collecte, d'analyse et de suivi évaluation des données socio-économiques en GRN en Guinée-Bissau. 1997
Appropriation de la méthodologie d'analyse des systèmes d'information sur les Marchés agricoles en Guinée-Bissau. 1997
Elaboration de la législation phytosanitaire en Guinée-Bissau. 1997
Elaboration du plan national la Guinée-Bissau en protection intégrée des végétaux. 1997
Harmonisation des méthodes de collecte, d'analyse et de suivi évaluation des données socio-économiques en GRN. 1997
Mise en œuvre des études sur l'occupation des sols et l'utilisation des terres (Land Use/Land Cover), approfondissement de la méthodologie de l'étude pilote en zone OHNV au Mali. 1997
Labellisation et à la mise en place de l'observatoire ROSELT de Bourem. 1997
Mise en œuvre des études sur les méthodes de recherche adaptative pour le transfert de technologies (conservation des eaux et fertilité des sols) en Afrique de l'Ouest. 1997
Validation de la thématique « Agroclimatologie et Contrainte variétale » . 1997
Planification des activités de l'initiative «intégration agriculture élevage et gestion des ressources naturelles», composante Mali. 1997
Appropriation de la méthodologie d'analyse des systèmes d'information sur les Marchés agricoles. 1997
Elaboration du plan national du Mali en protection intégrée des végétaux. 1997
Actualisation de la législation phytosanitaire nationale du Mali. 1997
Harmonisation des méthodes de collecte, d'analyse et de suivi-évaluation des données socio-économiques en GRN. 1997
Labellisation et mise en place de l'observatoire ROSELT de Boutilimit, Banc Arguin et Nouakchott. 1997
Mise en œuvre des études sur les méthodes de recherche adaptative pour le transfert de technologies (conservation des eaux et fertilité des sols) en Afrique de l'Ouest. Inter CRSP. 1997
Harmonisation des méthodes de collecte, d'analyse et de suivi évaluation des données socio-économiques en GRN. 1997
Mise en œuvre des études sur l'occupation des sols et l'utilisation des terres (Land Use/Land Cover). 1997
Labellisation et à la mise en place des observatoires ROSELT Banizoumbou et Keita au Niger. 1997
Etudes sur les méthodes de recherche adaptative pour le transfert de technologies (conservation des eaux et fertilité des sols) en Afrique de l'Ouest. 1997
Validation de la thématique « Gestion des sols de l'environnement des systèmes irrigués », INRA. 1997
Planification des activités de l'initiative «intégration agriculture élevage et gestion des ressources naturelles», composante Niger. 1997
Harmonisation des méthodes de collecte, d'analyse et de suivi évaluation des données socio-économiques en GRN. 1997
labellisation et à la mise en place de l'observatoire ROSELT de Ferlo. 1997
Mise en œuvre des études sur les méthodes de recherche adaptative pour le transfert de technologies (conservation des eaux et fertilité des sols) en Afrique de l'Ouest. 1997
Validation de la thématique « Fixation symbiotique de l'azote » 1997
Réalisation de la synthèse nationale sur l'impact de la dévaluation du Franc CFA : i) filière coton, ii) revenus et consommation de ménage, iii) secteur pêche artisanale maritime au Sénégal. 1997
Appropriation de la méthodologie d'analyse des systèmes d'information sur les Marchés agricoles. 1997
Elaboration du plan national du Sénégal en protection intégrée des végétaux. 1997
Actualisation de la législation phytosanitaire nationale du Sénégal. 1997

Elaboration du plan national du Cap-Vert en protection intégrée des végétaux. 1997
Elaboration de la législation phytosanitaire nationale du Cap-Vert. 1997
Edition d'un guide du programme sahélien en éducation environnementale pour la Gambie. 1997
Edition d'un guide du programme sahélien en éducation environnementale pour la Mauritanie. 1997
Mise en place d'un courrier électronique au niveau de la coordination nationale du PFIE Burkina Faso. 1997
Mise en place d'un courrier électronique au niveau de la coordination nationale du PFIE Mali. 1997
Mise en place d'un courrier électronique au niveau de la coordination nationale du PFIE Cap-Vert. 1997
Mise en place d'un courrier électronique au niveau de la coordination nationale du PFIE Gambie. 1997
Mise en place d'un courrier électronique au niveau de la coordination nationale du PFIE Mauritanie. 1997
Mise en place d'un réseau de communicateurs spécialisés en éducation environnementale en Mauritanie. 1997
Mise en place d'un réseau de communicateurs spécialisés en éducation environnementale au Niger. 1997
Contribution à la décentralisation de la Banque des Données PFIE au Niger. 1997
Mise en place d'un courrier électronique au niveau de la coordination nationale du PFIE Sénégal. 1997

Cadres de concertation mis en place

Mise en œuvre de la Déclaration de Dakar : « une nouvelle génération de gestionnaire de l'environnement », PFIE. 1998.
Mise en place de la coordination régionale du pôle GRN/SP au sein de l'INERA. 1997.
Mise en place d'un réseau national de communicateurs du Cap-Vert sur l'éducation environnementale. 1997
Mise en place d'un réseau national de communicateurs du Mali sur l'éducation environnementale. 1997
Mise en place d'un réseau national de communicateurs de la Mauritanie sur l'éducation environnementale. 1997
Mise en place d'un réseau national de communicateurs du Niger sur l'éducation environnementale. 1997
Mise en place d'un réseau de communicateurs spécialisés en éducation environnementale en Gambie. 1997



Atlas decenal de la Sécurité Alimentaire et la Gestion des Ressources Naturelles au Sahel 1991-2000

b) Appui institutionnel

Renforcement des capacités des États
Burkina Faso
2 cadres ont participé à l'atelier « mise en œuvre du cadre harmonisé et du bilan alimentaire ». 2006
3 cadres ont participé à l'atelier sur la sécurité alimentaire. 2006
2 cadres formés sur l'utilisation des images satellitaires pour la surveillance du criquet. 2006
2 cadres formés sur l'estimation des pertes de récolte. 2004
2 cadres ont participé à l'atelier sur la prévision du calendrier de crises alimentaires. Novembre 2003.
32 producteurs formés sur la production de semences hybrides de Maïs
2 cadres formés sur l'utilisation des images satellitaires destinés aux services de PV et d'élevage. 1999
3 éditeurs formés sur l'édition scientifique institutionnelle. 1998.
15 chercheurs formés sur les techniques de rédaction scientifique. 1998
2 chercheurs formés sur l'utilisation du modèle d'analyse économique «GAMS» dans le cadre d'études d'impact économique de la recherche agricole. 1997
3 cadres ont participé à l'atelier sur les vertébrés nuisibles au Sahel. 1997
2 cadres ont participé à l'atelier sur l'harmonisation des fiches d'observations pour les autres insectes et les maladies. 1997
2 cadres ont participé à l'atelier sur l'harmonisation des fiches d'observations pour les acridiens. 1991
Cap Vert
2 cadres ont participé à l'atelier sur la prévision du calendrier de crises alimentaires. Novembre 2003
2 cadres formés sur l'utilisation des méthodes d'estimation des pluies. 2003
2 éditeurs formés sur l'édition scientifique institutionnelle. 1998.
4 chercheurs formés sur les techniques de rédaction d'articles scientifiques. 1998
2 cadres formés sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole : utilisation du modèle d'analyse économique GAMS. 1998
2 chercheurs formés sur l'utilisation du modèle d'analyse économique «GAMS» dans le cadre d'études d'impact économique de la recherche agricole. 1997
2 chercheurs formés sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole « techniques demi lune sur l'Île de Santoigo ». 1996
2 chercheurs formés sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole (thème : techniques de demi-lune sur l'Île de Santiago). 1995
Gambie
3 cadres ont participé à l'atelier sur la sécurité alimentaire. 2006
2 cadres ont participé à l'atelier sur les outils de suivi de la sécurité alimentaire. 2006
2 cadres ont participé à l'atelier sur la prévision des crises alimentaires. 2003
un cadre formé sur l'utilisation de la banque de données phytosanitaires. 1999
3 cadres formés sur les vertébrés nuisibles au Sahel. 1997
2 cadres ont participé à l'atelier sur l'harmonisation des fiches d'observations pour les autres insectes et les maladies. 1993.
2 cadres ont participé à l'atelier sur l'harmonisation des fiches d'observations pour les autres insectes et les maladies. 1991.

Guinée Bissau
Formation de 3 chercheurs sur les nouveaux modules de l'impact économique de la recherche agricole.
2 chercheurs formés sur l'utilisation du modèle d'analyse économique «GAMS»
10 cadres formés sur les méthodes de collecte, d'analyse et de suivi-évaluation des données socio-économiques en GRN en Guinée-Bissau
8 cadres formés sur les techniques de rédaction scientifique
2 cadres formés sur la prévision du calendrier de crises alimentaires (Novembre 2003).
Formation des administrateurs à l'utilisation du Système de Gestion des bases de Données (SGBD) et de la station de travail WINDISP. 2000
Atelier de formation à l'utilisation des données d'indice de végétation. 1999
3 experts ont participé à l'atelier de formation sur les vertébrés nuisibles au Sahel. 1997
9 chercheurs formés sur les techniques de rédaction scientifique. 1997.
2 chercheurs formés sur l'utilisation du modèle d'analyse économique «GAMS» dans le cadre d'études d'impact économique de la recherche agricole. 1997
1 chercheur formé sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole « riz de mangrove ». 1996
Contribution de deux cadres de la Guinée Bissau au fonctionnement du Comité Sahélien des Pesticides (CSP), mise en œuvre de l'homologation des pesticides et de la réglementation phytosanitaire au Sahel. 1996
1 chercheur a participé à l'atelier « mécanismes physiologiques d'adaptation des plantes à la sécheresse » au CERAAS/Bambey. 1996
1 chercheur formé sur les nouveaux modules de l'impact économique de la recherche agricole. 1996
Organisation d'un séjour scientifique d'un chercheur bissau guinéen au CERAAS/Bambey sur le thème « mécanismes physiologiques d'adaptation des plantes à la sécheresse ». 1996
2 chercheurs formés sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole (thème : riz de mangrove). 1995
2 experts ont participé à l'atelier régional sur l'harmonisation des fiches d'observations pour les autres insectes et les maladies. 1993
2 experts ont participé à l'atelier régional sur l'harmonisation des fiches d'observations pour les acridiens. 1991

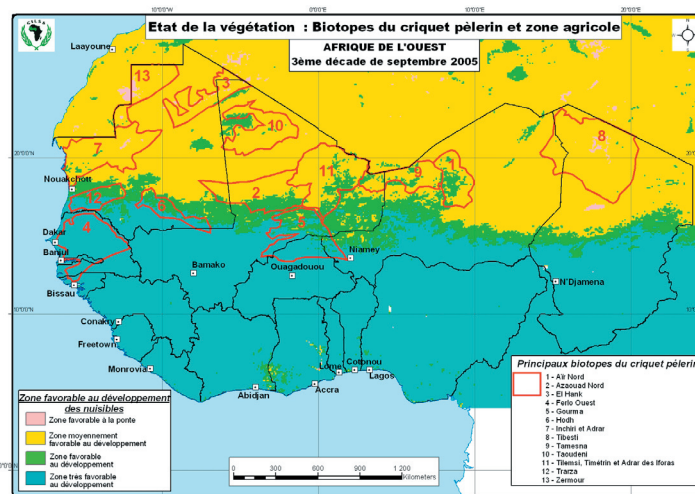


Burkina Faso : discussion entre paysans sur les zones à mettre en défens

Mali
2 cadres ont participé à l'atelier « mise en œuvre du cadre harmonisé et du bilan alimentaire ». 2006
3 cadres ont participé à l'atelier sur la sécurité alimentaire. 2006
2 cadres formés sur l'estimation des pertes de récolte. 2005
2 cadres ont participé à l'atelier sur la prévision du calendrier de crises alimentaires (Novembre 2003) ;
3 cadres formés sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole : utilisation du modèle d'analyse économique GAMS. 1998
5 cadres formés sur les techniques de rédaction d'articles scientifiques. 1998
15 chercheurs maliens formés sur les techniques de rédaction scientifique. 1997
Attribution de bourse de recherche sur les études d'impact économique de la recherche agricole pour la conduite des études de cas : mil et sorgho. 1997
2 chercheurs formés sur l'utilisation du modèle d'analyse économique «GAMS» dans le cadre d'études d'impact économique de la recherche agricole. 1997
2 chercheurs ont participé à l'atelier sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole : « SOUNA III ». 1996
2 chercheurs formés sur les nouveaux modules de l'impact économique de la recherche agricole. 1996
2 chercheurs ont participé à l'atelier sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole (thème : Sorgho CSM388, Mali-Sud et Mil Toroniou). 1995
Mauritanie
2 cadres ont participé à l'atelier « mise en œuvre du cadre harmonisé et du bilan alimentaire ». 2006
3 cadres ont participé à l'atelier sur la sécurité alimentaire. 2006
2 cadres formés sur l'estimation des pertes de récolte. 2005
2 cadres ont participé à l'atelier sur la prévision du calendrier de crises alimentaires. Novembre 2003
2 cadres formés sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole : utilisation du modèle d'analyse économique GAMS. 1998
3 cadres formés sur les techniques d'édition scientifique. 1998
4 mauritaniens formés sur la rédaction d'articles scientifiques. 1998
3 cadres formés sur les vertébrés nuisibles au Sahel. 1997
Contribution de 2 cadres au fonctionnement du Comité Sahélien Pesticides (CSP), mise en œuvre de l'homologation des pesticides et de la réglementation phytosanitaire au Sahel. 1996
2 cadres formés sur l'harmonisation des fiches d'observations pour les autres insectes et les maladies. 1993
2 cadres ont participé à l'atelier sur l'harmonisation des fiches d'observations pour les acridiens. 1991
Niger
2 cadres ont participé à l'atelier « mise en œuvre du cadre harmonisé et du bilan alimentaire ». 2006
2 cadres ont participé à l'atelier sur la sécurité alimentaire. 2006
un cadre a participé à l'atelier sur la sécurité alimentaire (bilan alimentaire et cadre d'analyse de la vulnérabilité). 2006
2 cadres formés sur l'estimation des pertes de récolte. 2005
2 cadres ont participé à l'atelier sur la prévision du calendrier de crises alimentaires. Novembre 2003
Formation des administrateurs sur SGBD. 2001
Formation des utilisateurs sur SGBD, WINDISP et VISULCARTE. 2001
4 cadres formés en SIG (projet AT-DMN)
3 cadres formés sur HYDROMIII dans le cadre de la phase pilote de HYCOS AOC
1 cadre formé sur la prévision saisonnière 2000
4 cadres formés pour le transfert des outils du SIAP (produit AP3A) et de WINDISP. 2000

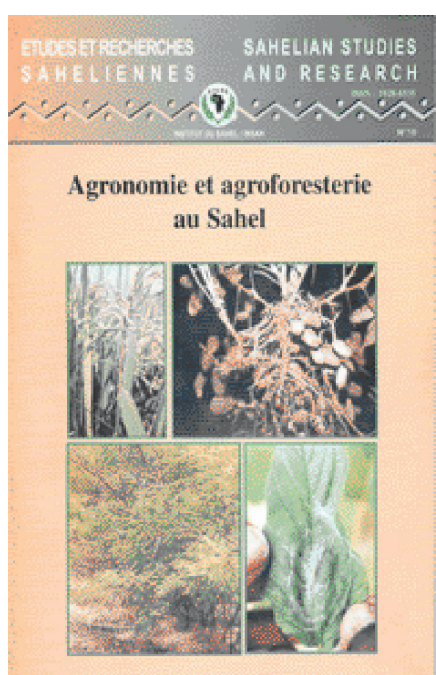
2 cadres formés sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole : utilisation du modèle d'analyse économique GAMS. 1998
5 cadres formés sur les techniques de rédaction scientifique. 1998
3 cadres formés sur les techniques d'édition scientifique. 1998
16 chercheurs formés sur les techniques de rédaction scientifique. 1997
3 cadres ont participé à l'atelier sur les vertébrés nuisibles au Sahel. 1997
2 chercheurs formés sur l'utilisation du modèle d'analyse économique «GAMS» dans le cadre d'études d'impact économique de la recherche agricole. 1996
2 chercheurs formés sur les nouveaux modules de l'impact économique de la recherche agricole. 1996
Contribution de trois spécialistes nigériens au fonctionnement du Comité Sahélien Pesticides (CSP), à la mise en œuvre de l'homologation des pesticides et de la réglementation phytosanitaire au Sahel. 1996
2 cadres ont participé à l'atelier sur l'harmonisation des fiches d'observations pour les autres insectes et les maladies. 1993
2 cadres ont participé à l'atelier sur l'harmonisation des fiches d'observations pour les acridiens. 1991
Sénégal
2 cadres ont participé à l'atelier « mise en œuvre du cadre harmonisé et du bilan alimentaire ». 2006
3 cadres ont participé à l'atelier sur la sécurité alimentaire. 2006
1 cadre formé sur l'estimation des pertes de récolte. 2006
2 cadres ont participé à l'atelier sur la prévision du calendrier de crises alimentaires. Novembre 2003
2 cadres formés sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole : utilisation du modèle d'analyse économique GAMS. 1998
5 cadres formés sur les techniques de rédaction scientifique. 1998
3 cadres formés sur les techniques d'édition scientifique. 1998
2 chercheurs formés sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole : utilisation du modèle d'analyse économique GAMS. 1998.
15 chercheurs formés sur les techniques de rédaction scientifique. 1997
Attribution de bourse de recherche sur les études d'impact économique de la recherche agricole pour la conduite des études de cas : coton et riz. Sénégal. 1997
2 chercheurs formés sur l'utilisation du modèle d'analyse économique «GAMS» dans le cadre d'études d'impact économique de la recherche agricole. 1997
3 cadres formés sur les vertébrés nuisibles au Sahel. 1997
2 chercheurs formés sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole thème : riz et coton. 1996
Contribution de deux cadres au fonctionnement du Comité Sahélien Pesticides (CSP), mise en œuvre de l'homologation des pesticides et de la réglementation phytosanitaire au Sahel. 1996
2 chercheurs ont participé à l'atelier « évaluation de l'impact économique de la recherche agricole » (thème : SOUNA III). 1995
2 cadres formés sur l'harmonisation des fiches d'observations pour les autres insectes et les maladies. 1993
2 cadres ont participé à l'atelier sur l'harmonisation des fiches d'observations pour les acridiens. 1991

Tchad
2 cadres ont participé à l'atelier « mise en œuvre du cadre harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risques et de populations vulnérables, et du bilan alimentaire ». 2006
2 cadres formés sur l'estimation des pertes de récolte. 2005
2 cadres ont participé à l'atelier sur la prévision du calendrier de crises alimentaires. Novembre 2003
Participation d'un expert à l'atelier de transfert de la Banque de données phytosanitaires. 1999
Formation action en climatologie pour un agent de la DREM. 2000
1 agent formé pour le transfert de la Banque de données phytosanitaires. 1999
4 cadres formés pour le transfert des outils du SIAP (produit AP3A) et de WINDISP .2000
Formation-action en climatologie pour un agent tchadien de la DREM. 2000
2 cadres formés sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole : utilisation du modèle d'analyse économique GAMS. 1998
5 cadres formés sur les techniques de rédaction d'articles scientifiques. 1998
3 éditeurs formés sur les techniques d'édition scientifique. 1998
24 cadres formés en programmation et établissement des priorités de recherche. 1998
2 chercheurs formés sur l'utilisation du modèle d'analyse économique «GAMS» dans le cadre d'études d'impact économique de la recherche agricole. 1998
2 chercheurs formés sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole. 1996
12 chercheurs formés dans le domaine de la méthodologie d'analyse des systèmes de production et gestion des ressources naturelles. 1995
2 chercheurs ont participé à l'atelier sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole. 1995
Participation de 3 experts à l'atelier régional de formation sur les vertébrés nuisibles au Sahel. 1997
2 experts ont participé à l'atelier régional sur l'harmonisation des fiches d'observations pour les autres insectes et les maladies. 1993
2 experts ont participé à l'atelier régional sur l'harmonisation des fiches d'observations pour les acridiens. 1991



Ouvrages produits :

Les outils pédagogiques dans le cadre du PFIE par l'INSAH. 1998
Analyse de l'impact de la dévaluation du Franc CFA sur la filière bovine au Burkina Faso, Synthèse, CDRES/Université de Ouagadougou-INSAH. Par Kaboré T. Samuel, Pierre T. Zoungrana. 1997
Impact de la dévaluation du Franc CFA sur la consommation alimentaire dans le District de Bamako », Rapport d'étude, ECOFIL/IER-INSAH par Singaré,K, Y. Camara, T.Reardon, B. Temé, O. Sanogo. 1997.
Impact de la dévaluation du Franc CFA sur la consommation alimentaire à domicile des Bamakois Avant et Après la dévaluation » Bulletin de synthèse ECOFIL/IER-INSAH par Singaré,K, Y. Camara, T.Reardon, B. Temé, O. Sanogo. 1997.
Etude du sous-secteur de l'élevage de bovins au Mali, suite à la dévaluation du Franc CFA » Bulletin de synthèse ECOFIL/IER-INSAH par Youssouf Siaka Koné, Ousmane Sanogo. 1997
Guide du programme sahélien en éducation environnementale. 1997
Etude de la dévaluation du franc CFA sur la compétitivité, l'investissement et la durabilité de la filière bétail/viande au Sénégal ». ISRA-INSAH, par Ndione, Cheikh Mbacké. 1997
Synthèse régionale de l'impact économique de la recherche agricole, contribution du Burkina Faso. thème présenté : techniques anti-érosives et perspectives. 1996
Etat des lieux de la recherche en gestion des ressources naturelles en Gambie. 1996
Etude sur la conservation de la biodiversité en Gambie. document national, volet inter CRSP 1996
Etat des lieux de la recherche sur la gestion des ressources naturelles en Guinée-Bissau. 1996
Production du document sur l'état des lieux de la recherche en gestion des ressources naturelles en Mauritanie. 1996
Production du document sur l'identification définitive des observatoires du ROSELT en Mauritanie (Nouakchott, Banc d'Arguin et Boutilimit). 1996
Etat des lieux de la recherche en gestion des ressources naturelles au Niger. 1996
Publication d'une étude nationale concertée d'échanges régionaux relatifs à l'impact de la dévaluation du Franc CFA, étude nationale finalisée. 1995
Publication de l'acte de l'atelier national de restitution de l'étude nationale sur l'impact de la dévaluation du Franc CFA. 1995
Bilan 1ère phase du programme de formation et d'information environnementale au Sahel (1990-1993)
Monographie sur les pratiques de gestion des ressources naturelles au Sahel. 1995
Apprenons à protéger nos champs et nos récoltes (version Moré). 1995
Publication d'une monographie relative à l'état des lieux des pratiques de gestion des ressources naturelles au Sahel. 1995
Résultats relatifs à la définition du contenu des activités du futur Pôle Gestion des Ressources Naturelles. 1995



II. Bonne Gouvernance de la Sécurité Alimentaire.

a) Appui à la formulation de politiques et stratégies

Réunions / Ateliers organisés
Un atelier Régional de validation du Programme Régional d'Appui au Développement de la petite Irrigation dans une perspective de réduction de l'inécurité alimentaire et de la pauvreté au Sahel (PRADPIS). Bamako, octobre 2003 : l'atelier a regroupé 45 participants dont les représentants des structures techniques des Etats membres, de la société civile, de l'UEMOA, de l'Autorité du Liptako-Gourma et des experts du CILSS. Il a été organisé avec appui financier du CTA
Une rencontre régionale sur le « Crédit/ Epargne au Sahel ». Banjul du 07 au 09 Janvier 2002 : l'atelier a regroupé une soixantaine de participants des neuf Pays du CILSS. Il a été organisé avec appui financier du CTA.
9 ateliers Nationaux de validation des études Crédit-Epargne et Femmes-Gestion des Ressources Naturelles, Mai 2000.
Un atelier sur le démarrage des études Femmes/Gestion des Ressources Naturelles et Crédit-Epargne. Bamako du 14 au 16 Mai 1997.
Une rencontre régionale sur les problématiques des systèmes de production, des filières agro-alimentaires et de la promotion de la lutte intégrée au Sahel à Nouakchott (Mauritanie). Avril 1997.
9 Ateliers nationaux de validation technique des plans d'action sur la protection intégrée des végétaux. Septembre 1996.
Rapports d'études produits
Analyse et synthèse des acquis et expériences du CILSS dans le domaine de la maîtrise de l'Eau. 2005.
4 Etudes de l'impact socio-économique de la grippe aviaire en Afrique de l'Ouest : étude de cas au Burkina-Faso, Nigeria et Niger : Etudes initiées et exécutées en collaboration avec la CEDEAO dans le cadre du plan d'action sous-régional de prévention et de lutte contre la grippe aviaire en Afrique de l'Ouest.
4 Etudes pour le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Tchad sur le Crédit/Epargne en milieu rural au Sahel, 2000.
3 Processus de réflexion, concertation et propositions sur la maîtrise de l'eau pour une agriculture durable au Sahel : Bilan diagnostic et vision à l'horizon 2025 - réalisé en - 2000
3 Etudes pour le Burkina Faso, le Niger et le Mali sur les Femmes et la Gestion des Ressources Naturelles au Sahel, 2000.
Une synthèse régionale des études nationales sur le bilan de l'état de la Préparation à la sécheresse et à l'atténuation de ses effets au Sahel, Sept 98.
9 Etudes nationales pour les 9 pays du CILSS sur le bilan de l'état de la préparation à la sécheresse et à l'atténuation de ses effets au Sahel, 1997/98.
Une note sur la nécessité d'une recapitalisation de la fertilité des sols pour une agriculture durable au Sahel : état de la question et perspectives, avril 97.
Une synthèse régionale étude promotion de la protection phytosanitaire intégrée au Sahel - mars 97.
Un bilan diagnostic du secteur de la protection végétale au Cap Vert, 1997.
9 Etudes nationales pour les 9 pays du CILSS sur les filières agro-alimentaires au Sahel
Une synthèse des bilans - diagnostic nationaux sur la problématique des filières agro-alimentaires au Sahel - mars 97.
9 Etudes nationales pour les 9 pays du CILSS sur les systèmes de production au Sahel, 1996.
Une synthèse des bilans - diagnostics nationaux sur la problématique des systèmes de production au Sahel, Mars 97.
9 Etudes nationales sur la protection intégrée des végétaux au Sahel, 1996.

Cadres de concertation mis en place
Un cadre de collaboration CILSS- ONG GREEN- CROSS, Fev. 2005 : Domaine petite irrigation/maitrise de l'Eau.
Un cadre de collaboration CILSS/ENTERPRISE WORKS, Dec, 2004 : Domaine petite irrigation/maîtrise de l'Eau.
Un cadre de Collaboration CILSS/FAO, pour l'élaboration du Programme Régional d'Appui à la Promotion d'une agriculture durable au Sahel (PRADPIS), Août 2003 : Financement de deux consultants pour appui à l'élaboration du PRADPIS.
Documents de politiques et de stratégies SA élaborés
Un Concept note du Programme « Initiative Agriculture Durable et Développement Rural »/Sustainable Agriculture and Rural Development Initiative (S.A.R.D.I) en collaboration avec la FAO et le FIDA, Sept 2006 : Projet de collaboration avec le FIDA et la FAO en vue de promouvoir les actions structurelles dans le domaine de la Sécurité Alimentaire.
Un Projet de textes constitutifs du Conseil Régional de Sécurité Alimentaire (CORESA)
Un Document de base du Conseil Régional de Sécurité Alimentaire.
Un document sur la biotechnologie et la sécurité alimentaire au Sahel: défis et perspectives, Août 2005 : Présenté dans le cadre de la 7ème Edition de Sahel Vert organisé par Rotaract et Interact Clubs, International.
Une Analyse diagnostique de la Sécurité Alimentaire au Sahel: « la dimension régionale dans l'espace CILSS » .Juillet 2005 : Présentée dans le cadre de l'atelier national de réflexion et de mobilisation de la société civile pour la sécurité alimentaire au Burkina Faso.
Un document sur l'élaboration et adoption du Cadre Stratégique de Sécurité Alimentaire (CSSA) : Participation des Pays, de la société civile et d'autres OIG.
Document de politique et de stratégie SA élaboré
Un document sur l'appui catalytique et méthodologique aux Pays pour l'élaboration de leurs Stratégies Nationales de Sécurité Alimentaires.

b) Appui institutionnel

Renforcement des capacités
9 Appuis catalytiques pour le Suivi rapproché de l'hivernage destinés à l'achat de carburant et de fourniture de bureau pour le suivi de l'hivernage.
4 Appuis catalytiques pour le suivi de la vulnérabilité. Pays concernés : Cap Vert, Burkina Faso, Mauritanie et Sénégal.
Une formation aux techniques de collecte de l'information sur la sécurité alimentaire. 45 experts du public, du privé et des ONG formés.
2 supports à la formation produits : Outils de collecte (questionnaire) des données sur la sécurité alimentaire.
Appui matériel
Equipements informatiques fournis (Ordinateurs, imprimantes, scanner, etc.). Appui au SAP du Burkina Faso
Élaboration de divers supports d'informations
Ouvrage produit : 20 ans de prévention des crises alimentaires en 1000 exemplaires, décembre 2004.
Autre document stratégique produit : Rapport de résultats – Convention CILSS/SOSAR-UE, novembre 2005

Le Cadre Stratégique de Sécurité Alimentaire Durable

Le 2ème forum des sociétés sahéniennes et la 13ème conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des 9 pays membres du CILSS ont adopté en novembre 2000, ce cadre destiné à relever le défi de la sécurité alimentaire pour tous les sahéniens. Partant du constat que la faim et la malnutrition restent une réalité quotidienne liée à la faiblesse des ressources des ménage, à la crise agricole et écologique et aux insuffisance du marché des produits alimentaires, le CSSA vise à créer les conditions d'une sécurité alimentaire structurelle fondées prioritairement sur la mobilisation systématique et durable des ressources alimentaires de la sous région et à renforcer les capacités de prévention et de gestion des crises conjoncturelles. Pour cela, il a arrêté cinq objectifs en cohérence avec les priorités de Sahel 21 :

- La promotion d'une agriculture productive, diversifiée, durable et régionalement intégrée ;
- Le développement, la fluidification et l'intégration sous régionale des marchés nationaux ;
- L'amélioration durable des conditions d'accès des groupes et des zones vulnérables à l'alimentation et aux services sociaux de base ;
- L'amélioration des dispositifs de prévention et de gestion des crises conjoncturelles, en cohérence avec la construction de la sécurité alimentaire structurelle ;
- Le renforcement des capacités des acteurs et la promotion d'une bonne gouvernance de la sécurité alimentaire.



La Formation

La formation

a) La formation diplômante

De 1975 à 2005, le CILSS a formé 769 agents dont 649 Techniciens Supérieurs (TS) et 120 Ingénieurs de conception (Ing) pour les pays du CILSS et 76 cadres de pays non membres (espace CEDEAO, Afrique Centrale et Australe).

De 1999 à 2007, les formations diplômantes sont financées par le Gouvernement du Danemark à travers la coopération danoise (DANIDA) en 2 phases :

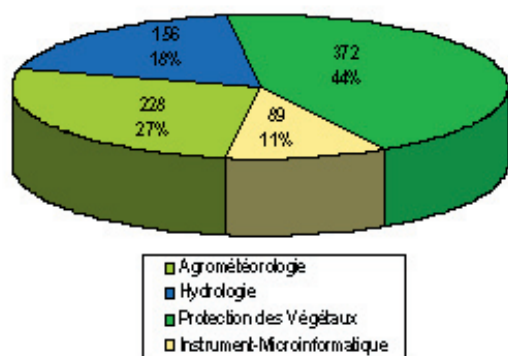
- 1999 – 2001 : 1.706.000.000 CFA

- 2002 – 2007 : 3.973.945.395 CFA

Techniciens Supérieurs et Ingénieurs diplômés par pays de 1975 à 2005

Filières Pays	Agrometeo-		Hydrologie		Protection Végétaux		Instrument Microinfo	Total Diplômés
	Ing	TS	Ing	TS	Ing	TS	TS	
Burkina Faso	11	19	8	21	3	51	10	123
Cap-Vert	3	9	0	3	1	7	9	32
Gambie	3	6	1	6	1	12	5	34
Guinée-Bissau	6	7	0	6	2	8	8	37
Mali	6	14	1	1	2	31	6	61
Mauritanie	3	8	4	7	2	17	9	50
Niger	8	22	5	21	7	73	11	147
Sénégal	10	14	7	21	6	79	10	147
Tchad	10	23	8	19	2	66	10	138
TOTAL	60	122	34	105	26	344	78	769

Diplômés par Filière



Diplômés du CRA dans des services étatiques des pays membres (%)

Dans la plupart des pays, les services de l'Agrométéorologie, de l'Hydrologie et de la Protection des Végétaux comportent les proportions d'agents formés au CRA les plus élevées.

Pays Services	Burkina Faso	Cap-Vert	Gambie	Guinée-Bissau	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Tchad
Agrométéo	100	60	100	55	70	90	80	50	95
Hydrologie	90	50	20	50	0	100	45	98	95
P. Végétaux	87	100	70	5	60	20	50	60	80

Les postes occupés par les diplômés

Les diplômés du CILSS forment l'ossature des Services Nationaux de la Météorologie, des Ressources en Eau, de la Protection des Végétaux. Ils sont aussi opérationnels dans les secteurs de la recherche agricole et de l'Enseignement. Les principales tâches effectuées par les diplômés dans les services étatiques des pays membres sont présentées ci-après :

Services d'Agrométéorologie :

- Gestion des réseaux de collecte de données agrométéorologiques ;
- Suivi agrométéorologique des principales cultures ;
- Prévisions et opérations de suivi campagne agricole ;
- Gestion des Bases de Données agrométéorologiques & climatologiques ;
- Analyses agroclimatiques et agrométéorologiques ;
- Conseil et vulgarisation;

Services d'Hydrologie :

- Exploitation des réseaux de mesures hydrologiques sur le terrain (installations des appareils, jaugeages, et) ;
- Gestion des Bases de Données hydrologiques ;
- Prévisions hydrologiques;
- Analyse & Exploitation de données hydrologiques pour la conception d'aménagements hydrauliques et hydroagricoles.

Services de Protection des Végétaux

- Surveillance et prévention phytosanitaires ; protection des stocks, vivres et semences ;
- Estimation de dégâts et mise en œuvre de méthodes de lutte intégrée;
- Conseil, formation et vulgarisation en protection des végétaux ;
- Contrôle phytosanitaire des produits à l'importation et à l'exportation ; gestion des pesticides.

Instruments et Microinformatique :

- Installation équipements informatiques, télécommunications et appareils agro-hydro-météorologiques;
- Maintenance et réparation d'équipements micro-informatique, télécommunications et appareils agro-hydro-météo
- Gestion des pièces de rechange
- Conseil à l'achat de matériels

Contribution au genre

Le CILSS accorde une grande attention au genre dans la conception et l'exécution de ses activités : encouragement de la participation féminine aux formations; élaboration/diffusion d'une note sur «Les femmes dans la Protection des Végétaux au Sahel» ; Création d'un réseau genre et protection des végétaux.

b) Les Formations Continues

Ateliers et séminaires

Ces formations continues couvrent divers domaines. Les principaux thèmes de formations continues traités par le CILSS sont axés sur la Sécurité alimentaire, le Gestion des Ressources Naturelles et l'Environnement ,la maîtrise de l'eau, population et développement. Ces formations sont conduites au niveau de chacun des 3 sites (Bamako, Ouagadougou et Niamey). A titre d'exemple, le nombre d'agents des services étatiques des pays membres ayant suivi des formations continues au Centre Régional AGRHYMET de 1998 à 2004 est présenté ci-après :

Pays	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	TOTAL
Burkina Faso	18	21	34	19	29	17	10	148
Cap Vert	12	9	9	8	9	6	3	56
Gambie	16	12	18	16	21	10	13	106
Guinée Bissau	14	10	14	13	29	11	5	96
Mali	17	15	17	22	29	14	12	126
Mauritanie	7	13	13	15	16	11	7	82
Niger	18	18	30	27	47	18	11	169
Sénégal	17	19	15	11	23	14	10	109
Tchad	16	16	17	15	57	12	8	141
TOTAL	135	133	167	146	260	113	79	1033



Suivi de la campagne agricole et de la situation alimentaire dans le Sahel

Face aux tragédies provoquées par les grandes sécheresses, particulièrement celles de 1973 et 1985, le CILSS et ses partenaires ont mis en place des dispositifs de production d'informations à des fins de prévisions et de prévention pour la gestion de la sécurité alimentaire et des ressources naturelles. Il s'agit de détecter très tôt un risque de crise, en cerner l'ampleur, identifier les zones à risque et les populations vulnérables qui, confrontées à ce choc, peuvent se retrouver en situation d'insécurité alimentaire voir de famine. Les informations produites par des dispositifs spécialisés sur les différents paramètres de la sécurité alimentaire, à savoir, les productions, les approvisionnements et les prix au niveau des marchés et l'accès aux aliments, sont débattues au sein de cadres de concertation et de décision, associant Etats et donateurs, en mars, juin, septembre, octobre et décembre de chaque année.

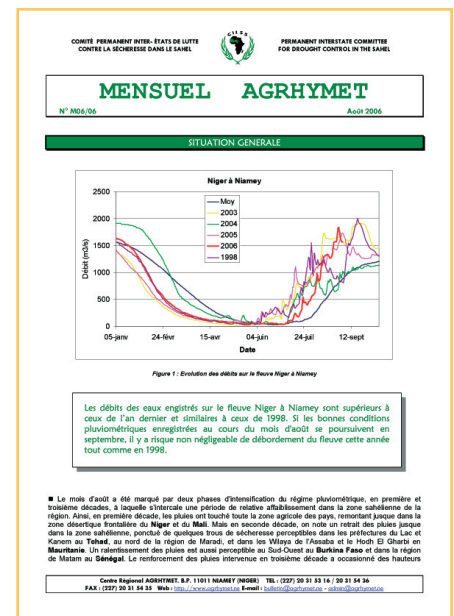
Ce dispositif global de collecte de données et d'information combine plusieurs niveaux géographiques : le niveau national avec l'enquête agricole permanente, le suivi de la campagne agricole, le système d'information sur les marchés et le système d'alerte précoce, le niveau régional dans le cadre des activités du Centre Régional AGRHYMET avec le suivi agro-hydro-météorologie de la campagne agricole et le niveau international à travers le Réseau de prévention des crises alimentaires qui regroupent le CILSS, la FAO, le FEWS NET, le PAM, les ONG et les donateurs. Les diagnostics qui en ressortent alimentent la décision sur les interventions à enclencher. Depuis 2000, le CILSS a aussi entrepris d'améliorer ses outils d'analyse de la sécurité alimentaire en se focalisant sur l'élaboration du bilan alimentaire, la mise en place du cadre harmonisé d'identification et d'analyse des zones à risque et populations vulnérables.

Le bilan de la campagne agricole constitue la principale source d'information pour la prise de décision dans l'élaboration des stratégies alimentaires en Afrique de l'Ouest et particulièrement au Sahel. Le dispositif de veille mis en place par le CILSS avec l'ensemble de ses partenaires techniques nationaux et régionaux fonctionne permanentement à travers des cadres de concertation réguliers pour la prévention des crises alimentaires au Sahel.

Composition du dispositif de veille régional: outre les délégués des pays membres du CILSS (venant des services des statistiques agricoles, d'Alerte Précoce et des Unités d'Analyse de Sécurité Alimentaire), le dispositif régional comprend les systèmes régionaux et internationaux d'information sur la sécurité alimentaire (CILSS, FAO, PAM, FEWS NET, ONG), ainsi que les partenaires au développement du CILSS (Union européenne, USAID, MIFRAC, ACIDI, Coopération Italienne).

Comment fonctionne le dispositif : Il fonctionne suivant des évaluations rapides ponctuelles, des enquêtes agricoles permanentes réalisées dans les pays, des missions d'évaluations conjointes annuelles, l'exploitation des images satellitaires et des données sur les marchés sur les marchés. Les données collectées aux niveaux national et régional par les membres du Dispositif de veille régional sont validées à travers cinq concertations régionales qui s'échelonnent sur toute l'année :

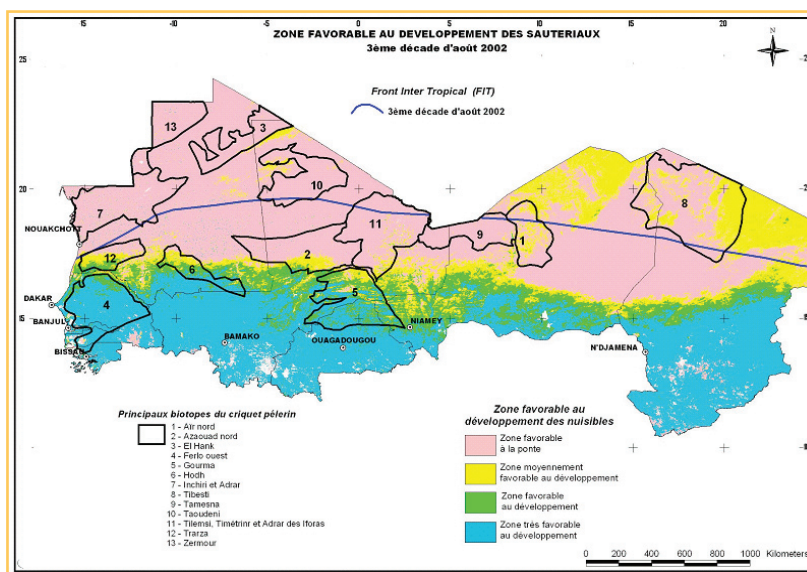
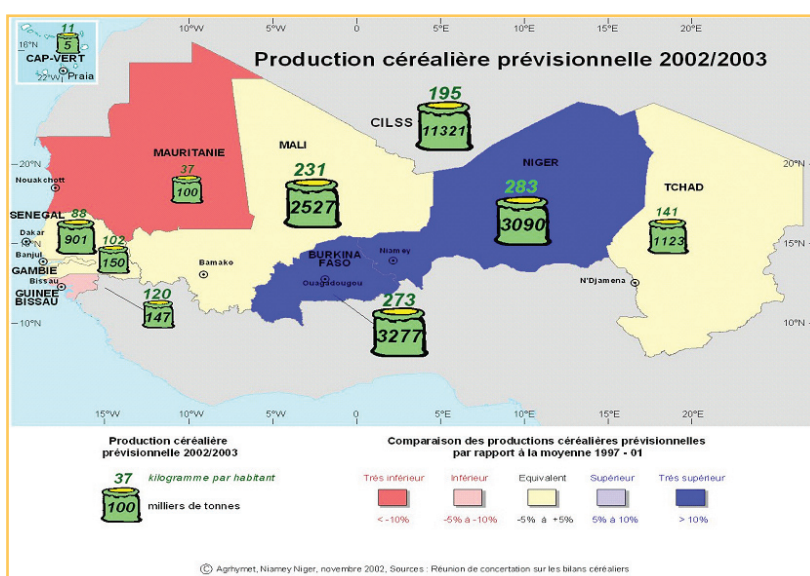
- La réunion de juin sert de cadre de concertation du dispositif de veille régionale pour la réactualisation des zones à risque à l'entrée de la période de soudure. Elle prépare également le démarrage de la campagne agricole au Sahel et fait le point sur le dispositif de suivi;
- La réunion de septembre fait le bilan à mi-parcours de l'hivernage (évaluation qualitative prévisionnelle de récoltes, identification préliminaire des zones à risque et perspectives alimentaires). Elle définit le calendrier et la composition des missions conjointes d'évaluation des récoltes (CILSS/FAO appuyées par FEWS NET) qui ont lieu en octobre dans les pays du Sahel;
- La réunion de Novembre sert de cadre de concertation et de validation des résultats préliminaires des productions céréalières, permet d'établir les bilans céréaliers au niveau national et régional et dégager les perspectives alimentaires pour la prochaine année de consommation;
- La réunion de décembre permet la concertation entre les acteurs de la Sécurité Alimentaire au Sahel et les donateurs au sein du réseau de prévention des crises alimentaires dans le Sahel. Elle fait le bilan global de la situation agricole et alimentaire au Sahel et permet de fournir aux décideurs et aux donateurs du Sahel la synthèse des informations pertinentes pour une meilleure prise de décision;



- La réunion de mars dresse le bilan actualisé de la campagne agricole écoulée avec les chiffres de production définitifs (incluant les productions de contre saison et des cultures tardives), procède à une mise à jour des zones et populations vulnérables à l'insécurité alimentaire, fait le point des interventions et actions d'atténuation et formule des recommandations à l'endroit des Etats et des Partenaires.

Ces différentes concertations techniques dans le cadre du dispositif de veille régionale font l'objet de rapports, d'avis et de communiqués de presse. Elles témoignent de l'existence d'un réseau opérationnel de prévention des crises alimentaires qui s'exportent aujourd'hui vers les autres régions d'Afrique. Avec un tel cadre de concertation permanent regroupant tous les acteurs de la sécurité alimentaire, décideurs politiques, partenaires au développement et société civile et des mécanismes appropriés de réponses existants dans la majorité des pays depuis au moins 20 ans, le Sahel ne saurait être surpris par une quelconque famine. On ne doit pas confondre pour des intérêts inavoués une crise alimentaire et une famine. La dernière notion est le stade ultime de la première et celle-ci incarne une dimension temporelle et spatiale largement incomparable.

Partenaires : FEWS-NET, Club du Sahel, FAO/SMIAR



Le Réseau de Prévention des Crises Alimentaires

Mille neuf cent quatre vingt quatre (1980), le monde entier découvre avec horreur les conséquences désastreuses d'une sécheresse qui a anéanti hommes et animaux. Un immense élan de solidarité va permettre à la région de passer ce cap difficile en évitant les pires souffrances.

Après la crise, vint le moment du bilan : information trop tardive et peu fiable ; aides trop lentes, trop importantes à certains endroits, trop faibles à d'autres ; produits inconnus des populations ; coordination défailante, évaluation inexistante, etc.

À la demande des ministres du CILSS réunis à Nouakchott en janvier 1984, les secrétariats du CILSS et du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ont réuni les experts des agences de coopération pour examiner les moyens de répondre aux éventuelles crises futures. Ainsi est né le Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel, conçu comme un forum de discussion et de réflexion libre et informelle, un lieu d'échanges, de confrontation et d'analyse de l'information, un espace de concertation sur les actions à mener en cas de crise.

Le réseau associe principalement des experts et représentants des agences d'aide bi et multilatérales, des organisations internationales (PAM, FAO, OMM., etc.), du CILSS, quelques O.N.G. spécialisées et des organisations paysannes.

Les travaux du réseau s'inscrivent dans un dispositif large et opérationnel de prévention et de gestion des crises, au sein duquel les pays sahéliens jouent un rôle plus important que par le passé. La réunion annuelle, organisée à la fin de la campagne agricole, constitue le temps fort des activités du réseau. En effet, spécialistes et décideurs se réunissent alternativement dans un pays sahélien ou un pays donateur pour faire le point sur la situation alimentaire de la campagne en cours, et pour échanger et débattre sur des thèmes de réflexion prospective (méthodologie des systèmes d'information, définition de chartes, etc.).

Depuis ces années 80, le Sahel n'avait plus connu de crises alimentaires aiguës ou chroniques. Mais la crise survenue en 2005 est venue rappeler que la bataille contre l'insécurité alimentaire n'est pas gagnée d'avance malgré les énormes avancées. C'est que depuis 1984, les crises alimentaires auxquelles font face les populations sahéliennes ont pris des formes variées et sont devenues plus chroniques et ciblées avec des zones localisées connaissant chaque année une insécurité alimentaire suite à de mauvaises récoltes ou à une insuffisance de revenus pour accéder à l'alimentation.

Cela s'est traduit sur le plan politique, par un changement d'orientation. En effet, on parle moins d'autosuffisance alimentaire céréalière, mais beaucoup plus de sécurité alimentaire, de libéralisation des marchés, d'échanges de produits agricoles et surtout de lutte contre la pauvreté et de meilleure accessibilité des populations aux denrées alimentaires. Autant de nouvelles problématiques qui interpellent les acteurs du réseau de prévention des crises alimentaires.



Le Programme régional d'amélioration des Instruments de Diagnostic Permanent pour la sécurité alimentaire (DIAPER)

Objectif principal : Appuyer techniquement et matériellement les services nationaux de la statistique agricole des pays du CILSS pour l'exécution des enquêtes agricoles et la production d'un bilan céréalier.

Période d'activité : 1984 – 1998.

Financement : Coopération Italienne et Union Européenne

Principales réalisations :

- La création et/ou le renforcement des capacités sahéniennes dans le domaine des statistiques agricoles ;
- La production et la diffusion annuelle de données relatives aux superficies cultivées, aux rendements et productions des principales cultures céréalières ;
- La diffusion des informations relatives à l'évolution des prix des céréales et du bétail, en collaboration avec les Systèmes d'Information sur les Marchés (S.I.M)
- La production et la diffusion des bilans céréaliers annuels ;
- L'institution d'un comité de sécurité alimentaire dans chaque pays du CILSS ;
- La contribution donnée à la rédaction de la Carte de l'Aide Alimentaire devant servir pour réglementer la gestion de l'aide alimentaire ;
- L'animation des réunions du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel



**RECAPITULATIFS DES BUDGETS ALLOUES AUX PAYS DU CILSS
CAMPAGNE 1996/97 (en ECU)**

Pays	COLLECTE				Echantillon	Equipement	Animation Locale	Total	Budget FED	Budget Etat
	Enquête agricole	SIM Bétail	SIM Céréales	Total						
Burkina Faso	26937		26621	53558		8464	28403	90425	68787	21638
Cap Vert	21976		5233	27108	26055	63432	27824	144419	133467	10952
Guinée Bissau	27158		9410	36569		8314	22401	67283	52510	14774
Mali	68503	15278		83780		2308	322402	118330	84483	33487
Mauritanie	32854			32854		29016	24916	86786	73513	13273
Niger	55945	34862	24363	115169		36778	24798	176746	130218	46528
Sénégal	43008	14340	11834	69182		32287	345101	135970	108021	27950
Tchad	54947	10966	20595	86508		49705	27966	164179	129230	34949
ECA										
Total	331228	75445	98055	504729	26055	230303	223051	1251522	1047611	203911

**RECAPITULATIFS DES BUDGETS ALLOUES AUX PAYS DU CILSS
CAMPAGNE 1998/99 (en ECU)**

Pays	COLLECTE				Equipment	Animation Locale	Total	Budget FED	Budget Etat
	Enquête agricole	SIM Bétail	SIM Céréales	Total					
Burkina Faso	23118		28770	56883		87971	98779	46075	
Cap Vert	22188		7841	30023	30056	72095	107857	24323	
Gambie	30070	14913	4215	49198		65695	75043	39850	
Guinée Bissau	32756		6745	39501	18896	30134	56535	31996	
Mali	98337	26077		124414	34618	63488	86466	136054	
Niger	35603	17045	16432	69080		39150	52275	55955	
Sénégal	38833	15106	13031	66970		55766	68490	54246	
Tchad	70531	13989	153025	99845	9902	36098	64971	80874	
ECA							301036		
Total	356431	87130	92359	535920	93472	450397	911452	469373	

Le Programme d'Appui aux Organismes Céréaliers (PAROC)

Initié par le CILSS, ce programme a été financé par la République Fédérale d'Allemagne pour une durée de trois ans (1990–1993).

Objectif du PAROC : augmenter l'efficacité du marché céréalière en vue d'améliorer la sécurité alimentaire.

Les acquis du PAROC :

Existence d'un consensus sur le cadre général de fonctionnement et d'intervention des organismes céréalières s'appuyant sur les diverses expériences en matière de sécurité alimentaire ;

Adoption d'une nouvelle conception du stock de sécurité avec une réduction considérable des coûts n'ayant pas d'incidence négative sur l'efficacité du stock ;

Elaboration d'outils pour l'amélioration de la gestion. Il s'agit notamment de :

- L'harmonisation et l'optimisation des outils informatiques de gestion ;
- La production d'un plan comptable harmonisé et de manuels et de guides de procédures de gestion par les organismes céréalières en vue de réduire leurs coûts de gestion et de produire des informations financières et comptables fiables.

Un modèle de cadre de concertation entre l'organisme céréalière de l'Etat et les donateurs a été analysé sur la base du modèle d'organisation du Programme de Restructuration du marché céréalière (PRMC) du Mali. Ce modèle a été adapté dans la plupart des pays du CILSS.

Des études ponctuelles ont été conduites par le PAROC à la demande des organismes céréalières, notamment sur :

- La commercialisation
- La détermination d'un niveau optimal de stock national de sécurité ;
- Le système d'information sur les marchés
- Les procédures de gestion ;
- L'organisation comptable.

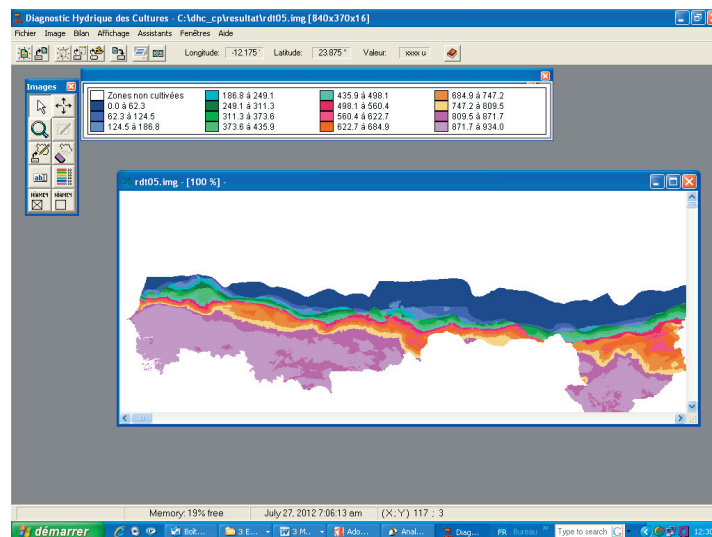


Projet Evaluation et Suivi de la Production Agricole en fonction du climat et de l'Environnement (ESPACE)

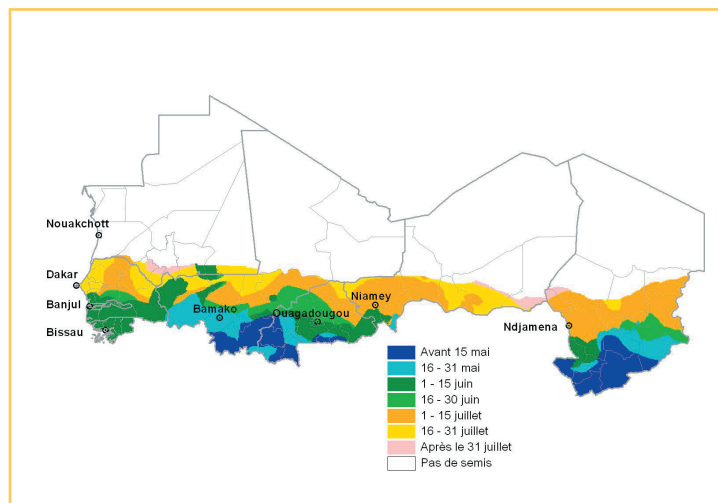
Ce projet a été conduit de 1987 à 1991 dans cinq pays membres du CILSS (Cap Vert, Sénégal, Mali, Burkina Faso, et Niger). Il était financé par la coopération française et coordonné par le Centre Régional AGRHYMET, avec l'implication des services météorologiques et des institutions de recherche agronomique des pays concernés (ISRA Sénégal, IER Mali, DMN et INRAN Niger, INERA Burkina FASO). Le projet a bénéficié de l'appui technique du CIRAD (France) pour lequel il a servi de cadre de validation du modèle de simulation du bilan hydrique des cultures.

L'exécution du projet s'est déroulé en deux volets : un volet régional, basé au Centre AGRHYMET et chargé du développement d'un modèle de prévision des rendements à l'échelle régionale et un volet enquêtes en milieu paysan, conduit par les partenaires nationaux des cinq pays. Des données de rendements réels dans les parcelles paysannes, ainsi que les informations agronomiques et climatiques correspondantes, ont été collectées pendant trois à quatre hivernages consécutifs en vue d'établir des relations statistiques expliquant les rendements des cultures en fonction des facteurs du milieu.

A la fin du projet, un modèle de diagnostic hydrique des cultures (DHC) a été validé et transféré à l'ensemble des services météorologiques des pays du CILSS pour le suivi de l'état des cultures en cours de saison et la prévision de leurs rendements 2 à 3 mois avant les récoltes. Ce modèle, qui a connu des évolutions avec le temps, est à présent utilisé par le Centre AGRHYMET et ses composantes nationales (Groupes de Travail Pluridisciplinaires (GTP)) dans les pays membres du CILSS.



Interface de calcul de la dernière version du modèle DHC



Dates de semis réussis au 31 juillet en 2006 dans les pays du CILSS

Le projet Alerte Précoce et Prédiction des Productions Agricoles (AP3A)

Le projet AP3A, financé par la Coopération Italienne à travers l'Organisation Mondiale de la Météorologie (OMM) a été mis en œuvre à partir de 1995 avec un financement d'environ 4,3 millions de dollars en deux phases, couvrant respectivement les périodes 1995-1998 et 1999-2002.

Objectif stratégique : le développement de méthodologies orientées à la détermination des zones à risque structurel et conjoncturel au niveau agricole et pastoral.

Principaux résultats

Depuis sept ans, le projet a contribué à créer au niveau régional, une base solide en relation aux données, méthodologies et solutions informatiques. En plus, il a contribué à consolider une nouvelle culture technique dans le domaine de la technologie de l'information dont la durabilité reste un défi commun du Sahel et de ses partenaires afin d'assurer la possibilité pour les pays de la région de ne pas rester marginalisés au niveau mondial.

Réalisations spécifiques :

a) Produits d'information

- Système de Gestion de Base de Données et Base de Données pour les neuf pays sur l'agriculture, l'élevage, la population et l'agro-climatologie (séries décennales et trentenaires) (3500 CD-ROM)
- Visualisateur et cartographie thématique pour les neuf pays (plus de 550 cartes) (3000 CD-ROM)
- Modèles de simulation pour l'alerte précoce (ZAR, Biomasse, SISP et Front de la Végétation)
- Page Web avec documentation, analyses conjoncturelles et couches d'information pour l'alerte précoce
- Documentation technique inclus rapport des analyses sur CD ROM (3000 CD ROM)
- Analyse de la vulnérabilité structurelle sur les neuf pays (rapport)
- Analyse de l'impact de la saison agricole (rapport)
- Analyse des données disponibles dans le Sahel (rapport)
- Analyse des aptitudes agricoles et pastorales des sols dans le Sahel (1000 CD-ROM)
- Analyse des systèmes d'alerte précoce (rapport)

b) Renforcement des capacités

- Embryon du système régional de BD du CRA
- Contribution à la validation de la BD climatique, NOAA et Meteosat du CRA
- Participation à la définition du futur SGBD climatique de l'OMM
- Formation de 50 cadres techniques des pays pour l'administration du SGBD
- Formation des 120 cadres techniques des pays pour l'utilisation des différents outils
- Atelier de sensibilisation des institutions nationales et internationales dans les pays
- Collaboration avec d'autres programmes internationaux dans la formation des cadres sahéliens
- Participation à la dynamique régionale dans le domaine de la vulnérabilité



Le projet Suivi de la Vulnérabilité au Sahel (SVS)

Le projet Suivi de la Vulnérabilité au Sahel (SVS) s'inscrit dans le processus de consolidation des acquis du projet AP3A afin de mieux répondre aux besoins d'information et d'outils des différentes institutions opérant dans le domaine de la sécurité alimentaire pour la prévention des crises et dans la gestion des ressources naturelles.

Objectifs généraux

Le projet a pour objectif d'équiper la région du Sahel d'outils appropriés pour le suivi de la vulnérabilité dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la gestion des ressources naturelles afin d'assurer un développement durable.

Objectifs Spécifiques

Les objectifs spécifiques consistent à renforcer les dispositifs nationaux par:

- des systèmes d'alerte précoce fiables à différentes échelles pour prévenir les différents niveaux de crise ;
- des systèmes d'information intégrés d'appui à la gestion des ressources naturelles et agropastorales.

Agence d'exécution

L'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), institution spécialisée des Nations Unies, est l'Agence d'exécution. L'OMM a la responsabilité générale de la mise en oeuvre du projet en coopération avec le Centre Régional AGRHYMET et les composantes nationales des pays membres du CILSS. Le Protocole d'accord entre le Ministère Italien des Affaires Étrangères, Direction Générale pour la Coopération au Développement (DGCS) et l'OMM a été signé le 20 décembre 2002.

Partenaire financier

Le projet a été entièrement financé par le Ministère Italien des Affaires Étrangères, Direction Générale pour la Coopération au Développement (DGCS). La contribution totale prévue par le Protocole d'accord sur la base du document de projet est de 2.734.000 Euros.

Bénéficiaires

L'institution sous-régionale CILSS (Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel) et ses neuf pays membres sont les bénéficiaires directs par l'intermédiaire du Centre Régional AGRHYMET basé à Niamey au Niger et des services techniques des pays membres appelés Composantes Nationales (CNA.) Les autres institutions nationales opérant dans le domaine de la sécurité alimentaire et la gestion des ressources nationales, ainsi que la communauté internationale sont également bénéficiaires des résultats obtenus par le projet.

La population cible

La population cible concerne les groupes vulnérables en terme de sécurité alimentaire par rapport aux conditions socio-économiques, biophysiques structurelles ou conjoncturelles. Au Sahel, la population totale vivant en dessous du seuil de la pauvreté est estimée à 25 millions d'habitants (50%).

Durée planifiée

La durée prévue par le document de projet est de trente six (36) mois .

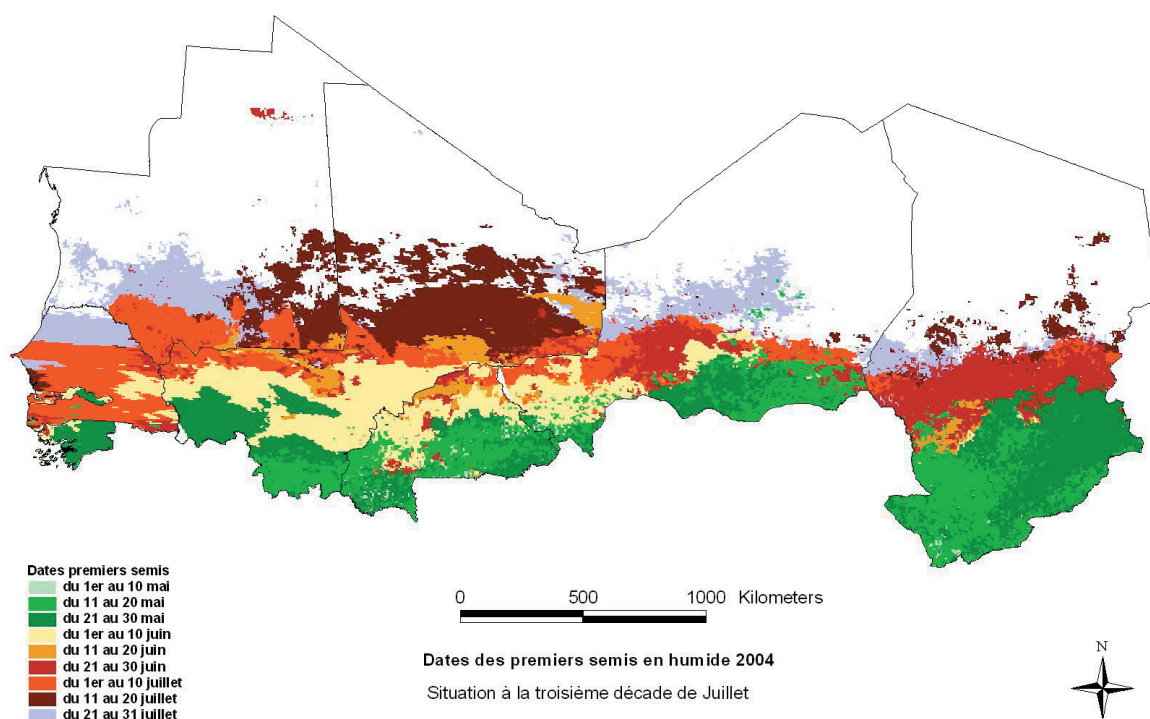
Axes d'activités

Les activités programmées sont réparties entre les axes suivants:

- La caractérisation de la région afin d'identifier les zones les plus structurellement vulnérables ;
- Le suivi de la campagne agricole à travers le renforcement des capacités des services techniques nationaux à détecter les conditions agropastorales défavorables pouvant conduire à un important déficit alimentaire ;
- La prévention des crises alimentaires par la consolidation du système national/régional d'alerte précoce ;
- La réduction de la pauvreté en s'appuyant sur des méthodologies d'analyse de la vulnérabilité et de suivi d'impacts des programmes ;
- Le suivi de l'environnement afin d'évaluer l'impact des changements climatiques.

Résultats

- La production d'une information appropriée à la prise de décision par une plus grande interaction entre les services producteurs et utilisateurs finaux dans la prévention des crises
- La consolidation du cadre de référence pour l'identification des zones vulnérables et la disponibilité d'indicateurs pour l'évaluation du risque
- La mise en place de bases de données homogènes et standardisées prenant en compte les aspects socio-économiques
- L'utilisation des informations issues du projet dans un contexte de développement durable
- Le Renforcement des Services Techniques Nationaux qui sont les acteurs techniques pour assurer la sécurité alimentaire des populations sahéliennes
- La création d'un système d'information pour le suivi de la vulnérabilité et la gestion des ressources naturelles pour un développement durable



Carte de zones à risque

Promotion des petites et moyennes entreprises de transformation des produits agro alimentaires (PROCELOS)

Ce programme initié par le CILSS, en collaboration avec le Club du Sahel, avait pour objectif principal de favoriser la consommation de céréales locales dans les villes sahéniennes.

Réalisations et acquis :

- Mise en place de relais nationaux PROCELOS dans tous les pays membres du CILSS et responsabilisation du secteur privé.
- Rencontres entre relais nationaux pour concertations, échanges d'expériences et planification d'activités communes
- Meilleure visibilité du CILSS (signes extérieurs à l'occasion de manifestations publiques diverses, interventions dans la presse écrite et audiovisuelle dans les pays membres et au plan international, etc.) et une plus grande confiance en l'institution (demandes d'appuis techniques et de conseils aux organes nationaux et à la coordination régionale).
- Bulletins agroalimentaires édités et diffusés par sept (7) pays.
- Elargissement et développement du partenariat par la coordination et les organes nationaux du PROCELOS avec de institutions, projets, programmes et réseaux intervenant dans le secteur.
- Meilleure prise en compte des aspects technologiques dans les programmes de recherche agricole
- création et/ou le renforcement d'associations professionnelles d'opérateurs économiques de la transformation à l'initiative ou avec l'appui des relais.
- Forte implication de la société civile dans la vie du projet et en particulier la place et le rôle remarquables des femmes dans les organes nationaux et les activités

Impacts des actions de mise en œuvre du PROCELOS

Au niveau des acteurs de la transformation :

- une amélioration de leur organisation par la constitution et /ou le renforcement de plusieurs associations professionnelles à l'initiative ou avec l'appui des relais,
- des opportunités pour les transformateurs organisés de trouver des marchés à l'exportation vers des pays du Nord avec l'appui de certains relais,
- des relations de partenariat entre acteurs d'un même pays et entre acteurs de pays différents,
- une appropriation des relais nationaux par les opérateurs privés avec la conscience de la nécessité de prendre la relève du CILSS pour le financement du fonctionnement et des activités,
- les opérateurs privés perçoivent mieux l'importance de certaines questions (qualité et emballage, information, conseil, etc.) dans la conduite de leurs activités grâce aux actions de sensibilisation et formation,
- les bureaux- conseil partenaires du PROCELOS ont amélioré leur expertise dans le conseil personnalisé du fait de leurs contacts avec les micro-, petites et moyennes entreprises pendant la durée des contrats qui les ont liés au CILSS,
- l'exploitation des conclusions et recommandations issues de la réflexion études et ateliers sur (fonio, emballage, qualité, financement) ont permis de trouver des solutions à certains problèmes qui se posent dans ce domaine,
- les relais nationaux renforcent leurs positions et compétences dans le domaine et tissent un réseau de partenariat permettant entre autres de trouver au plan national des moyens pour exécuter certaines de leurs activités,

Au niveau des femmes : renforcement de leurs capacités d'intervention

Au niveau des consommateurs : ils trouvent des produits répondant de mieux en mieux à leurs attentes tel qu'en atteste la présence de plus en plus remarquable des produits locaux dans les habitudes d'achat et de consommation.



Le Président du Burkina Faso visitant un stand de femmes transformatrices

Le projet de Lutte Biologique contre les Locustes et Sauteriaux (LUBILOSA)

Ce projet a été initié par l'Institut International pour la Lutte Biologique en Angleterre (IIBC/CABI) en collaboration avec l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA) à Cotonou au Bénin et le Centre Régional AGRHYMET (CRA) à Niamey au Niger.

Objectif : Trouver une solution efficace et durable au problème acridien par la mise à la disposition des agriculteurs de pesticides biologiques.

Réalisations du projet :

Première phase (1989-1992)

- identification d'une centaine de souches de champignons qui sont stockées à l'IMI (Institut International de Mycologie au Royaume Uni);
- caractérisation des isolats trouvés parmi lesquels la souche de *Metarhizium anisopliae* var. *acridum* (code IMI: 330189) retrouvée sur *Ornithacris cavroisi* (Finot, 1907) au Niger s'est avérée la plus virulente;
- tests au laboratoire et essais sur le terrain en vue d'étudier le comportement des différentes souches sous certaines conditions de température et d'humidité (notamment sahélo-sahariennes), mais également leur efficacité sur différentes espèces de sauteriaux et locustes.
- études sur différentes formulations huileuses en vue d'une utilisation du biopesticide en formulation Ultra Bas Volume (UBV).



Dégâts de *Oedaleus senegalensis* sur le mil



Formulations huileuses en vue d'une utilisation du biopesticide



Emergence des spores de *Metarhizium* ayant tué un criquet

Seconde phase du Projet (1993-95) : Recherche d'un procédé de production de masse des spores et poursuite des travaux sur la caractérisation des isolats, le stockage et la conservation, la formulation et les essais en plein champ. Cette phase consacre la mise au point du biopesticide appelé «GREEN MUSCLE®» disponible sous forme de poudre sèche (TC) et de concentré huileux (OF).

Principal acquis du Projet : le bio pesticide Green Muscle

Le «GREEN MUSCLE®» est un biopesticide à base de champignon entomopathogène *Metarhizium anisopliae*. Il a été développé par le projet LUBILOSA.

Avantages du produit :

- Le champignon peut être facilement produit,
- Emploi avec les équipements Ultra Bas Volume
- Longue persistance des spores du champignon et possibilité d'autoprooagation
- Le produit n'est pas nocif pour l'environnement, l'homme et le bétail
- Le produit est spécifique aux acridiens et il s'est avéré efficace pour contrôler entre autres *Oedaleus senegalensis* (50g/ha), *Zoncerus variegatus* (12,5 g/ha), *Hieroglyphus daganensis* (12,5 g/ha) et *Schistocerca gregaria* (50 g/ha)

Limites du Green Muscle :

- Efficacité réduite dans des conditions climatiques extrêmes
- Pas d'effet de choc

Le **Projet Régional de Lutte Intégrée contre les Sauteriaux au Sahel** fait suite au projet LUBILOSA. La première phase a été financée pour une durée de trois ans (2003-2005) par DANIDA. Elle a été exécutée conjointement par l'IITA à Cotonou, le Centre Régional AGRHYMET à Niamey, le DNERI et Hedeselskab et Miljø og Energi A/S au Danemark.

Le but du projet est d'élaborer une stratégie intégrée de lutte (IPM) en vue de lutter contre les sauteriaux et mettre au point un système d'aide à la décision pour appuyer la mise en oeuvre de cette stratégie.

L'application du biopesticide Green Muscle et l'interaction avec les ennemis naturels des sauteriaux ont été considérées comme des éléments importants d'une stratégie de lutte intégrée.

Acquis de la première phase du Projet Régional de Lutte Intégrée contre les Sauteriaux au Sahel (PRÉLISS) :

Des espèces d'oiseaux qui peuvent consommer un grand nombre de sauteriaux ont été identifiées.

Un système d'aide à la décision a été mis au point pour assister les services nationaux de protection des végétaux en matière de décision des mesures à prendre pour lutter contre les sauteriaux.

Un modèle de simulation de la dynamique des populations du criquet sénégalais, SahelEco, qui est un modèle de simulation détaillé et axé sur la physiologie

Un système d'aide à la décision basé sur le Système d'Information Géographique (SIG) couvrant l'ensemble de la région sahélienne axé sur les données de prospections de sauteriaux, les données du SIG et de la télédétection.



Le projet « Recherche et Développement de la Lutte Intégrée contre les ennemis des principales cultures vivrières dans le Sahel »

Ce projet a été financé par l'USAID et a bénéficié de l'appui technique de la FAO. Il a démarré en 1980 et comportait une Direction régionale basée à Ouagadougou au Burkina et une composante nationale dans chacun des Pays du CILSS (Burkina, Cap Vert, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad).

Ce projet avait pour objectifs à long terme « d'augmenter des productions vivrières par la lutte contre les ravageurs, insectes, maladies et mauvaises herbes, et ainsi contribuer à la politique des pays sahéliens de tendre vers l'autosuffisance alimentaire ». Les objectifs à court et moyen terme étaient de :

- développer des infrastructures pour mener les travaux de lutte intégrée,
- implanter dans le Sahel plusieurs postes d'observation pour la surveillance de ravageurs,
- former des spécialistes sahéliens en protection des végétaux,
- identifier les ravageurs d'importance économique des différentes cultures,
- recueillir et analyser un ensemble de données sur ces ravageurs afin de déterminer les stratégies les plus appropriées pour
- réduire leur nuisance, en tenant compte de leur rentabilité et de leur acceptation par les paysans sahéliens.

Acquis du projet

a) mise en place d'un système d'alerte précoce

Ce système était destiné à prévenir les agriculteurs en cas d'infestations et à évaluer les pertes éventuelles causées par les ravageurs dans les cultures. En effet l'un des objectifs à long terme du Projet de Lutte Intégrée dans le Sahel est la mise en place d'un système de surveillance, de prévision et d'avertissement des ennemis des cultures. Ce processus a été fait en deux étapes :

1°/ La mise en place d'un réseau de postes d'observations pour obtenir les données de base nécessaires à une meilleure connaissance des relations entre la plante-hôte, le ravageur et l'environnement :

Installation de 55 postes nationales d'observation dans les Pays du Sahel dont Burkina (11), Gambie (5), Mali (10), Mauritanie (13), Niger (12), Sénégal (4). Chacun des 55 postes d'observations disposait d'un observateur national dans chaque pays formé au cours des sessions de renforcement de capacité organisées par le projet. Au cours de ces formations un enseignement théorique et pratique a été dispensé en entomologie, phytopathologie, malherbologie, agronomie, et météorologie. Le matériel météorologique a été installé sur chaque poste et l'observateur disposait aussi de matériel pour la constitution d'une collection de référence en entomologie.

2°/ Elaboration d'avertissements pour les services de protection des végétaux avec les données de « routine » provenant du réseau surveillance et prévision

b) Plusieurs actions de recherche-développement

Identification des ravageurs d'importance économique et recueil/analyse d'un ensemble de données sur ces ravageurs :

- Ces actions ont été menées afin de déterminer les stratégies les plus appropriées pour réduire leur nuisance, en tenant compte de leur rentabilité et de leur acceptation par les paysans sahéliens :
- Analyse et connaissance exhaustive et approfondie des problèmes entomologiques et phytosanitaires des principales cultures vivrières (mil, sorgho, maïs, riz, niébé, autres) dans les Pays du Sahel.

Contribution du projet dans une meilleure connaissance des ennemis spécifiques des principales cultures au Sahel :

Cultures	Maladies fongiques	Maladies foliaires	Insectes ravageurs	Maladies bactériennes	Autres
Mil					
	Charbon de mil				
	Mildiou de mil				
	Ergot de mil				
Sorgho					
		Anthraxnose	Mouche du pieds		Moisissures grains
		Maladie des tâches grises	Cécidomyie		Pourriture et brûlures
		Charbon	Chenilles mineuses des tiges		
		Rouilles			
Riz					
			Lépidoptères foreurs de tiges		Pyriculariose
			Chenilles		Nématodes (trois espèces)
Maïs					
	La rouille		Foreurs de tiges	Dépérissement bactérien	
	L'helminthosporiose		Pucerons du maïs	Stries bactériennes	
	L'anthraxnose		Chenilles de Heliothis	Rabougrissement du maïs	
			Citadelles du maïs		
Niébé					
			Thrips		
			Les pucerons		
			Punaises des gousses		
			Chenilles de papillon		
			La bruche		
Coton					
			Chenilles des capsules		Bactériose
			Chenilles des feuilles		Maladie bleue virale
			Piqueurs suceurs		



Elevage de criquets pour une meilleure connaissance de leur métabolisme

- Evaluation des taux de perte causés par les différentes maladies et identification des méthodes de protection appropriées par type de maladie et par culture.
- Elaboration des profils d'identification des ravageurs, des ennemis traditionnels et futurs des différentes cultures vivrières (mil, sorgho, maïs, riz, autres) dans les Pays du Sahel,
- Analyse des facteurs susceptibles de freiner la vulgarisation de la lutte intégrée en milieu paysan sahélien (contraintes techniques, économiques, sociologiques, institutionnelles)
- Exécution de plusieurs études de bioclimatologie sur différents thèmes dont:
 - i) La détermination de l'incidence et la distribution régionale du Mildiou, Raghuva et striga dans le Sahel,
 - ii) L'identification des corrélations entre l'incidence et la sévérité de ces ravageurs et les facteurs climatologiques,
 - iii) Le développement de modèles pour le mildiou et Raghuva.....

c) Traitements

- Le Projet Lutte intégrée a effectué des traitements de près de 2,15 millions Francs CFA au total (Rapport annuel Projet Lutte Intégrée, 1990) dont 30% au Niger et 21% au Mali, 17% au Sénégal et 11% en Gambie.
- Les produits de traitement étaient soit en poudre ou en liquide. Les principaux produits en poudre utilisés sont : Uden 2% et 75%, Sumicombi 1.8%, Basamiod, Fénitrothion 3%, Lindane 80%, Propoxur 75%, Thiodan, Fecam 1% , Dursban 5%, Carbaryl 5%, Féni-févalérate 1.8%, etc.
- Quand aux produits en liquide utilisés, ce sont : Fenitrothion EC50, Fenitrothion 20 ULV, Malathion 50EC, Dimethoate 40EC, Diazinon, Sumithion CE, Dursban, Sumicombi, Deltaméthrine, Karaté 4%, Mataphos 4%, etc.

Importance des superficies traitées		
	Nombre d'hectares	%
Burkina	158450	7 %
Gambie	240000	11 %
Guinee Bissau	4790	1 %
Mali	460634	21 %
Mauritanie	152115	7 %
Niger	660213	30 %
Sénégal	373024	17 %
Tchad	99496	5 %
Total Sahel	2 148 722 ha	100 %

Source : Rapport annuel, PLI, 1990 (NB : Cap Vert : non précisé)

Formation

Le projet a formé près de 274 894 personnes dont 255 730 paysans soit 93% et 17 980 brigades villageoises (soit 6,5%) et 1184 agents de l'Etat repartis dans les différents Pays sahéliens. Le tableau ci-dessous donne les détails des types et nombre d'agents formés ainsi que les principaux thèmes qui ont fait l'objet de ces formations.

Types et nombre d'agents formés et thèmes de formation :

Pays	Types d'agents	Nombre	Thèmes de formation
BURKINA	Producteurs	8532	Traitement des semences, reconnaissance de 5 acridiens d'importance économique, utilisation sans risques des pesticides, utilisation du Micro-Ulva, protection des denrées stockées
	Agents de la protection des végétaux et autres agents du développement rural (centres régionaux de production agricole, autres institutions du Ministère de l'agriculture)	176	Utilisation des appareils en lutte anti-acridienne, protection des cultures maraichères, Biomodèle <i>Oedaleus senegalensis</i> , Utilisation du Karaté en lutte acridienne, protection des grains entreposés, les dangers des pesticides pour l'être humain et son environnement
CAP VERT	Agents des structures régionales du Ministère du Développement Rural et des Pêches et le personnel des organisations internationales et des Ambassades	NP	Lutte contre les sauteriaux, Quarantaine,
GAMBIE	Paysans	6000	Notions générales de protection des végétaux
	Agents de l'agriculture	165	
MALI	Brigadiers	4660	Prospection en lutte anti acridienne
	Agents de PV et Agents des Opérations de Développement Rural	343	Identification des larves de sauteriaux et de criquets, Défense des cultures et protection des récoltes, Biomodèle <i>Oedaleus senegalensis</i> , Utilisation du Karaté
NIGER	Brigadiers	11601	Formation initiale, recyclage
	Chefs de district et encadreurs	192	Formation initiale, recyclage
SENEGAL	Agents de PV et agents de divers services	301	Lutte antiacridienne, formation de paysans, lutte antimurine
	Producteurs	241198	Evaluation, reconnaissance des rats, piégage et lutte
TCHAD	Brigades villageoises	1719	Formation initiale et recyclage
	Agents de la PV	7	Surveillance acridienne et lutte antiacridienne, application efficace des pesticides
TOTAL		274 894	

Conclusion

Ce projet a fortement contribué au niveau des différents pays sahéliens à favoriser l'émergence d'une élite nationale capable de diagnostiquer les contraintes, de collecter les données de base et de mettre en œuvre des mesures de protection appropriées dans le cadre de stratégies pertinentes de lutte intégrée contre les ennemis des cultures au Sahel. Ceci a permis au CILSS d'asseoir les bases d'une lutte sereine contre les nuisibles des cultures au Sahel et de se positionner comme leader dans ce domaine.

Comité Sahélien des Pesticides (CSP)

Un Outil de réglementation des pesticides utilisés ou commercialisés dans le Sahel

Le Comité Sahélien des Pesticides (CSP) est opérationnel en 1994. Il constitue la cheville ouvrière de la Réglementation commune. Il a pour tâches de prendre des décisions communes à l'ensemble des pays du CILSS en matière de circulation des pesticides et en vue de leur utilisation judicieuse.

Le CSP :

- examine les demandes d'homologation des pesticides pour suite à donner;
- tient le registre des homologations et des autorisations des pesticides;
- établit une liste des pesticides d'emploi interdit ou sévèrement réglementé dans les pays du CILSS;
- effectue l'inventaire des pesticides utilisés ou commercialisés dans les pays du CILSS;
- définit les méthodes de contrôle de la composition, de la qualité et de l'évaluation des produits à l'égard de l'homme, des animaux et de l'environnement;
- établit la liste des établissements publics autorisés à effectuer les essais;
- dresse la liste des laboratoires habilités à effectuer les analyses de contre expertise;
- maintien des liens avec les Comités nationaux de gestion des pesticides (CNGP) dans les pays du CILSS.

Le CSP est composé :

- d'experts sahéliens spécialistes dans les différentes disciplines de la protection des végétaux, de la toxicologie, de l'éco-toxicologie et de la chimie;
- de représentants des organisations régionales en Afrique (Centre Agrhymet du CILSS, OCLALAV, CPI/OUA etc...);
- de représentants des organisations des Nations Unies (FAO, OMS);

Principaux résultats

- De mars 1994 à décembre 2000, le CSP a enregistré 362 dossiers d'homologation déposés par des firmes agro-pharmaceutiques représentées dans la sous région. Il s'agit principalement d'insecticides (69%) et d'herbicides (17%). Les pesticides composés (insecticides/fongicides, insecticides/nématocides), les fongicides, les avicides et les rodenticides constituent les 14% restants.

- Au cours des onze sessions ordinaires, le CSP a octroyé 128 autorisations provisoires de vente (y compris les renouvellements) et 6 homologations définitives. Les autorisations actuelles n'ont concerné jusqu'à présent que les formulations de pesticides chimiques de synthèse. Les exigences du dossier pour l'homologation des bio-pesticides sont en cours d'élaboration.

- Les listes des autorisations provisoires de vente et des homologations sont envoyées aux Ministres en charge de l'Agriculture dans tous les pays membres du CILSS.



Le Réseau des Femmes Sahéliennes (REFESA)

Le REFESA a été créé à Banjul en septembre 1997 suite à l'exercice de réflexion Sahel 21.

Son objectif, c'est de servir de cadre de mobilisation, de concertation, d'échange d'expériences et d'informations entre les femmes sahéliennes au niveau national et régional.

Le REFESA a, à son actif plusieurs acquis dont :

- La reconnaissance par le CILSS, de l'importance de la prise en compte de l'approche genre et développement qui est devenue transversales dans ses programmes ;
- La mise en place de coordinations nationales dans tous les pays du CILSS à travers des assemblées générales ;
- La reconnaissance du Réseau par les Chefs d'Etat des pays membres du CILSS (cf. déclaration du sommet des Chefs d'Etat de Bamako 2000)
- L'implication dans les activités au niveau national et sous régional (lutte contre la pauvreté, promotion de l'éducation de la fille...)
- Le statut d'observateur dans les réunions des instances du CILSS ;
- L'organisation d'ateliers et de séminaires pour l'amélioration du bien être des femmes sahéliennes.



Le Réseau Sahélien de Documentation (RESADOC)

Objectif principal : Promouvoir une meilleure connaissance du sahel sur la lutte contre la désertification et la recherche de l'autosuffisance alimentaire à travers la mise en place d'un système documentaire sahélien.

Objectifs spécifiques :

- Collecte de la documentation scientifique et technique ;
- Fourniture d'informations aux utilisateurs ;
- Accès aux sources d'information extérieures et transfert des technologies d'information ;
- Perfectionnement du personnel technique ;
- Constitution d'une base de données bibliographiques ;
- Appui aux États du CILSS dans la définition et l'application de politiques documentaires.

Entre 1978 et 1986, RESADOC a consacré 600 millions de francs CFA au service de la documentation dans le Sahel grâce à l'assistance technique et financière de l'USAID, du CRDI, du ministère français de la coopération, du ministère de la coopération économique de la République d'Allemagne, de l'UNESCO, de la FAO et du PNUD.

Principaux acquis :

L'harmonisation au niveau régional, des méthodes de collecte et de traitement documentaire : un bordereau unique a été élaboré. Il est utilisé par l'ensemble des centres de documentations membres du réseau ;

Quarante deux centres de documentation sont membres du RESADOC. A travers ce réseau, ces différents centres de documentation qui vivaient cloisonnés, maintenant travaillent ensemble.

Entre 1979 et 1986, Quatorze techniciens ont reçu une formation de longue durée (1 ou 2 ans) et deux cent quatre vingt dix neuf agents ont bénéficié de séminaires, stages et voyages d'études.

RESADOC a doté le Burkina Faso et le Niger, de caméras de microfilmage. Des opérations de microfilmage ont été effectuées pour sauver des fonds documentaires au Sénégal, au Mali, au Niger et au Burkina Faso. La publication de répertoires nationaux de catalogues collectifs a aussi été prise en charge par le RESADOC.

Domaines couverts par le RESADOC : Productions végétales; Protection des cultures et des récoltes; Élevage et productions animales; Pêche; Foresterie; Écologie; Transport, Télécommunications; Commercialisation, Prix, Stockage; Démographie, Population; Santé et sciences médicales; Nutrition, Alimentation, Sécurité alimentaire; Ressources humaines (emploi, formation, vulgarisation); Sociologie et économie rurales; Industrie; Planification, Politique économique, Coopération internationale; Politique scientifique, Recherche.

Ressources documentaires : le 31 juillet 1991, le Centre régional de coordination basé à l'INSAH au Mali, disposait d'un fonds documentaire de 10 400 monographies, d'une banque de 12 000 microfiches, d'une base de données de 20 000 références; d'une série de bases de données spécialisées produites par des partenaires extérieurs.

Lutte contre la Désertification et Gestion des Ressources Naturelles





Lutte contre la Désertification et Gestion des Ressources Naturelles

1. Foncier

Appui à la formulation de politiques et stratégies

Ateliers et autres rencontres organisés
Forum Régional Praia+9 – Foncier rural et développement durable au Sahel et en Afrique de l’Ouest. Bamako au Mali du 17 au 21 novembre 2003.
Rencontre sur la gouvernance locale dans la gestion des ressources naturelles renouvelables et des services publics. Bobo Dioulasso au Burkina Faso. 2000.
Atelier régional sur la décentralisation et les réformes foncières au Sahel. N’Djamena, 1997.
Colloque international sur le foncier au Sahel : « Promouvoir la recherche et la formation sur le foncier pour le développement durable au Sahel » ; Saint Louis au Sénégal. Du 21 au 25 avril 1997.
Ateliers méthodologiques sur les résultats de Praia : Burkina Faso, Sénégal, Niger, Mali. 1995
Ateliers nationaux sur la Gestion alternative des conflits (GAC) : Burkina Faso, Mali, Niger 1995.
Atelier régional sur la gestion alternative des conflits à Niamey au Niger. 1995
Conférence Régionale sur la problématique foncière et la décentralisation au Sahel.. Praia au Cap Vert en 1994.
Rencontre nationale sur la gestion des terroirs au Cap vert en 1990.
Forum régional sur la gestion des terroirs sahéliens. Ségou au Mali. 1989
Rapports d’études produits
Actes du forum régional Praia+9. 2003
Etudes institutionnelles sur la plate forme paysanne sahélienne : Guinée Bissau, Sénégal et Mali. 2002
Actes du forum régional sur : « Gouvernance locale dans la gestion des ressources naturelles renouvelables et des services publics au Sahel » Bobo Dioulasso. 2000 ;
Actes du Colloque sur la Promotion de la recherche et la formation sur le foncier pour le développement durable au Sahel. 1998.
Rapports d’étude sur la gestion décentralisée des ressources naturelles dans trois pays du Sahel : Sénégal, Mali et Burkina Faso. 1997.
Etudes sur la gestion alternatives des conflits (GAC) en Mauritanie, Gambie, Tchad, cap Vert et Guinée Bissau. 1995.
Synthèse régionale des études GAC. 1995.
Rapport d’étude sur la problématique foncière au Tchad. 1994.
Rapport de synthèse de la conférence régionale sur la problématique foncière et la décentralisation au Sahel. 1994.
Actes de la conférence régionale sur la problématique foncière et la décentralisation au Sahel.1994.
Document de synthèse : Atelier national sur la problématique foncière et la décentralisation – Bobo Dioulasso au Burkina Faso. février 1993.
Rapport final de la rencontre nationale sur la gestion des terroirs au Cap Vert . 1990.
Rapport final de la rencontre régionale de Ségou sur la gestion des terroirs sahéliens : Expériences d’une concertation. 1989.
Rapport sur les orientations de Ségou : Rencontre Régionale de Ségou au Mali sur la gestion des terroirs sahéliens. 1989.
Rapport sur l’analyse des textes législatifs et réglementaires des pays membres du CILSS en matière de gestion des ressources naturelles. 1894

2. Pastoralisme

a) Appui à la formulation de politiques et stratégies

Rapports d'études produits

Etudes de diagnostics et de caractérisations des sites pastoraux au Mali, Niger et Burkina Faso. 2006

Etude sur les perspectives de l'élevage au Sahel . 2002

Cadres de concertation mis en place

Concertations sur les perspectives de développement de l'élevage au Sahel . 2001

Comité de réflexions sur l'élevage au Sahel 2001

b) Appui institutionnel

Renforcement des capacités

Formation de 9 cadres des pays du CILSS en Toolbox- Lead. 2006



Formation des éleveurs en cartographie dans la région de Tahoua, au Niger

3. Gestion des Ressources Naturelles.

a) Appui à la formulation de politiques et stratégies

Ateliers et autres rencontres organisés
Lancement de 8 projets IREM-LCD au Sénégal, le 31 mai 2006 et au Burkina Faso le 16 juin 2006.
Atelier de lancement des Etudes Sahel Ouahigouya. Burkina Faso 2005.
Réunion préparatoire à la participation des Pays Parties à la septième Conférence des Parties de l'UNCDD. Ouagadougou 11-13 octobre 2005..
Atelier sous-régional sur les leçons apprises et les bonnes pratiques dans le contexte des rapports nationaux sur la mise en œuvre de la convention des nations unies sur la lutte contre la désertification (CCD).Ouagadougou, Burkina Faso. 9-11 février 2005.
Atelier sous-régional sur les leçons apprises et les bonnes pratiques dans le contexte des rapports nationaux sur la mise en œuvre de la convention des nations unies sur la lutte contre la désertification. 9-11 février 2005 Ouagadougou 2005.
Atelier sous Régional pour les pays de l'Afrique centrale sur la mise en œuvre de la convention des nations unies sur la lutte contre la désertification (CCD).30 juillet – 1er août 2003. Hôtel intercontinental, Libreville – Gabon.
Réunion préparatoire des représentants de l'Afrique de l'ouest au conseil d'administration du FEM, Ouagadougou, 5-6 mai 2003.
Réunion des Responsables des Groupes d'Organisations Non Gouvernementales et Organisations Communautaires de Base de l'Afrique de l'Ouest. De Ouagadougou, 17- 18 février 2003.
Atelier sous-régional sur la mobilisation des ressources dans le cadre de la mise en œuvre de la CCD : Saly Portugal (Dakar) du 22 au 26 avril 2002.
Table ronde régionale de partage des résultats du PCP du 6 au 9 Mai 2002 .
Atelier régional sur la gestion des arbres et des forêts en Afrique de l'Ouest. Evolution et perspectives du 16 au 19 Juillet 2002 – CILSS/USAID.
CSRC. Ouagadougou. Octobre 2002
Ateliers de planification des actions de gouvernance locale dans la GRN et des services publics dans une perspective de lutte contre la pauvreté : Mali du 26 au 29 Juin 2001 et Sénégal du 03 au 06 Juillet 2001.
Rencontre des CONACILSS et des Points Focaux sur les Conventions de Rio Bamako, 13 -15 août 2001.
International workshop on CCD indicators and benchmarks.Ouagadougou, 21-25 May 2001.
Conférence ouest – africaine préparatoire au sommet mondial sur le développement durable. Abidjan : 1er – 3 octobre 2001.
Réunion sous-régionale Afrique de l'ouest sur la synergie des conventions Conakry, 2 - 4 octobre 2000.
Atelier régional sur les Expériences de la Gestion des Ressources Naturelles: Evolution et Perspectives : Koudougou au Burkina Faso. Du 6 au 10 Décembre 1999.
Atelier de lancement du Projet "Système de Circulation de l'Information sur la Désertification et de Suivi de l'Environnement sur Internet" en Afrique de l'Ouest (SID/SISEI-AO) . Ouagadougou, 28 au 30 Avril 1999.
CSRC. Lomé en septembre 1999.
CSRC une seconde fois à Cotonou en septembre 1998.
CSRC à Accra en décembre 1997.
Forum des acteurs pour l'identification des priorités sous-régionales. Juillet 1997 à Niamey .
Réunion des OIG, Rôle des OIG dans le processus d'élaboration du PASR. Février 1996 à Lomé.
Conférence sous-régionale des points focaux nationaux de la CCD, des représentants des ONG et des OIG et partenaires de développement. Juillet 1995 à Dakar.
Réunion des experts de la sous région pour définir la méthodologie d'élaboration (du PASR). Décembre 1994 à Bamako
Rencontre des Ministres de l'Environnement de la sous-région à Ouagadougou au Burkina Faso. Septembre 1994.
Séminaire sur la désertification à Nouakchott. 1984



Diguettes anti érosives - Burkina Faso



Comité de gestion de la forêt - Guinée Bissau

Rapports d'études produits

Etat de l'environnement au Sahel. 2003

Etude sur la gestion forestière et les communautés rurales en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Niger, Sénégal, Gambie, Guinée, Benin et Ghana). 2002.

Etude institutionnelle sur la plate forme paysanne sahélienne dans 3 pays : Guinée Bissau, Sénégal et Mali . 2002.

15 études nationales préparatoires du PASR.

3 études préparatoires au PASR : l'étude pour l'identification initiale des éléments constitutifs du PASR; la réflexion sur la méthodologie d'élaboration du PASR et l'étude relative à l'évaluation du paysage institutionnel de l'Afrique de l'Ouest.

Le Sahel en lutte contre la désertification – Leçons d'expériences – Editions Rochette. 1984

Outils d'analyse produits.

Dispositif de veille environnementale et de surveillance des conflits fonciers

Stratégie régionale de lutte contre la désertification au Sahel adoptée à Nouakchott en 1984

Manuel des techniques de conservation des eaux et es sols au Sahel

b) Appui institutionnel

Renforcement des capacités
Burkina Faso
2 experts ont participé à l'atelier sur les nouveaux logiciels de traitement des images satellitaires (SVN et SPM). 2003
Formation des cadres dans le cadre du projet Land Use Land Cover. 2000
Diffusion du programme national de formations initiales des élèves-maîtres. 1998.
5 enseignants formés sur l'élaboration d'un recueil des méthodes pratiques de pédagogie active. 1997
3 enseignants ont participé à l'atelier la mise au point d'un dispositif d'évaluation des apprentissages des élèves. 1997
12 chercheurs ont participé à l'atelier sur la méthodologie d'analyse des systèmes de production et gestion des ressources naturelles. 1995
2 chercheurs ont participé à l'atelier sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole (thème : techniques anti érosives dans le Plateau Central du Burkina Faso). 1996
3 directeurs des instituts pédagogiques formés sur les outils méthodologiques du PFIE. 1996
2 chercheurs formés sur les nouveaux modules de l'impact économique de la recherche agricole. 1996
2 chercheurs ont participé à l'atelier sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole (thème : techniques anti érosives dans le Plateau Central du Burkina Faso). 1995
135 enseignants formateurs formés dans le cadre du programme formation information environnementale au Sahel. 1995
12 chercheurs ont participé à l'atelier sur la méthodologie d'analyse des systèmes de production et la gestion des ressources naturelles. 1995
Cap Vert
14 experts nationaux ont participé à l'atelier sur le traitement et l'interprétation des images haute résolution (SPOT, LANDSAT et ASTER). 2004
5 enseignants formés sur l'élaboration d'un recueil des méthodes pratiques de pédagogie active. 1997
3 enseignants formés sur la mise au point d'un dispositif d'évaluation des apprentissages des élèves. 1997
4 directeurs de l'environnement formés sur la sensibilisation à l'éducation environnementale. 1997
5 chercheurs formés dans le domaine de la méthodologie d'analyse des systèmes de production et gestion des ressources naturelles. 1996
4 chercheurs ont participé à l'atelier sur la méthodologie d'analyse des systèmes de production et gestion des ressources naturelles. 1996
2 directeurs des instituts pédagogiques formés sur les outils méthodologiques du PFIE. 1996
2 directeurs de l'enseignement du primaire formés sur le contenu technique et institutionnel du PFIE phase 2. 1996
3 inspecteurs du primaire formés sur l'évaluation en éducation environnementale. 1996
2 communicateurs formés sur la communication en éducation environnementale. 1996
Attribution de bourses de recherche sur les études d'impact économique de la recherche agricole pour la conduite des études sur les techniques de demi-lune au Cap-Vert. 1997
110 enseignants formateurs formés dans le cadre du programme formation information environnementale au Sahel. 1995
5 chercheurs ont participé à l'atelier sur la méthodologie d'analyse des systèmes de production et la gestion des ressources naturelles. 1995
Gambie
5 enseignants formés sur l'élaboration d'un recueil des méthodes pratiques de pédagogie active. 1997
3 enseignants formés sur la mise au point d'un dispositif d'évaluation des apprentissages des élèves. 1997
4 directeurs de l'environnement formés sur la sensibilisation à l'éducation environnementale. 1997
3 chercheurs formés dans le domaine de la méthodologie d'analyse des systèmes de production et gestion des ressources naturelles. 1996

3 directeurs des instituts pédagogiques formés sur les outils méthodologiques du PFIE. 1996
5 inspecteurs du primaire formés sur le thème « évaluation en éducation environnementale. 1996
2 communicateurs formés sur le plan de la communication en éducation environnementale. 1996
82 enseignants formateurs formés dans le cadre du programme formation information environnementale au Sahel. 1995
7 chercheurs ont participé à l'atelier sur la méthodologie d'analyse des systèmes de production et gestion des ressources naturelles. 1995
3 chercheurs ont participé à l'atelier sur la validation régionale des activités du Pôle GRN. 1997
Guinée Bissau
Formation des cadres dans le cadre du projet Land Use Land Cover. 2000
3 chercheurs formés sur la validation régionale des activités du Pôle GRN. 1997
2 chercheurs ont participé à l'atelier sur la méthodologie d'analyse des systèmes de production et gestion des ressources naturelles. 1996
5 chercheurs ont participé à l'atelier sur la méthodologie d'analyse des systèmes de production et la gestion des ressources naturelles. 1995
Mali
2 cadres formés sur les nouveaux logiciels de traitement des images satellitaires (SVN et SPM). 2003
Formation des administrateurs sur le Système de Gestion de Base de Données SGBD. 2001
Formation des utilisateurs sur SGBD, WINDISP et VISULCARTE. 2001
5 enseignants formés sur l'élaboration d'un recueil des méthodes pratiques de pédagogie active. 1997
3 enseignants formés sur la mise au point d'un dispositif d'évaluation des apprentissages des élèves. 1997
4 directeurs de l'environnement formés sur la sensibilisation à l'éducation environnementale. 1997
4 chercheurs ont participé à l'atelier sur la méthodologie d'analyse des systèmes de production et gestion des ressources naturelles. 1996
3 directeurs des instituts pédagogiques formés sur les outils méthodologiques du PFIE. 1996
3 directeurs maliens de l'enseignement du primaire formés sur le contenu technique et institutionnel du PFIE phase 2. 1996
5 inspecteurs du primaire formés sur l'évaluation en éducation environnementale. 1996
2 communicateurs formés sur le plan de la communication en éducation environnementale. 1996
135 enseignants formateurs formés dans le cadre du programme formation information environnementale au Sahel. 1995
12 chercheurs ont participé à l'atelier sur la méthodologie d'analyse des systèmes de production et la gestion des ressources naturelles. 1995
Mauritanie
2 cadres formés les nouveaux logiciels de traitement des images satellitaires (SVN et SPM). 2003
Formation des administrateurs sur SGBD. 2001
Formation des utilisateurs sur SGBD, WINDISP et VISULCARTE. 2001
Formation des administrateurs à l'utilisation du Système de gestion des bases de données (SGBD) et de la station de travail WINDISP. 2000
Formation des utilisateurs dans l'exploitation du SIAP et des modules connexes. 1999
5 enseignants formés sur l'élaboration d'un recueil des méthodes pratiques de pédagogie active. 1997
3 enseignants formés sur la mise au point d'un dispositif d'évaluation des apprentissages des élèves. 1997
4 directeurs de l'environnement formés sur la sensibilisation à l'éducation environnementale. 1997
3 directeurs des instituts pédagogiques formés sur les outils méthodologiques du PFIE. 1996
3 directeurs de l'enseignement du primaire sur le contenu technique et institutionnel du PFIE phase 2. 1996
5 inspecteurs du primaire formés sur l'évaluation en éducation environnementale. 1996

135 enseignants formateurs formés dans le cadre du programme formation information environnementale au Sahel. 1995
12 chercheurs ont participé à l'atelier sur la méthodologie d'analyse des systèmes de production et la gestion des ressources naturelles. 1995
Niger
2 cadres formés sur les nouveaux logiciels de traitement des images satellitaires (SVN et SPM). 2003
1 cadre formé sur l'initiation à l'utilisation du NDVI (1999)
5 enseignants formés sur l'élaboration d'un recueil des méthodes pratiques de pédagogie active. 1997
3 enseignants formés sur la mise au point d'un dispositif d'évaluation des apprentissages des élèves. 1997
4 directeurs de l'environnement formés sur la sensibilisation à l'éducation environnementale. 1997
3 chercheurs formés sur la méthodologie d'analyse des systèmes de production et la gestion des ressources naturelles. 1996
5 inspecteurs du primaire formés sur l'évaluation en éducation environnementale. 1996
135 enseignants formateurs formés dans le cadre du programme formation information environnementale au Sahel. 1995
Sénégal
2 cadres formés les nouveaux logiciels de traitement des images satellitaires (SVN et SPM). 2003
Formation des administrateurs sur SGBD. 2001
Formation des utilisateurs sur SGBD, WINDISP et VISULCARTE. 2001
Formation des cadres dans le cadre du projet Land Use Land Cover. 2000
Formation des utilisateurs dans l'exploitation du SIAP et des modules connexes. 1999
Diffusion du programme national de formations initiales des élèves-maîtres du Sénégal. 1998
2 chercheurs ont participé à l'atelier sur l'évaluation de l'impact économique de la recherche agricole : utilisation du modèle d'analyse économique GAMS. 1998.
5 enseignants formés sur l'élaboration d'un recueil des méthodes pratiques de pédagogie active. 1997
3 enseignants formés sur la mise au point d'un dispositif d'évaluation des apprentissages des élèves. 1997
4 directeurs de l'environnement formés sur la sensibilisation à l'éducation environnementale. 1997
135 enseignants formateurs formés dans le cadre du programme de formation information environnementale au Sahel. 1996
3 chercheurs formés dans le domaine de la méthodologie d'analyse des systèmes de production et gestion des ressources naturelles. 1996
3 directeurs sénégalais des instituts pédagogiques formés sur les outils méthodologiques du PFIE. 1996
3 directeurs de l'enseignement du primaire formés sur le contenu technique et institutionnel du PFIE phase 2. 1996
5 inspecteurs du primaire formés sur l'évaluation en éducation environnementale. 1996
2 communicateurs formés sur le plan de la communication en éducation environnementale. 1996
135 enseignants formateurs formés dans le cadre du programme formation information environnementale au Sahel. 1995

12 chercheurs ont participé à l'atelier sur la méthodologie d'analyse des systèmes de production et la gestion des ressources naturelles. 1995
Tchad
2 cadres formés sur les nouveaux logiciels de traitement des images satellitaires (SVN et SPM). 2003
Formation des administrateurs sur SGBD. 2001
Formation des utilisateurs sur SGBD, WINDISP et VISULCARTE. 2001
1 agent formé sur la prévision saisonnière 2000 ;
Formation-action en agrométéorologie pour un agent de la DREM. 1999
1 agent formé sur l'initiation à l'utilisation du NDVI. 1999
Participation d'un expert à l'atelier d'initiation à l'utilisation du NDVI. 1999
5 enseignants formés sur l'élaboration d'un recueil des méthodes pratiques de pédagogie active. 1997
3 enseignants formés sur la mise au point d'un dispositif d'évaluation des apprentissages des élèves. 1997
4 directeurs de l'environnement formés sur la sensibilisation à l'éducation environnementale. 1997
3 cadres ont participé à l'atelier sur les vertébrés nuisibles au Sahel. 1997
2 chercheurs ont participé à l'atelier sur la méthodologie d'analyse des systèmes de production et gestion des ressources naturelles. 1996
3 directeurs des instituts pédagogiques formés sur les outils méthodologiques du PFIE. 1996
3 directeurs de l'enseignement du primaire formés sur le contenu technique et institutionnel du PFIE phase 2. 1996
5 inspecteurs du primaire formés sur l'évaluation en éducation environnementale. 1996
2 communicateurs formés sur le plan de communication en éducation environnementale. 1996
135 enseignants formateurs formés dans le cadre du programme formation information environnementale au Sahel. 1995
12 chercheurs ont participé à l'atelier sur la méthodologie d'analyse des systèmes de production et la gestion des ressources naturelles. 1995
2 cadres ont participé à l'atelier sur l'harmonisation des fiches d'observations pour les autres insectes et les maladies. 1993
2 cadres ont participé à l'atelier sur l'harmonisation des fiches d'observations pour les acridiens. 1991



a) Appui à la formulation de politiques et stratégies

Ateliers et autres réunions organisés
18 Ateliers et réunions régionaux organisés regroupant les représentants de tous les pays du CILSS (formations, capitalisation d'expériences,...)
Rapports produits
2 rapports d'études produits : Une étude régionale sur le typha et une étude d'élaboration du guide SED.
cadres de concertation mis en place :
un Comité Régional de Pilotage.

b) Appui institutionnel

Renforcement des capacités
60 ONG formées en procédures de gestion technique et financières de projets de GRN.
Un manuel de procédures produits : guide opérationnel technique, financière et comptable élaboré au profit des porteurs de projets.
Appui matériel
11 équipements informatiques fournis : 06 postes fixes, 02 portables, 02 imprimantes, 01 scanner.
13 équipements bureaux fournis : 06 bureaux, 06 tables d'ordinateur, 01 table de réunion + fauteuils et chaises.
Une Base de données développées et mises à jour.
Appui à la 20ème journée du CILSS : Thème : « Energies renouvelables et développement durable au Sahel »
Financement mobilisé
Financement Hollandais via GTZ pour la relance de la production et de la diffusion des foyers améliorés au Mali et au Burkina Faso.

c) Actions concrètes

30 Projets LCD approuvés
1000 fosses compostières réalisées
350 ha cordons pierreux anti érosifs
9 ha aménagement de bas fonds
500 foyers améliorés construits
1000 km de bandes pare feux ouvertes
300 ha d'aménagements de mangroves désalinisés.
56 ha délimitation de forêts communautaires
29 commissions foncières de base équipées : équipement des instances de régulation foncière.
120 ha de fixation dunaire
150 ha de terre récupérée dans le cadre de la lutte contre l'ensablement du fleuve Niger (banquettes)
50 ha de reboisement pérenne de gommiers
21 puits busés

La politique et les acquis du CILSS en matière de lutte contre la désertification

La politique du CILSS en matière de Lutte contre la désertification (LCD)

Les fondements

Issu d'une longue démarche consensuelle ayant regroupé des représentants des acteurs concernés (les Etats, les sociétés civiles sahéliennes, les OIG et les partenaires au développement), le Programme d'Action Sous-Régional de lutte contre la désertification en Afrique de l'Ouest et au Tchad (PASR/AO) constitue le référentiel d'orientation, d'arbitrage et de mise en cohérence des actions de lutte contre la désertification et les effets néfastes de la sécheresse en Afrique de l'Ouest et du Tchad. Le CILSS en assure le secrétariat technique. Le PASR/AO est complémentaire des stratégies nationales (PAN/LCD) et cherche à assurer leur convergence.

Les objectifs du PASR sont de développer la coopération sous régionale en matière de gestion rationnelle des ressources naturelles partagées et ou transfrontalières en vue :

- D'assurer la sécurité alimentaire et énergétique des populations de la sous région ainsi que la durabilité de la croissance économique ;
- De jeter les bases d'un véritable développement durable et de lutter contre la pauvreté ;
- De prévenir et résoudre les conflits liés à l'accès et au contrôle des ressources naturelles partagées et/ou transfrontalières ;
- D'harmoniser, compléter et rendre plus efficaces les programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification.

Pour l'atteinte des objectifs du PASR-AO, trois axes d'intervention et huit (8) domaines prioritaires ont été retenus. Il s'agit de :

- la gestion durable des ressources naturelles;
- la maîtrise durable des contraintes et aléas en matière de gestion des ressources naturelles.
- les mesures d'appui ou mesures d'accompagnement pour une bonne gestion des ressources naturelles.

Les huit (8) domaines d'intervention prioritaires sont :

- (1) La gestion durable des ressources hydrauliques partagées,
- (2) La gestion des ressources végétales et animales transfrontalières,
- (3) La gestion durable des ressources énergétiques,
- (4) La lutte contre les ennemis des cultures et des essences forestières,
- (5) L'alerte précoce et l'atténuation des effets de la sécheresse,
- (6) La coopération scientifique et technique,
- (7) L'information, la formation et la communication,
- (8) Le développement des échanges commerciaux intrarégionaux des produits locaux.



Le Cadre Stratégique de Sécurité Alimentaire (CSSA) du CILSS adopté en 2000, constitue aussi le référentiel d'orientation et de coordination des interventions pour tous les acteurs impliqués dans la recherche de la sécurité alimentaire dans le Sahel : les Etats, les sociétés civiles sahéliennes, les OIG et les partenaires au développement. Il est complémentaire des stratégies nationales et cherche à assurer leur convergence.

Le cadre stratégique a comme finalité de « créer les conditions d'une sécurité alimentaire régionale durable et de réduire structurellement la pauvreté et les inégalités dans le Sahel » et comme objectif « d'assurer l'accès de toutes les Sahéliennes et de tous les Sahéliens, à tout moment, aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active à l'horizon 2015 »

Cet objectif général se décline en cinq objectifs spécifiques :

1. promouvoir une agriculture plus productive, plus diversifiée, durable et régionalement mieux intégrée ;
2. développer les marchés nationaux et les rendre plus fluides et mieux intégrés au niveau de la sous région ;
3. améliorer durablement les conditions d'accès des groupes et zones vulnérables à l'alimentation et aux services sociaux de base ;
4. améliorer durablement les dispositifs de prévention et de gestion des crises conjoncturelles en cohérence avec la construction de la sécurité alimentaire ;
5. renforcer les capacités des acteurs et assurer la promotion d'une bonne gouvernance de la sécurité alimentaire.

Lors du sommet qui s'est tenu en janvier 2004 à Nouakchott, les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres du CILSS ont réaffirmé l'importance et le caractère prioritaire de la lutte contre la désertification dans la recherche de la sécurité alimentaire au Sahel. Dans la direction des instructions reçues, le Conseil des Ministres du CILSS, au cours de sa session extraordinaire en juin 2004 a adopté un nouvel organigramme du CILSS qui le structure entre autres, en trois programmes Régionaux : (i) Sécurité Alimentaire, Lutte contre la désertification, Population et Développement ; (ii) Accès aux marchés ; (iii) Maîtrise de l'Eau.

Egalement en exécution des instructions des chefs d'Etat et de Gouvernement, le CILSS a élaboré un cadre stratégique 2004-2008 et en tant que Secrétariat Technique du PASR-AO, le CILSS va consacrer cette période à :

- l'accroissement de la compatibilité et de la synergie des actions de l'ensemble des acteurs de la lutte contre la désertification, afin de consolider les bases de développement durable de la région ;
- l'appui à l'animation des réseaux mis en place pour le partage d'expérience et la circulation de l'information sur la gestion des ressources partagées / transfrontalières ;
- la mise en œuvre et/ou la coordination d'un certain nombre de projets déjà identifiés (Azaouak et Cure Salée retenus dans le cadre du NEPAD);
- la réalisation d'études de faisabilité de nouveaux projets transfrontaliers notamment dans les domaines de la gestion intégrée des ressources en eaux, la promotion des énergies renouvelables et domestiques, la sauvegarde de la biodiversité, le pastoralisme ;
- l'organisation d'un forum sous régional sur l'état de mise en œuvre du PASR ;
- l'élaboration des rapports sous régionaux à soumettre aux Conférences des Parties.



Les acquis du CILSS en matière de LCD/GRN

Le CILSS a une expérience de plus de 30 ans dans les quatre domaines que sont la sécurité alimentaire, la coordination des politiques nationales en matière de LCD/GRN, de population et développement et le renforcement de capacités. Pour le cas spécifique de la LCD/GRN, les actions du CILSS et de ses partenaires au cours des 30 dernières années passées ont induit des changements dans les orientations, l'organisation, les moyens techniques et les résultats de la gestion des ressources naturelles au Sahel. Même si au plan physique les résultats de la GRN/LCD restent en deçà des espérances, de bonnes bases ont été jetées. Les acquis et expériences en matière de LCD/GRN qui seront exposés dans cette partie concernent les interventions du système CILSS des six dernières années.

Sur le plan de l'appui institutionnel et à la formulation de politiques et stratégies

Le CILSS a apporté des appuis techniques et financiers aux pays membres dans leurs politiques et stratégies de LCD/GRN. Ces appuis multiformes ont permis les acquis suivants :

- Une évolution du rôle des Etats vers des fonctions d'orientation, d'appui, de contrôle et de régulation ;
- Une adhésion générale des acteurs aux principes de démocratisation et de bonne gouvernance (décentralisation, déconcentration, responsabilisation et transparence) ;
- Un plus grand souci d'orientation et de mise en cohérence des politiques, d'harmonisation des approches, de suivi et de capitalisation des expériences à travers la mise en place de mécanismes et de structures tels que les Organes Nationaux de Coordination de la CCD (le Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable (CONEDD) au Burkina Faso, le Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable (CNEDD) au Niger, le Conseil supérieur de l'environnement et des ressources naturelles (CONSERE) au Sénégal, le Comité sous-régional de coordination du programme d'action sous-régional de lutte contre la désertification en Afrique de l'Ouest (CSRC), aide à l'élaboration des rapports nationaux et des rapports sous régionaux sur l'état de la LCD, etc.
- L'existence de 13 Programmes d'Action Nationaux de Lutte contre la Désertification sur 17 pays (Afrique de l'Ouest) ;
- L'élaboration et appui à la mise en Œuvre du Programme d'Action sous Régional de lutte contre la désertification en Afrique de l'Ouest (PASR/AO) ;
- Une plus grande adaptabilité des pays à la mobilisation des ressources financières complémentaires pour la mise en œuvre des PAN/LCD ;
- La mise en œuvre des micro-projets de LCD/RP par les programmes IREMLCD et le Fonds Italie ;
- La validation technique et mise en œuvre des stratégies nationales en énergie domestique (SED) dans les pays CILSS grâce au PREDAS ;
- La publication et la capitalisation des expériences et bonnes pratiques en matière de gestion des énergies domestiques
- La mise en œuvre d'un projet de relance de la production et diffusion massive de foyers améliorés au Mali et au Burkina Faso (financement Pays Bas) ;
- La modification significative et dynamique des politiques et des législations afin de créer un environnement plus favorable à une gestion décentralisée et participative des RN ;

Sur le plan de la formation et information

Le CILSS à travers le centre régional AGRHYMET a poursuivi la formation des spécialistes dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. Ces formations (continues et de longues durées) ont permis de doter les pays de compétences dans divers domaines du développement. Le CRA a développé aussi au profit des pays des outils d'aide à la décision dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la gestion des ressources naturelles.

Quant à l'INSAH, les recherches menées au cours de ces dernières années à travers 4 programmes thématiques régionaux en matière de gestion de ressources naturelles, ont produit d'importants acquis en termes de résultats offrant des possibilités d'orientations de politiques agricoles et d'aide à la décision dans les investissements au Sahel. On peut citer entre autres, les recherches sur :

- Les systèmes de production ;
- Le palmier dattier ;
- Le riz irrigué ;
- Les contraintes Agro-climatiques ;
- Les techniques de conservation des eaux ;
- Population et développement

Sur le plan du renforcement du partenariat avec les autres Organisations Internationales ou Inter-Gouvernementales

Le CILSS a développé et noué des rapports de collaboration avec des organisations régionales et internationales parmi lesquelles on peut citer : l'UEMOA, la CEDEAO, le PNUD, la FAO, le Mécanisme Mondial (MM), le Secrétariat de la CCD, l'UMA, l'OSS, etc. Ces collaborations portent sur l'harmonisation et sur la mise en synergie des politiques et programmes dans les domaines de la LCD/GRN et la sécurité alimentaire.

Programme Régional Gaz Butane dans les Pays du CILSS

Les pays du CILSS ont décidé en 1986 de consacrer à la lutte contre la désertification, la majorité des fonds régionaux du VIème FED affectés à l'Afrique sahélienne. C'est dans ce cadre que fut signée début 1989, la convention de financement du Programme régional de promotion de l'utilisation du gaz butane (PRG).

Ce programme d'une durée de 3 ans a été financé par la Commission des Communautés Européennes pour un montant de 2,9 milliards de francs CFA.

Impacts et résultats obtenus

- Le PRG a globalement réalisé à plus de 80% ses objectifs quantitatifs en matière d'accroissement de la consommation de gaz butane. Mais il convient de nuancer ce résultat apparemment encourageant dans la mesure où les meilleurs résultats ont été obtenus au Cap Vert, en Gambie et en Mauritanie. En outre, concernant les ventes de réchauds, domaine où pourtant il est intervenu très directement, les objectifs ont été réalisés à moins de 35%.
- Le PRG a bénéficié quasi exclusivement aux habitants des capitales des pays du CILSS, hormis au Sénégal où la diffusion du gaz a touché également, mais partiellement, les autres grandes villes. Tout laisse à penser que les nouveaux consommateurs ralliés au gaz depuis le lancement du PRG étaient issus des classes moyennes. Il est à souligner toutefois que, mis à part au Niger et au Sénégal, aucune enquête significative n'avait été conduite auprès des consommateurs qui permet de le confirmer. Par ailleurs, le PRG n'a pas réussi à mobiliser de façon significative, les associations de femmes.
- Dans la plupart des pays, le PRG a surtout bénéficié aux compagnies pétrolières. Il ne semble pourtant pas avoir eu d'impact significatif sur leur comportement : hormis dans les PMC (Cap Vert, Mauritanie et Sénégal), ces compagnies ne considéraient toujours pas le gaz butane comme un produit porteur et poursuivaient leur politique prudente d'investissement. Si le PRG a permis d'augmenter leur stock-outil en bouteilles, les ruptures d'équipements (réservoirs et réchauds) n'ont pas été évitées et les stocks constitués étaient encore insuffisants pour accompagner une croissance soutenue de la demande. D'une manière générale, l'approvisionnement en gaz n'a pas non plus été assuré de façon continue. Les ruptures de gaz ou de réchauds au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Tchad ont souvent empêché la poursuite des activités de promotion.
- Hormis en Gambie et au Burkina Faso, les autres opérateurs privés (importateurs, gros commerçants, etc.), qui auraient pourtant pu jouer un rôle important dans la chaîne d'approvisionnement et de distribution, n'ont pas été touchés par le PRG. Il en est de même pour le secteur de la petite distribution composé des revendeurs de gaz et de réchauds. En outre, le PRG n'a pas permis de développer une activité artisanale autonome de production de supports marmites pour les réchauds à gaz, qui constituait pourtant une de ses composantes.



Le Programme de Formation et d'Information pour l'Environnement (PFIE)

Emergence d'une génération nouvelle de gestionnaires de l'environnement

Le CILSS avec le soutien financier et technique de l'Union Européenne a initié le Programme de Formation et d'Information pour l'Environnement (PFIE), premier palier d'un vaste programme d'éducation environnementale dénommé Programme Sahélien d'Education (PSE) adopté par le Sommet des Chefs d'Etat du CILSS (N'Djamena, 1988).

Ce programme fait de l'éducation environnementale, une stratégie complémentaire de lutte contre la sécheresse et la désertification.

Le PFIE est un programme qui met l'élève sahélien du primaire au centre des préoccupations.

Il épouse les fondements de la stratégie révisée du CILSS visant à faire de l'homme le moteur du développement. Il rentre en droite ligne des axes majeurs de l'Agenda 21 du Sommet Planète Terre de Rio. Il participe à la mise en oeuvre de la Convention Internationale de la lutte contre la sécheresse et la désertification. Il consolide l'engagement à long terme des Etats du CILSS pour l'Education Environnementale (EE) à travers une déclaration dite Déclaration de Dakar : Contrat pour une génération nouvelle de gestionnaires de l'environnement.

Cette déclaration comporte l'adoption de stratégies nationales et de mesures pour la pérennisation de l'Education Environnementale dans l'école sahélienne.

Durée du Programme de la 1ère phase : 3 ans 1989 – 1992

Financement : CEE : 3,5 milliards CFA

Principales réalisations de la 1ère phase

- 78 066 élèves éduqués à l'environnement
- 1 881 maîtres et encadreurs formés en Education Environnementale
- 908 écoles et communautés engagées dans l'éducation environnementale
- 72 outils/ supports pédagogiques produits.



La deuxième phase de cinq ans du PFIE a démarré en octobre 1995 avec pour finalité, d'inscrire de façon durable l'Education Environnementale dans les systèmes éducatifs sahéliens.





Introduction dans les programmes et dans la pédagogie

Le thème de la protection du milieu

Objectifs généraux :

- Améliorer la qualité et l'efficacité de l'enseignement dispensé à l'école primaire.
- Renforcer les capacités locales de gestion des ressources naturelles au Sahel.

Objectifs spécifiques

- Amener les enfants scolarisés du Sahel à adopter une attitude plus active et plus respectueuse de l'environnement.
- Développer leur sens de responsabilité individuelle et collective dans la gestion du milieu naturel et de ses ressources.
- Susciter autour de l'école une mobilisation sociale à travers la conduite de projets d'actions environnementales.

Approches

L'intervention du programme dans les écoles a combiné deux approches :

- Approche pédagogique auprès des maîtres et des élèves pour l'introduction de l'EE dans l'enseignement. Il s'agit de l'introduction d'un contenu (l'éducation environnementale) à travers une méthode pédagogique (pédagogie par objectifs, pédagogie active). Elle s'appuie sur la formation des maîtres et la réalisation de matériels pédagogiques pour les élèves et leurs maîtres.
- Approche de communication en direction de la communauté (parents, maîtres, autorités locales...) pour les sensibiliser sur les enjeux environnementaux et recueillir leur participation à travers des initiatives de sauvegarde de l'environnement. Approche partenariale en développant des liens entre l'école, les services techniques, les projets et autres intervenants engagés dans des actions de lutte contre la désertification.

Le Programme de suivi de l'évolution de l'occupation des terres et de l'utilisation des sols au Sahel. (Programme LU / LC)

Ce programme financé par l'USAID, comporte deux phases :

- la première (1997-2001) est axée sur la méthodologie de collecte de données, des études socio économiques, la photographie aérienne par satellite Corona et Argon dans les pays suivants : Gambie, Mali (Kalokani), Burkina Faso (mare des hippopotames) et le Niger Mahayi).
- la seconde phase (2002-2007), porte essentiellement sur le suivi à long terme de l'occupation et de l'utilisation des terres au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Ce programme montre l'importance, l'ampleur et l'extension spatiale des modifications anthropiques de la surface des terres dans la gestion des ressources terrestres en Afrique occidentale. Il vise à promouvoir une opportunité de documenter, de décrire et de quantifier les impacts des tendances en matière de ressources environnementales et terrestres en Afrique occidentale.

La documentation disponible sur cette problématique était insuffisante voir même inexistante. Pour la première fois, le CRA a obtenu des données-images d'une série chronologique complète des années 60 à nos jours.

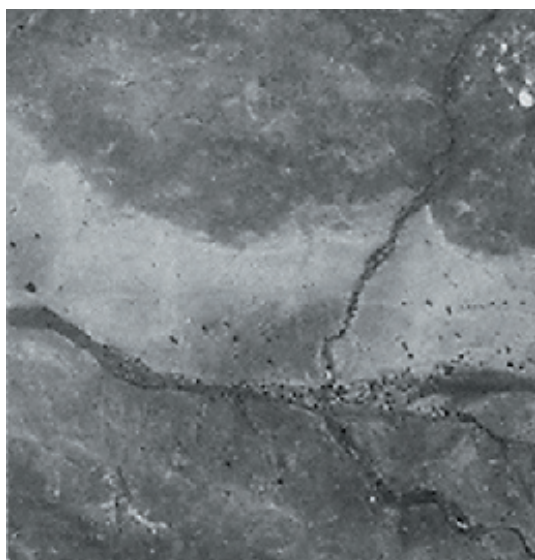
L'observation de ces images et l'étude des actions de l'homme et du climat sur les ressources terrestres permettront de mieux comprendre les tendances probables sur les 50 années à venir et les possibilités d'atténuation de leurs effets.

Objectif

Le but global du programme est de promouvoir la prise de conscience et l'utilisation d'informations graphiques et spatialement explicites sur des tendances des ressources naturelles auprès des décideurs nationaux et régionaux et de les impliquer dans la modélisation des futurs scénarios qui les aideront à formuler des politiques d'intervention rationnelles et durables menant à une meilleure gestion des ressources naturelles.

Laba au Niger: Renaissance des zones Agricoles

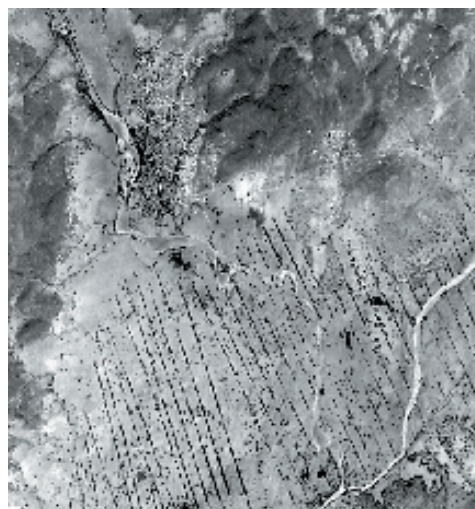
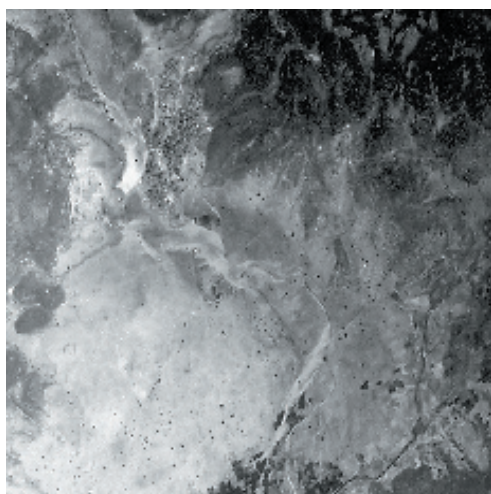
1975



2005



Le terroir de Tama au Niger en 1975 et 2002
Brises Vents, Gestion de régénération naturelle



Réalisations dans les pays non CILSS

Pays	Nbre de Personnes formées	Durée de Formation	Equipements	Données fournies	Résultats	Montant
Bénin	2	3 mois	- 1 micro-ordinateur - logiciel ARCGIS	- Image Landsat 1972, 1986, 2000 - Photo Corona 1960	- Carte Occupation des sols 1972, 2000 - Carte des régions agroécologiques	25,000,000
Côte d'Ivoire	2	2 mois		- Image Landsat 1972, 1986, 2000		10,000,000
Ghana	2	4 mois	- 1 micro-ordinateur - logiciel ARCGIS	- Image Landsat 1972, 1986, 2000 - Photo Corona 1960	- Carte Occupation des sols 1972, 2000 - Carte des régions agroécologiques	25,000,000
Guinée Conakry	2	4 mois	- 1 micro-ordinateur - logiciel ARCGIS	- Image Landsat 1972, 1986, 2000 - Photo Corona 1960	- Carte Occupation des sols 1972, 2000 - Carte des régions agroécologiques	25,000,000
Nigeria	2	4 mois	- 1 micro-ordinateur - logiciel ARCGIS	- Image Landsat 1972, 1986, 2000 - Photo Corona 1960	- Carte Occupation des sols 1972, 2000 - Carte des régions agroécologiques	20,000,000
Togo	2	4 mois	- 1 micro-ordinateur - logiciel ARCGIS	- Image Landsat 1972, 1986, 2000 - Photo Corona 1960	- Carte Occupation des sols 1972, 2000 - Carte des régions agroécologiques	25,000,000

Réalisations dans les pays du CILSS

Pays	Nbre de Personnes formées	Durée de Formation	Equipements	Données fournies	Résultats	Montant
Burkina Faso	6	5 mois	- 2 micro-ordinateurs - logiciel ERDAS - logiciel ARCGIS	- Image Landsat 1972, 1986, 2000 - Photo Corona 1960	- Carte Occupation des sols de la marre aux hippopotames 1972, 1986, 2000 - Atelier de Validation - Carte des régions agroécologiques	50, 000,000
Cap Vert	10	3 mois		- Image Spot 2,5 m		25, 000,000
Gambie	6	4 mois	- 2 micro-ordinateurs - logiciel ERDAS - logiciel ARCGIS	- Image Landsat 1972, 1986, 2000 - Photo Corona 1960	- Carte Occupation des sols 1960, 1972, 1986, 2000 - Etude Politico institutionnelle sur Séré Kunda - Carte des régions agroécologiques	30, 000,000
Guinée Bissau Mali	3 3	2 mois 6 mois				
Mauritanie	4	5 mois	1 micro-ordinateur - logiciel ERDAS - logiciel ARCGIS	- Image Landsat 1972, 1986, 2000 - Photo Corona	- Carte Occupation des sols 1960, 1972, 1986, 2000 - Etude Politico institutionnelle sur Kolokani - Atelier de validation - Carte des régions agroécologiques	70, 000,000
Niger	4	6 mois	- 2 micro-ordinateurs - logiciel ERDAS - logiciel ARCGIS	- Image Landsat 1972, 1986, 2000 - Photo Corona 1960	- Carte Occupation des sols Gorgol et Guidimaka 1972, 1986, 2000 - Atelier de validation - Carte des régions agroécologiques	40, 000,000
Sénégal	1	2 mois	- logiciel ERDAS	- Image Landsat 1972, 1986, 2000 - Photo Corona 1960	- Carte Occupation des sols 1960, 1972, 1986, 2000 - Carte des régions agroécologiques	20, 000,000
Tchad	5	5 mois	- 1 micro-ordinateur - logiciel ARCGIS	- Image Landsat 1972, 1986, 2000 - Photo Corona 1960	- Carte Occupation des sols 1972, 1986, 2000 sur lac Fitri - Atelier de validation - Carte des régions agroécologiques	40, 000,000

Projet d'appui aux capacités d'adaptation aux changements climatiques au Sahel.

Le principal résultat attendu du projet : Réduire la vulnérabilité des populations sahéniennes vis-à-vis des effets néfastes des changements climatiques

Source de financement : Gouvernement Canadien (Fond Canadien de Développement pour le Changement Climatique)

Durée du projet : 3, 5 ans

Lancement du projet : octobre 2002. **Fin du projet** : décembre 2006

Les principaux axes d'intervention du projet sont :

- L'amélioration des connaissances sur les changements et leurs implications au Sahel;
- Le renforcement des capacités des pays et des populations sahéniennes à faire face aux changements climatiques
- La collecte des données sur les stratégies d'adaptation des populations dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des ressources en eau.

Les extrants atteints dans le domaine de l'amélioration des connaissances sur les changements climatiques et leurs implications :

- La mise à niveau des banques des données climatiques, hydrologiques, agro météorologiques, phytosanitaires et environnementales du Centre Régional AGRHYMET en vue d'études d'impacts, de vulnérabilité et d'adaptation;
- Le renforcement du système de gestion, de traitement et de sauvegarde/sécurisation des données aux niveaux régional (Centre AGRHYMET) et national (acquisition d'équipements, de matériels informatiques et de logiciels)
- L'élaboration d'une série d'indicateurs climatiques à l'échelle régionale
- Le coconstitution au Centre Régional AGRHYMET de banque de données de scénarios de changements climatiques pour certaines régions du Sahel (sites des projets pilotes)
- Des études d'impacts des changements climatiques ont été réalisées dans les secteurs suivants : les ressources en eau, l'agriculture, l'élevage et sur le criquet pèlerin.
- La réalisation d'atlas sur les ressources au Sahel

Les extrants atteints dans le domaine de l'accroissement de la capacité des pays du Sahel ainsi que des populations concernées à participer à la lutte Contre le changement climatique.

- L'organisation de deux ateliers régionaux sur les méthodes et les outils d'évaluation des impacts des changements climatiques et d'élaboration de stratégies d'adaptation
- La dotation des pays en équipements informatiques, en logiciels et en données (sorties des modèles) pour des études spécifiques sur les changements climatiques
- La mise en réseau de l'expertise sahénienne dans le domaine du changement climatique (GIEC-Sahel)
- Attributions de bourses d'études et de stage
- L'organisation de 9 ateliers nationaux sur les outils et stratégies de communication sur les enjeux des changements climatiques;
- La mise en place dans chaque pays d'un réseau de communicateurs sur les enjeux des changements climatiques;
- La réalisation de documentaires audiovisuels sur les changements climatiques et leurs implications : le cas de la production agricole sur le plateau Central du Burkina.

Les projets pilotes

Objectif principal : Collecter des données et des informations au niveau local en vue d'évaluer de façon plus précise les différentes inter-actions entre le climat et les impacts sur les activités socio-économiques dans les sites considérés, ainsi que les mesures et stratégies mises en œuvre par les populations afin de faire face à ces impacts.

Secteurs socio-économiques ciblés par les projets pilotes :

- La gestion intégrée des ressources en eau;
- La lutte contre l'érosion hydrique;
- Le pastoralisme;
- L'agro pastoralisme ;
- La production agricole et la gestion de la fertilité des sols

Les sites des projets pilotes :

BURKINA FASO : deux projets pilotes

- Projet pilote « Adaptation au changement climatique pour le système hydrologique des fleuves sahéliens et des bassins versants de leurs affluents : cas de la Sirba au Burkina Faso »
- Projet pilote « Gestion de la fertilité des sols dans un contexte de changement climatique dans la partie nord du plateau central au Burkina Faso »

NIGER : deux projets pilotes

- Projet pilote « Impacts des changements climatiques sur la gestion des pâturages au Sahel et sur les relations entre éleveurs et agriculteurs à Tahoua au Niger ».
- Projet pilote « Gestion communautaire des pâturages en zone sahélienne et soudano - sahélienne à Fakara au Niger ».

MALI : un projet pilote : « Adaptation au changement climatique au niveau du Delta central du fleuve Niger au Mali »

Principaux extrants atteints par les projets pilotes :

- Une enquête générale sur les itinéraires d'adaptation des populations des sites des projets pilotes a été conduite;
- Constitution d'une base de données originales sur les pratiques locales d'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques;
- Des actions d'adaptation sous forme de champs écoles ou de sites de démonstration ont été conduites pendant de deux campagnes agricoles sur des techniques de conservation et de restauration, et fertilisation des sols;
- La création d'un répertoire sur les pratiques locales de gestion des risques climatiques;



Réalisation de site de démonstration sur le plateau central au Burkina Faso

Programme Régional de Promotion des Energies Domestiques et Alternatives au Sahel (PREDAS)

I. Objectifs

L'objectif global de développement auquel entend contribuer le PREDAS est de contribuer d'une part, à la recherche d'une gestion durable des ressources naturelles et, d'autre part, à la lutte contre la pauvreté au Sahel.

L'objectif spécifique du projet est de créer un cadre favorable à une gestion organisée et durable des ressources en énergies domestiques en assurant aux populations les plus pauvres un approvisionnement en bois/énergie au moindre coût et de manière durable.

II. Les principaux résultats attendus du programme :

R1 : La cohérence des politiques en "énergies domestiques" est améliorée ;

R2 : Un réseau de professionnels sahéniens en énergies domestiques (PESED) est constitué et un système d'informatique technologique sur l'énergie (SITE) pour la collecte et la mise à disposition de chacune des données sur l'énergie domestique au Sahel est mis en place ;

R3 : Les Etats membres du CILSS disposent d'une méthode simple et normalisée de suivi écologique des ressources ligneuses disponibles dans les bassins d'approvisionnement en bois / énergie des grandes villes du Sahel.

III. Etat des principales réalisations

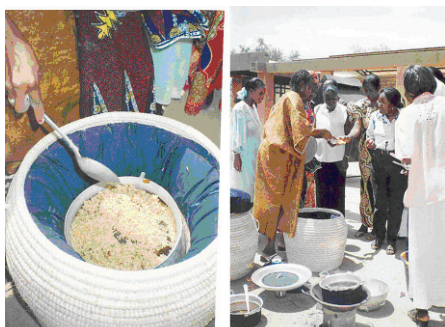
Dans le cadre de la coordination du programme

- Organisation d'un atelier régional de planification stratégique du programme avec les représentants de tous les pays ;
- Organisation d'ateliers nationaux de lancement du programme.

Dans le cadre du R1 : La cohérence des politiques en "énergies domestiques" est améliorée

- Mise en place, dans chaque pays membre, d'un cadre unique de concertation sur les énergies, à rôle consultatif et de transition entre les acteurs impliqués dans cette thématique ;
- Production et publication d'un guide méthodologique d'élaboration des stratégies énergies domestiques (SED) ;
- Pour les pays ne disposant pas d'une stratégie énergie domestique (SED) (6 pays : Burkina Faso, Cap vert, Gambie, Guinée Bissau, Sénégal et Mauritanie), leurs SED ont été élaborées et validées techniquement avec l'appui du PREDAS.

La Gambie a formellement adopté sa SED. Le processus de validation des «Lettre de politique sectorielle» est en cours dans les autres pays ;



- Pour les pays ayant déjà une SED : Un état des lieux a été entrepris dans les 3 pays (Mali, Niger et Tchad) et des appuis ciblés apportés pour améliorer la mise en œuvre de ces SED ;

- Enquête de consommation de combustibles domestiques dans ces pays pour mieux planifier les actions futures ;

- Appui au Niger ayant conduit à la création de la société de commercialisation du charbon minéral comme substitut au bois à travers l'étude de faisabilité financée par le PREDAS ;

- Appui apporté au Mali (agence malienne des énergies domestiques et électrification rurale financée par la Banque Mondiale) pour la formulation du plan d'action national énergie domestique ;

- Etat de lieux SED et étude sur l'utilisation de gaz butane et du pétrole au Tchad (désormais pays producteur de pétrole) ayant abouti à la relance du dossier de la seconde phase du projet Energie domestique qui sera financé par la Banque Mondiale ;

- En outre, tous ces pays ont bénéficié d'un appui pour réaliser des enquêtes de consommation dont les résultats seront valorisés notamment dans les nouveaux projets en négociation ;

- Elaboration et diffusion de fiches de présentation des procédures de certains bailleurs de fonds pour faciliter le montage de requêtes de financement. Le PREDAS a contribué à mobiliser un financement de 800.000 euros pour la relance de la production et la commercialisation de foyers améliorés au Burkina Faso et au Mali. D'autres requêtes de financements sont formulées notamment à l'endroit de la facilité Energie de l'Union européenne ;

- Mise en œuvre, à la demande des pays, de projets pilotes destinés à démontrer la faisabilité de nouvelles filières d'énergies domestiques ;

- Divers partenariats conclus pour favoriser la synergie avec d'autres initiatives au niveau régional : PRBE/UEMOA, PPS/GEF, PERACOD/Sénégal.

Dans le cadre du R2 : Un réseau de professionnels sahéliens en énergies domestiques (PESED) est constitué et un système d'informatique technologique sur l'énergie (SITE) pour la collecte et la mise à disposition de chacune des données sur l'énergie domestique au Sahel est mis en place.

- Une centaine d'experts inscrits dans la base de données et mis en ligne sur le site web du PREDAS (www.cilsnet.bf/predas) et seront progressivement organisés en réseaux thématiques de professionnels sur les énergies domestiques ;

- Plusieurs forums électroniques de discussion organisés ;

- Conception d'un modèle d'intégration des données en énergies domestiques ; bases de données nationales et régionales en cours de constitution ;

- Echanges et capitalisation d'expériences autour de plusieurs thèmes d'intérêt régional, dont : l'aménagement des forêts pour la production du bois énergie, la carbonisation, la fiscalité et la réglementation sur le bois énergie, la labellisation des équipements Energie Domestique ; l'évaluation des possibilités de valorisation énergétique du typha australis (plante envahissante) ;

- Publication de plusieurs guides et documents techniques : mise en place des marchés ruraux de bois énergie, évaluation rapide des ressources ligneuses d'un terroir, techniques améliorées de carbonisation, aménagement forestier villageois pour la production de bois énergie... ;

- Plusieurs sessions formation organisées au niveaux régional ou de certains pays : cadre logique appliqué aux SED, montage de projets en énergies domestiques, aménagement et inventaires simplifiés, confection de l'autocuseur bitatooré, carbonisation améliorée ;

- Plusieurs voyages d'études organisés au profit d'acteurs nationaux des pays membres : sur la plateforme multifonctionnelle au Mali, sur la valorisation énergétique de l'huile de Pourghère, sur la production de charbon de tiges de cotonnier.

Dans le cadre du R3 : Les Etats membres du CILSS disposent d'une méthode simple et normalisée de suivi écologique des ressources ligneuses disponibles dans les bassins d'approvisionnement en bois / énergie des grandes villes du Sahel.

- Inventaire dans tous les pays des sites, outils et résultats des actions de suivi écologique afin que les actions à venir puissent profiter des expériences passées ;

- Conception et validation technique d'un protocole régional de suivi simplifié de suivi écologique des ressources ligneuses. Ce protocole est actuellement testé avant d'être livré aux pays pour utilisation.

Le Projet régional foyers améliorés

Entre 1980 et 1984, plus de sept millions de ménages dans les pays du CILSS, ont été touchés par la vulgarisation des foyers améliorés.

But du projet : identifier et diffuser les meilleurs foyers utilisés dans le Sahel en vue de la protection de l'environnement et de l'amélioration de la condition de la femme.

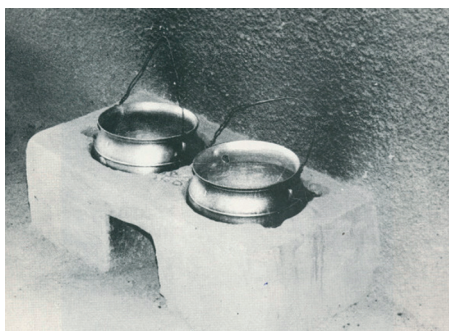
Financement : Pays Bas, USAID, United Nations Financing System for Science and Technology Development (UNFSSTD), United Nations Soudano Sahelian Office (UNSO).

Acquis du projet

- Formation des agents de terrain et des femmes des pays du CILSS à la construction et à l'utilisation des foyers,
- Sensibilisation des masses sur la nécessité de mener des actions de reboisement,
- Sensibilisation des pouvoirs publics et assistance aux chercheurs sahéliens dans l'étude des foyers existants,
- Production d'un manuel de référence pour la construction et l'utilisation des foyers améliorés,
- Diffusion et conception de modèles de foyers performants,
- Echanges d'expériences par le biais des rencontres régionales sur les foyers améliorés,
- Formation de potières à la technique de fabrication du foyer amélioré « tulipe »

Ce projet a aussi le mérite d'avoir fait progresser la recherche dans la conception de foyers alliant durabilité, esthétique, accessibilité (coût) et adaptabilité sociale. Il a aussi réussi à sensibiliser une frange importante de la population aux questions relatives à la protection de l'environnement.

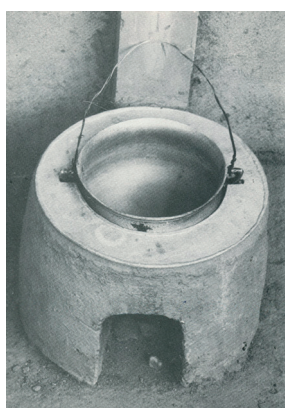
Les effets induits des actions de diffusion des foyers améliorés se sont traduits par une amélioration de l'emploi et des revenus dans le secteur artisanal.



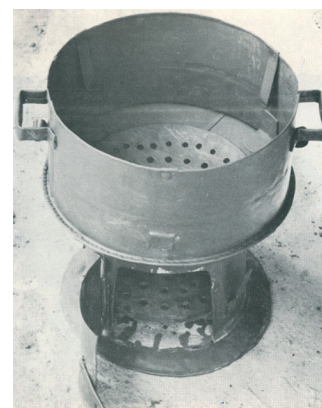
Le foyer à 2 trous parallèles



Le foyer céramique adapté au charbon



Le foyer 3 PA avec anneau en aluminium



Le foyer mixte ou foyer Burkina

L'Initiative Régionale Environnement Mondial et Lutte contre la Désertification (IREMLCD)

L'IREMLCD est un programme spécifique du CILSS qui poursuit trois objectifs :

- Permettre à des petits porteurs de projets locaux de lutte contre la désertification d'accéder à des fonds destinés à préserver l'environnement mondial et tester les mécanismes de ce type de financement ;
- Mettre en évidence les liens entre environnement mondial - désertification – pauvreté et contribuer au niveau local à la synergie des conventions de Rio ;
- Participer au renforcement des capacités des pays et des bénéficiaires à travers la mise en place d'un dispositif de suivi – évaluation - capitalisation scientifique et technique sur la base d'indicateurs fiables.

L'IREMLCD est cofinancée par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (Convention de financement n° CZZ1228.01 A) et le Ministère français des Affaires Etrangères (FPC n° 2003-102 Projet n° 2004 -42).

Principaux résultats atteints

- Nombre de projets financés

Le financement de microprojets a commencé en novembre 2003 avec le lancement de 8 projets. De 2003 à 2006, 30 projets ont été validés pour l'ensemble des Etats membres.

- Volume de financements FFEM mobilisés pour les projets

Le programme a permis à la société civile sahéenne de mobiliser 2 097 024 euros du FFEM (soit 1 375 557 572 Fcfa) répartis comme suit :

Pays	Microprojets	Montant mobilisé
Burkina Faso	8	608 508 €
Cap Vert	1	100 428 €
Gambie	1	100 000 €
Guinée Bissau	3	233 296 €
Mali	5	266 301 €
Mauritanie	3	215 704 €
Niger	4	270 792 €
Sénégal	4	219 581 €
Tchad	1	82 414 €
Total	30	2 097 024 € soit 1 375 557 572 Fcfa



Foyer amélioré de technologie simple et répliquable

Approche de cofinancement

Les porteurs de projets participent au financement des actions envisagées. Cette contribution varie de 30 à 50 % du coût des projets et est apportée par les bénéficiaires directs (contribution physique et financière), les ONG/Associations, les projets/programmes locaux, les bailleurs de fonds locaux ou internationaux et par les services techniques. Les frais de fonctionnement sont très modérés (15-20%).

Types d'activités de lutte contre la désertification menées

Thèmes/types d'activités	Résultats actuels sur le terrain
Amélioration de la fertilité des sols/ conservation des eaux et des sols	Environ 1000 fosses de compostage Plus de 350 ha de diguettes anti érosives
Aménagement de bas fond	14 ha aménagés
Aménagement pour la lutte contre les feux de brousse	1 000 km de pare feux ouverts
Aménagement de mangroves	Plus de 300 ha terres lagunaires aménagées pour désalinisation
Délimitation de forêts naturelles	56 ha Une forêt autogérée génère des revenus monétaires
Equiper des instances de régulation foncière en zones agro-pastorales	29 commissions foncières de base équipées
Lutte contre l'avancée dunaire	120 ha de fixation mécanique
Lutte contre l'ensablement des ressources hydriques	150 ha de plateaux aménagés pour la protection du fleuve Niger 50 ha de berges aménagées pour la protection d'un fleuve (Burkina Faso)
Reboisement à caractère économique	60 ha de gommaraie pérennisés
Réduction de la consommation d'énergie ligneuse	Plus de 500 foyers améliorés construits avec des technologies répliquatives

Les projets en phase de clôture ont en moyenne atteint à 70% leurs objectifs quantitatifs. La justification comptable des projets est satisfaisante avec une moyenne de 70%.

Ces activités mises en œuvre s'accordent avec les domaines d'intervention des Programmes d'Action Nationaux de Lutte contre la Désertification (PAN/LCD).



Fosse compostière au Burkina Faso

Les enseignements

Test d'un fonds régional opérationnel

La particularité de l'IREMLCD est de donner l'initiative des actions de lutte contre la désertification aux acteurs de terrain. Sa mise en œuvre est très appréciée par la société civile sahélienne et constitue ainsi un modèle de guichet au niveau régional de financement de la désertification. Elle permet ainsi la prise en compte à la fois de la problématique commune de la zone sahélienne et de la diversité des situations nationales.

- Aspect transversal et pluridisciplinaire des projets

Les projets mis en œuvre couvrent les aspects environnementaux et lutte contre la désertification, mais également des aspects socio-économiques et d'amélioration des connaissances techniques. Cette approche intégrée et complémentaire des projets est porteuse de changements tant au plan de la lutte contre la désertification que la réduction de la pauvreté. Beaucoup d'activités de LCD menées sont rentables économiquement (aménagement de sites anti-érosifs, fosses fumières, foyers améliorés, production de plants, etc.) et certaines approches se sont révélées efficaces (reboisement à caractère privé par exemple).

- Faible capacité des porteurs

L'expérience de l'instruction a révélé la faible capacité des porteurs de projets dans la conception et la mise en œuvre de projets. Un effort de formation a été fait en direction des ONG. Cela a eu pour conséquence, le renforcement de leurs capacités (montage de projet, gestion technique et financière, structuration des comités de gestion...)

- Un dispositif de financement original

Centré sur la lutte contre la désertification et spécifique à la société civile, le fonds IREMLCD est unique en Afrique de l'Ouest.

Les volumes financiers attribués dans les pays sont comparables à supérieurs à ceux des petites subventions du FEM.

- Des synergies au niveau local

La mise en œuvre des microprojets en milieu rural se traduit par des aménagements concourant à la lutte contre la désertification mais qui sont également des moyens d'adaptation aux changements climatiques. Les projets se retrouvent ainsi à la croisée de deux conventions internationales : Désertification et Changements climatiques.

Les acquis

- 1- l'IREMLCD a identifié au niveau de la société civile sahélienne un pool d'acteurs clés de la lutte contre la désertification et évalué leur fiabilité ;
- 2- le programme a une expérience dans la gestion des fonds régionaux à destination des ONG ;
- 3- il a responsabilisé les Etats dans la sélection de projets en phase avec leurs priorités nationales ;
- 4- il a identifié des actions probantes qui peuvent être menées par la société civile dans la LCD ;
- 5- il a gagné une visibilité certaine dans les Etats membres ;



Aménagements de bas fonds



Construction d'un puits

Fonds Italie CILSS

Lutte contre la désertification pour la réduction de la pauvreté au Sahel

Une initiative novatrice pour renforcer les institutions régionales, les gouvernements locaux et la société civile dans leur capacité d'accroître les opportunités de développement des couches les plus vulnérables de la population.

En 2005, 178 Micro Projets communautaires ont été approuvés par les Comités Nationaux de Pilotage des quatre pays : Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal.

Composante	Secteur	Burkina Faso			Mali			Niger		Sénégal			Total
		Kou.	Oub.	Zon.	Dou.	Kol.	Nio.	Ill	Log.	Big.	Lou.	Mat.	
Appui au Développement Communautaire (ADC)	Hydraulique villageoise	7	5	11	4		2	10			2	7	48
	Santé de base			1	1	1	1			1	1	1	7
	Education de base		1	3	1	2				6	3	4	20
	Désenclavement (pistes rurales)												0
	Total ADC	7	5	15	6	3	3	10	0	7	6	12	75
Appui au Développement Socio-économique (ADS)	Agriculture		1	2	3	1	2			2		1	12
	Elevage	1	2		1		1				1	1	7
	Pêche												0
	Stockage/Commerce	3	2	5	3			28	13	2	2	2	55
	Transformation		1	1	1								3
	Total ADS	4	6	8	8	1	3	28	13	2	2	2	77
Appui à la Gestion des Ressources Naturelles (AGRN)	Conservation des eaux et des sols							8	14				22
	Gestion des ressources forestières	3			1								4
	Total AGRN	3	0	0	1	0	0	8	14	0	0	0	26
		14	12	23	15	4	6	46	27	9	8	14	178



Population et Développement





Population et Développement

a) Appui à la formulation de politiques et de stratégies

Ateliers et autres rencontres organisés

Réunion des experts du CILSS chargés de la population et du développement durable pour l'évaluation du Programme d'action de Ouagadougou, cinq ans après, 2003 ;
Conférence ministérielle sur les migrations et l'urbanisation en Afrique de l'Ouest, Bamako Mali novembre 1999
Réunion des experts du CILSS chargés de la population et développement durable, Ouagadougou Burkina Faso, octobre 1997
Première conférence des Ministres du CILSS chargés de la population, Ouagadougou Burkina Faso, octobre 1997 ;
Séminaire régional sur les politiques de population en Afrique, Bamako Mali, juillet 1994 ;
Deuxième conférence sur les politiques de population au Sahel, Dakar juillet 1992 ;
Première conférence sur les politiques de population au Sahel, Ndjaména Tchad, janvier 1989
Colloque international sur les migrants de la Vallée du fleuve Sénégal, 1984 ;
6 conférences techniques et ministérielles sur Population et Développement;

Rapports d'études produits

Analyse situationnelle des programmes nationaux de lutte contre le Sida dans cinq pays du CILSS, 2003
Le comportement reproductif des adolescents : leurs d'espoir, 2003 ;
Migration et insertion dans les villes en Afrique de l'Ouest, 2001 ;
Profils démographiques et socio-économiques des pays du CILSS 1960-2000 (un rapport publié pour chaque pays) ;
La situation de l'infection à VIH/Sida dans le Sahel : Rapport de synthèse d'une analyse situationnelle dans les 9 pays du Sahel, 1999 ;
Migrations masculines de travail et famille en Afrique sub-saharienne ;
Vieillesse et vieillissement de la population en Afrique : une sagesse en perdition, une expérience inexplorée ;
Atlas de cartes thématiques et de données socio - démographiques, migratoires et agro-environnementales des pays du CILSS ;

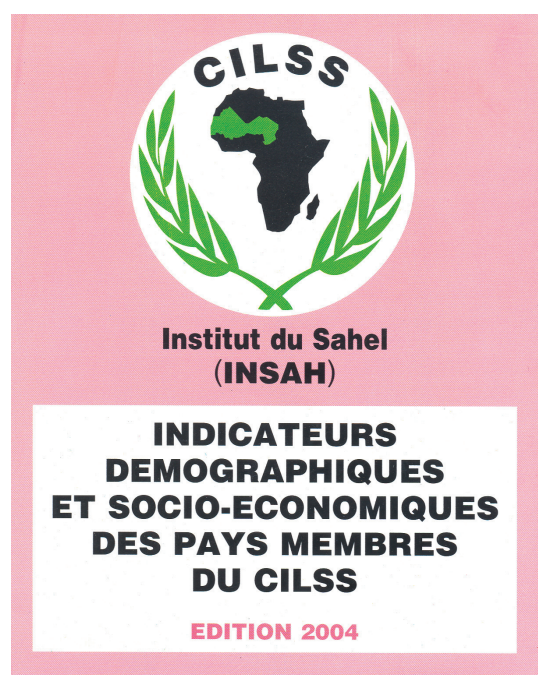


Migrations et urbanisation en Afrique de l'ouest synthèse régionale, 1998 ;
Le comportement reproductif des adolescents : les jeunes en danger, 1995 ;
Fécondité et activités économiques des femmes sahéliennes, 1993
Migration et urbanisation au Sahel : synthèse régionale, 1993 ;
Les contraintes socioculturelles au développement des politiques de population au Sahel
Recueil et analyse des textes organique, législatif et règlementaire sur la population ;
Etude sous-régionale sur l'intégration des variables démographiques dans les plans de développement ;
estimating child mortality from retrospective reports by mothers at time of new birth: the case of EMIS survey, 1990;
Douze années de mortalité urbaine au Sahel de 1974 – 1985, 1988;
Conditions juridique et sociale de la femme dans 4 pays sahéliens, 1987 ;
Une société pastorale en mutation sous l'effet des politiques de développement, 1987 ;
Sources de l'histoire démographique des pays du Sahel, 1986
Economic development achievements of the CILSS countries and prospects, 1985;
Situation démographique des Etats membres du CILSS, 1984 ;
Outils d'analyse produits
Plan d'action de NDjaména (PAN) concernant la population et le développement au Sahel ;
Programme d'action de Ouagadougou (PAO) concernant la population et le développement au Sahel ;
Déclaration de Bamako sur les migrations et l'urbanisation en Afrique de l'Ouest ;
Le comportement reproductif des adolescents : les jeunes en danger et Lueurs d'espoir ;
Utilisation des données sanitaires pour améliorer les prestations de services : une approche d'auto-évaluation.
Cadres de concertation mis en place
9 groupes de travail inter-ministériel pour le suivi du programme d'action de Ouagadougou en Population & Développement
5 coordinations régionales de réseaux de la société civile ;
45 Réseaux de la société pour le suivi de l'exécution du Programme d'Action de Ouagadougou en matière de Population & Développement et de plaidoyer de lutte contre le VIH/SIDA
1 Réseau des enquêtes Migration et Urbanisation en Afrique de l'Ouest (REMUAO)
8 réseaux nationaux MUAO
Documents de politiques et de stratégies en Population et développement élaborés
Déclaration de Bamako concernant la migration et l'urbanisation, Conférence ministérielle, novembre 1999 ;
Déclaration de Ouagadougou concernant la population et le développement durable au sahel, octobre 1997;
Population et Développement au Sahel : Programme d'Action de Ouagadougou 1997
Population et Développement au Sahel : Déclaration de Dakar 1992
Population et Développement au Sahel : Plan d'action de Ndjaména 1988
Réseaux de plaidoyers mis en place
5 coordinations régionales et 45 réseaux nationaux mis en place en population & développement (Parlementaires, Journalistes, ONG, Religieux, Jeunes)

b) Appui institutionnel

Renforcement des capacités
38 cadres nationaux des pays du CILSS ont participé au 6ème Cours Régional « S'adapter au changement : Atteinte des Objectifs du Millénaire et Réduction de la Pauvreté par les Reformes du Système de Santé et la Santé de la Reproduction », Dakar , 17 au 28 juillet 2006 ;
42 cadres nationaux des pays du CILSS ont participé à l'Atelier Régional de Formation sur le SPECTRUM, Banjul, 21 au 25 Février 2005 ;
61 cadres nationaux des pays du CILSS ont participé au 5ème Cours Régional « S'adapter au changement : Atteinte des Objectifs du Millénaire et Réduction de la Pauvreté par les Reformes du Système de Santé et la Santé de la Reproduction », Bamako , 18 au 29 juillet 2005 ;
80 cadres des pays du CILSS et du Bénin ont participé à la Formation régionale en Recherche opérationnelle en santé de la reproduction, planification familiale, 1991, 2004, 2005;
78 cadres nationaux des pays du CILSS ont participé au Séminaire régional de formation en méthodologie de suivi et d'évaluation des projets et programmes de population 1997, 1998, 1999, 2000 (Dakar, Niamey, Ouaga, Bamako ;
80 cadres nationaux des pays du CILSS ont participé au Séminaire national de formation en méthodologie de suivi et d'évaluation des projets et programmes de population (Praïa, Banjul, Nouakchott, Ndjaména.
50 cadres nationaux des pays ont participé à la formation régionale annuelle (1989-1998) en Système d'information sanitaire ;
28 cadres nationaux des pays du CILSS ont participé au Séminaire régional de formation à l'utilisation de la micro-informatique en Population et Santé, Bamako 1994 et
Formation académique d'agents et d'adjoints techniques de la statistique à l'université de Niamey (1990-1995) (10 dont Niger et Burkina Faso)
14 cadres nationaux des pays du CILSS ont participé à la formation académique de PHD et maîtrise de démographie à Montréal (1990-1995)
12 chercheurs du CILSS ont participé à l'atelier d'analyse des données de fécondité et des déterminants de la fécondité en Afrique, Macro international et CERPOD, Bamako, Juin, Juillet 1993.
4 cadres du Sénégal et du Niger ont participé à la formation académique de diplômés de 3ème cycle de démographie à l'université catholique de Louvain en Belgique (1985-1989)
7 cadres du Sénégal et du Mali ont participé à la formation académique de PHD de démographie dans les universités des USA (1981 à 1989)
14 cadres nationaux (Burkina Faso, Niger, Mauritanie, Cap-Vert et Mali) ont participé à la formation académique d'ingénieurs d'application de la statistique à l'ENEA de Dakar (1981 à 1989)
20 cadres nationaux des pays du CILSS ont participé au séminaire régional sur l'utilisation de la micro-informatique pour le traitement des données socio-économiques, Bamako.
Réseaux de plaidoyers formés
5 coordinations régionales et 45 réseaux nationaux formés en population & développement et plaidoyer de lutte contre le VIH/SIDA (Parlementaires, Journalistes, ONG, Religieux, Jeunes). 440 membres de réseaux formés soit en moyenne 10 membres par réseau.
Ateliers et forum organisés
60 participants à l'atelier régional de renforcement de l'engagement politique des Réseaux de jeunes dans la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre, Cotonou, juillet 2006
200 participants à l'atelier national de restitution du Forum « Jeunesse et santé » et de dissémination de Lueurs d'espoir, Santé de la reproduction des adolescents au Sahel 2005 et 2006 (Bamako, Niamey, Ouagadougou et Ndjaména.
13 participants à l'atelier régional de formation au plaidoyer de l'impact du VIH/SIDA sur la Sécurité alimentaire au Sahel, 27 au 30 Septembre 2005.

40 participants à l'atelier régional de renforcement de l'engagement politique des organisations et Leaders Religieux dans la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre, Nouakchott, 8 au 10 Février 2005.
40 participants au Forum régional sur « santé de la reproduction et VIH/SIDA des adolescents et jeunes en Afrique de l'Ouest et du Centre » Dakar, 27 au 30 Juin 2005.
20 participants à l'atelier régional de renforcement de l'engagement politique des Réseaux de journalistes dans la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre, Ouagadougou, 14 au 16 Juin 2005.
1er Atelier des ONG sahéliennes sur la mise en œuvre du PAO tenu à Bamako : 2 participants par pays
1er Atelier régional du réseau des journalistes sahéliens sur la mise en œuvre du PAO tenu à Dakar : 3 participants par pays;
1er Atelier régional des parlementaires sahéliens sur la mise en œuvre du Programme d'Action de Ouagadougou (PAO) tenu à Dakar en Avril 1999 : 2 parlementaires par pays
Atelier régional de sensibilisation des Secrétaires Généraux sur la mobilisation des ressources en faveur des secteurs sociaux tenu à Dakar: 3 participants par pays
18 participants au 2ème Atelier régional du réseau des ONG sahéliennes sur la mise en œuvre du PAO tenu à Banjul.
18 participants au 2ème Atelier régional du réseau des Parlementaires sahéliens sur la mise en œuvre du PAO tenu à Ouagadougou : 2 parlementaires par pays.
Supports à la formation produits
10 Modules de formation annuelle (1989-1998) en Système d'information sanitaire ;
11 Modules de formation en Recherche opérationnelle en santé de la reproduction, planification familiale
8 Modules du séminaire de formation à l'utilisation de la micro-informatique en Population et Santé ;
3 Modules de formation en méthodologie de suivi et d'évaluation des projets et programmes de population ;
3 Modules de formation du séminaire « S'adapter au changement, atteindre les objectifs du millénaire pour le développement par les réformes du secteur de la santé et de la santé de la reproduction ;
4 Modèles de présentation des impacts du VIH/SIDA sur les différents secteurs de développement (CEDEAO, UEMOA, CILSS, AWARE) ;
Bases de données développées et mises à jour
Base de données de recensements et d'enquêtes démographiques et de santé ;
Base de données bibliographiques
Base d'enquêtes sur les migrations et l'urbanisation en Afrique de l'Ouest ;
Base de Profils démographiques et socio-économiques des pays du CILSS (1960-2000)

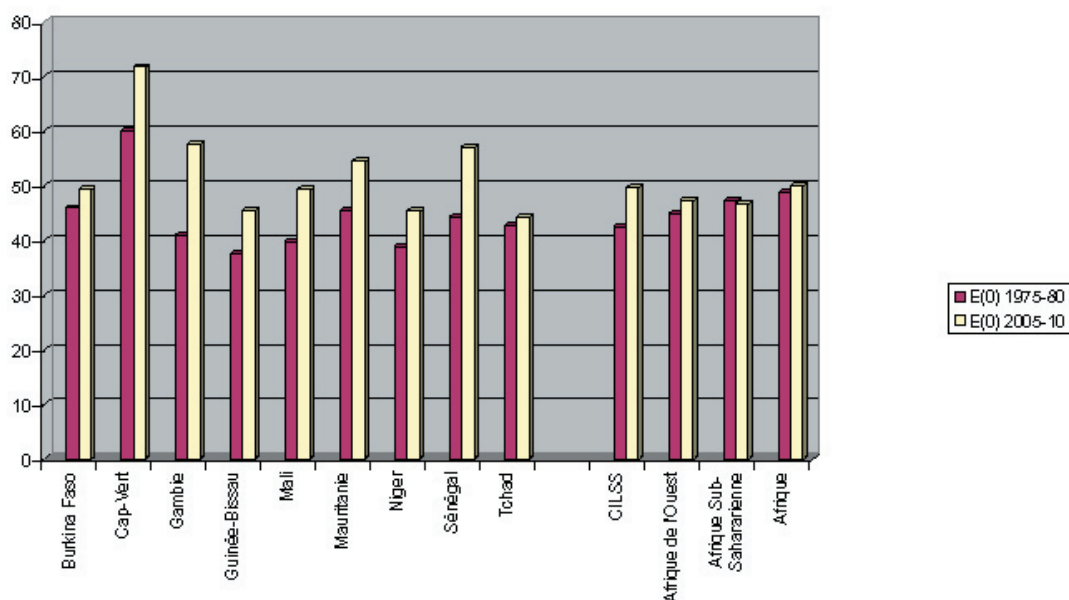


Acquis et défis du CILSS en population & développement depuis 1975

Le CILSS a mis à la disposition des Etats membres, des partenaires techniques et financiers et de la communauté internationale, des informations pertinentes sur la population sahélienne telles que l'espérance de vie, l'insuffisance pondérale des enfants, l'indice de fécondité et le taux de croissance.

Une espérance de vie à la naissance qui augmente au Sahel alors qu'elle stagne ou diminue dans le reste de l'Afrique Sub-Saharienne.

**Espérance de vie à la naissance
1975-80 à 2005-2010**



Durant ces trente dernières années (de 1975 à 2005), tous les pays du Sahel ont connu une augmentation de l'espérance de vie à la naissance même si les gains en durée de vie sont variables d'un pays à l'autre. Le Cap-Vert, la Gambie, la Mauritanie et le Sénégal enregistrent les gains les plus appréciables comparativement au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Tchad. Avec une espérance de vie de l'ordre de 50 ans en moyenne en 2005, les pays du Sahel ont accompli des progrès non négligeables depuis 1975. Alors que la durée de vie moyenne de ces pays était inférieure à celle de l'Afrique de l'Ouest et de toute l'Afrique Sub-Saharienne en 1975, la comparaison s'établit aujourd'hui en faveur des pays du CILSS.

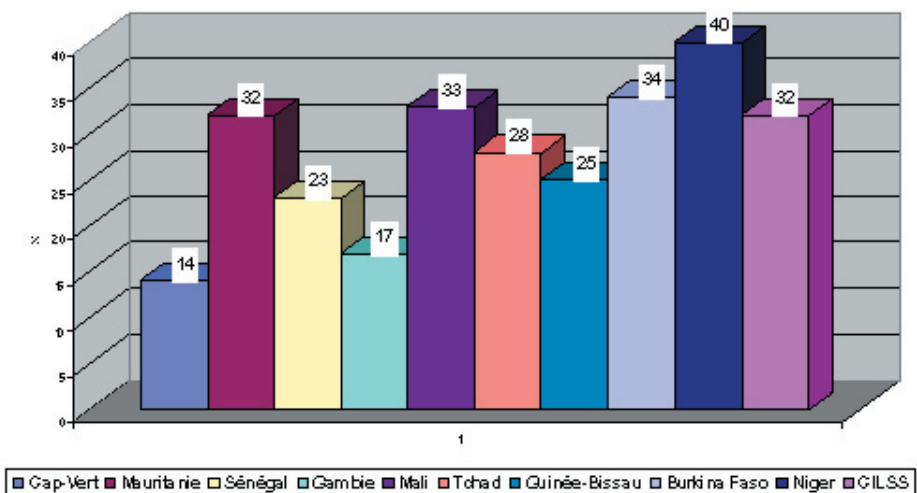
Ceci laisse penser que les politiques et programmes de développement socio-économiques et de développement humain y ont fait plus d'impact que dans le reste de l'Afrique de l'Ouest. L'explication de la différence avec le reste de l'Afrique Sub-Saharienne peut trouver un écho dans le fait que le SIDA a un plus grand impact dans la stagnation ou la diminution de l'espérance de vie à la naissance dans cette partie de l'Afrique.

En comparant cependant le niveau de l'espérance de vie à la naissance à celui des pays les plus développés, il y a une différence énorme et inacceptable du point de vue droit à la vie. L'espérance de vie à la naissance est de 76,2 ans en moyenne en Europe Occidentale en 2005 contre 49,6 ans au Sahel.

Le grand défi c'est comment faire pour que le Sahélien vive aussi longtemps que l'Européen ou l'Américain.

La malnutrition, une dimension non moins importante de l'insécurité alimentaire au Sahel.

Insuffisance pondérale des enfants de moins de 5 ans (1995-2003) en %



L'insuffisance pondérale est un indicateur de malnutrition aiguë ou chronique. Elle est très prévalente en Afrique où 32% des enfants de moins de 5 ans, au Sahel ont souffert en moyenne de ce type de malnutrition entre 1995-2003. Le taux était dans le même ordre de grandeur en Afrique Sub-Saharienne (31%).

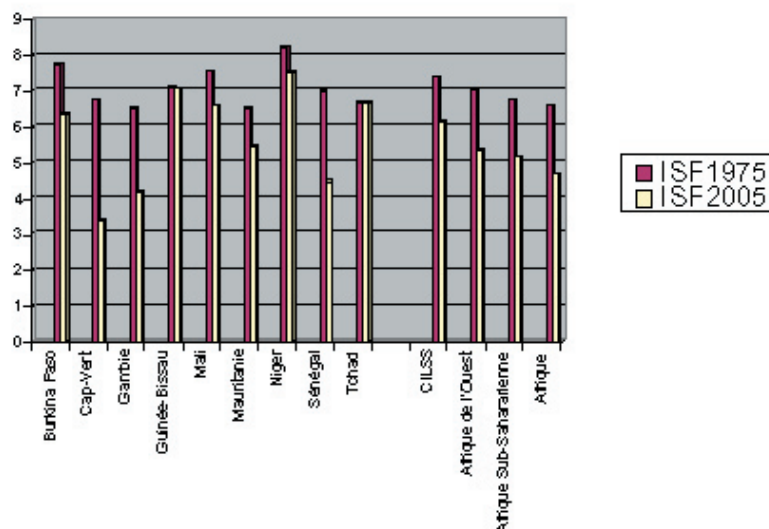
Le Niger détient le triste record de 40% d'enfants de moins de 5 ans mal nourris pendant que les pays du Sahel maritime s'opposent avec un taux n'excédant pas 25%, aux pays continentaux Sahéliens où le taux varie de 28 à 40%. La Mauritanie faisant exception avec un taux plus élevé (32%). Le Cap-Vert enregistre le plus faible taux 14% suivi de la Gambie 17% et du Sénégal 23%.

Cette opposition pays maritimes à pays continentaux s'explique t-elle par un état plus ou moins marqué de l'insécurité alimentaire ou par d'autres raisons comme entre autres, des maternités nombreuses et plus rapprochées ?



Les pays du Sahel apparaissent aujourd'hui comme le dernier bastion de la forte fécondité en Afrique et dans le monde.

Indice synthétique de fécondité 1975-80 à 2005-2010

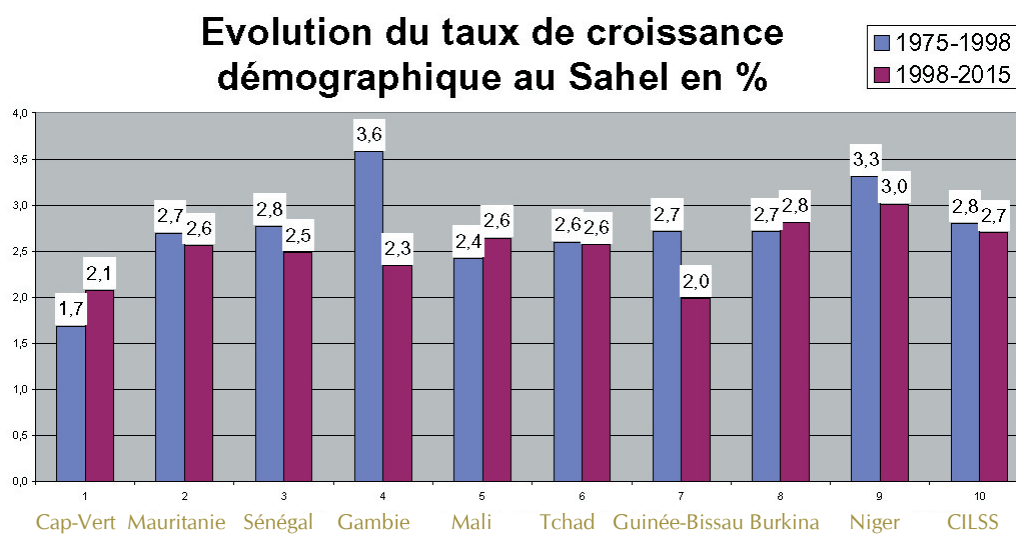


De 1975 à 1980, tous les pays du CILSS avaient une fécondité moyenne d'au moins 6,5 enfants par femme âgée de 40-44 ans. La moyenne régionale était de 7,4 enfants par femme. Après 30 ans, le niveau de fécondité reste encore très élevé, avec une moyenne régionale de 6,2 enfants par femme et, des moyennes nationales dépassant 6,3 enfants par femme dans cinq pays. Le Niger détient le record avec plus de 7,5 enfants par femme suivi de la Guinée-Bissau avec une moyenne de 7,1 sans aucun changement dans le passé le plus proche. Le Tchad (6,7) partant avec une moyenne légèrement plus faible n'a subi aucune modification de son régime de fécondité. Le Burkina Faso (6,3), le Mali (6,6) et la Mauritanie (5,5) enregistrent un changement d'à peine un enfant en moins, comparé au niveau de 1975-80. Les changements les plus remarquables et importants se sont opérés au Cap-Vert (6,8 à 3,4 enfants), en Gambie (6,5 à 4,2) et au Sénégal (7,0 à 4,5).

La transition de la fécondité a cependant débuté partout en milieu urbain sahélien. A quand sera-t-il le tour du milieu rural au Sahel ?



Parmi les principaux défis et enjeux de la sécurité alimentaire durable, il faut répondre aux besoins d'une population en forte croissance et de plus en plus urbaine



La population des pays de la zone CILSS a dépassé en 2005, 68 millions de personnes contre près de 30 millions en 1975. Le taux de croissance démographique annuel est estimé aujourd'hui à 2,7%. La population double à cet effet tous les 26 ans environ. La part de la population vivant en milieu rural reste élevée, de l'ordre de 70%. Toutefois, la part de la population vivant en milieu urbain s'accroît fortement. En 2030, à l'analyse des projections démographiques, plus de la moitié (51%) de la population du Sahel devrait vivre en ville. D'ores et déjà, trois pays, le Cap Vert (56%), le Sénégal (50%) et la Mauritanie (62%) ont atteint et même dépassé en 2003 une population urbaine de 50%. En 2030, le taux d'urbanisation atteindra 81% en Mauritanie, 73% au Cap-Vert, 67% au Sénégal, 55% en Gambie et 52% au Mali.

L'émigration rurale constitue un des facteurs principaux de la croissance urbaine au Sahel. Les aléas climatiques, ajoutés à une agriculture extensive et la tendance générale à l'aridification, laissent penser que le potentiel d'accroissement démographique du milieu rural sera difficilement absorbé par ce milieu. Il en résulte un surplus qui alimente des mouvements importants de jeunes et de femmes en quête d'emploi et de mieux être dans les villes.

L'effectif et le taux de croissance de la population au Sahel sont les éléments fondamentaux pour l'évolution de l'environnement. Ces mutations démographiques des sociétés sahéliennes constituent au regard de la sécurité alimentaire, de la lutte contre la désertification et de la lutte contre la pauvreté à la fois une contrainte forte et une opportunité majeure. Une contrainte dans la mesure où la fourniture des services essentiels (alimentation, santé, éducation, cadre de vie / assainissement...), déjà très insuffisante aujourd'hui, nécessitera des moyens considérables. Une population accrue utilisera davantage d'énergie, consommera davantage de ressources et soumettra l'environnement à davantage de pressions, quel que soit le niveau de développement atteint. Au Sahel, la pauvreté et la croissance rapide de la population intensifient les pressions sur les ressources disponibles. Pour trouver des aliments, du combustible et un abri, les collectivités sont contraintes de recourir à des pratiques difficiles à soutenir à long terme, telles que la coupe des forêts, la surexploitation ou la mauvaise exploitation des terres agricoles, la pollution de l'environnement et l'épuisement des réserves en eau.

Ces mutations démographiques constituent à la fois une chance dans la mesure où les producteurs agricoles sahéliens et plus généralement l'ensemble des acteurs des filières agroalimentaires ont beaucoup souffert par le passé de la faible taille des marchés. L'accroissement des débouchés (dans la zone sahélienne mais également dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest) est déterminant pour financer le développement agricole et l'intensification des systèmes productifs.

Les enjeux liés à la démographie, aux migrations et plus largement aux questions de développement social sont essentiels au regard de la sécurité alimentaire. La maîtrise de la croissance démographique loin d'être une fin en soi, est un élément central d'une stratégie visant à retrouver la sécurité alimentaire et un nouvel équilibre écologique au Sahel. Les pays sahéliens en sont pleinement conscients et mettent en œuvre des politiques de population multisectorielles qui touchent de multiples domaines et intègrent désormais une part importante des préoccupations portées par les cadres stratégiques de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté. Au niveau régional, le CILSS joue un rôle déterminant dans l'impulsion, la coordination de ces politiques de population et développe une activité de recherche conséquente sur ces questions au service des pays. Le rôle joué par le CILSS dans ces différentes problématiques est un élément favorable à l'amélioration des dispositifs de prévention et de gestion des crises en cohérence avec la construction de la sécurité alimentaire durable. Il donne un appui à la systématisation de dispositifs performants de concertation et de coordination des acteurs en matière de Prévention et de Gestion des Crises alimentaires.

Tableau d'indicateurs des pays du CILSS

Pays	Indice synthétique de fécondité		Femmes(15-49) en milliers		Population totale en milliers			Urbain en % du total	
	1975-1980	2005-2010	1975	2005	1975	2005	2030	2003	2030
Burkina Faso	7,75	6,34	1 246	2 934	5 947	13 228	27 910	17,8	33,0
Cap-Vert	6,75	3,37	61	133	278	507	706	55,9	72,7
Gambie	6,50	4,17	134	366	555	1 517	2 339	26,1	35,7
Guinée-Bissau	7,10	7,07	148	346	651	1 586	3 153	34,0	54,9
Mali	7,56	6,58	1 398	2 971	6 211	13 518	29 572	32,3	52,0
Mauritanie	6,50	5,45	331	724	1 423	3 069	1 483	61,8	81,1
Niger	8,20	7,51	1 151	2 947	5 325	13 957	30 337	22,2	41,0
Sénégal	7,00	4,46	1 197	3 279	5 262	11 658	16 927	49,6	67,1
Tchad	6,65	6,65	947	2 137	4 185	9 749	19 751	24,9	42,1
CILSS	7,38	6,16	6 613	15 838	29 837	68 789	132 178	33,9	51,0
Afrique de l'Ouest	7,04	5,35			115 861	263 636	438 506	42,2	58,9
Afrique Sub-Sahararienne	6,75	5,14			335 017	751 273	1 248 262		48,8
Afrique	6,60	4,68			415 824	905 936	1 463 493	38,7	53,5
Pays les moins développés	6,44	4,71			355 870	759 389	1 281 335		43,3
Pays développés	1,91	1,59			1 047 196	1 236 561	1 250 658		81,7
Monde	3,92	2,55			4 073 740	7 905 239	8 199 104	48,3	60,8

Source: Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, World Population Prospects: The 2004 Revision and World Urbanization Prospects: The 2003 Revision, <http://esa.un.org/unpp>, Thursday, February 22, 2007; 6:12:25 AM

	Population (thousands)						Average annual rate of change, 2000-2005 (per cent)		Population of the largest urban agglomeration in 2003		
	Urban		Rural		Percentage urban		Urban	Rural	Agglomeration	Population (thousands)	As percentage of urban population
	2003	2030	2003	2030	2003	2030					
World	3 043 936	4 944 679	3 257 529	3 185 470	48,3	60,8	2,1	0,4			
Africa	329 076	748 158	521 481	649 846	38,7	53,5	3,6	1,3			
Eastern Africa	70 149	189 215	200 168	272 320	26,0	41,0	4,3	1,5			
Middle Africa	36 989	104 041	63 595	87 257	36,8	54,4	4,1	1,8			
Northern Africa	90 998	169 347	92 600	97 902	49,6	63,4	2,7	1,1			
Southern Africa	27 777	32 634	23 900	16 092	53,8	67,0	1,5	-0,4			
Western Africa	103 164	252 920	141 217	176 277	42,2	58,9	4,2	1,4			
Pays CILSS	16 925	54 186	33 020	52 051	33,9	51,0					
Burkina Faso	2 313	9 220	10 689	18 690	17,8	33,0	5,0	2,5	Ouagadougou	821	35,5
Cape Verde	259	513	204	193	55,9	72,7	3,5	0,1	Praia	107	41,3
Gambia	372	835	1 053	1 504	25,1	35,7	2,6	2,7	Banjul	372	100,0
Guinea-Bissau	507	1 731	986	1 422	34,0	54,9	5,4	1,7	Bissau	336	66,2
Mali	4 195	15 390	8 811	14 182	32,3	52,0	5,2	2,0	Bamako	1 264	30,1
Mauritania	1 788	4 445	1 105	1 038	61,8	81,1	5,1	-0,4	Nouakchott	600	33,6
Niger	2 653	12 453	9 319	17 894	22,2	41,0	6,1	2,9	Niamey	890	33,5
Senegal	5 008	11 350	5 086	5 577	49,6	67,1	3,9	1,0	Dakar	2 167	43,3
Chad	2 142	7 470	6 456	10 252	24,9	42,1	4,6	2,4	N'Djamena	797	37,2

Maîtrise de l'Eau





Maîtrise de l'eau

Le CILSS a accordé dans son cadre stratégique de Sécurité alimentaire durable, une position centrale à la question de la maîtrise de l'eau, répondant ainsi à une préoccupation fondamentale des sahéliens (nes) « qui aspirent à un Sahel reverdi, riche de la diversité de ses productions rurales basées sur une gestion des ressources naturelles moins dépendantes des caprices de la nature, en particulier, grâce à une bonne maîtrise de l'eau...».

Quelques constats

- L'eau constitue une ressource importante dont la disponibilité conditionne le développement économique et social ;
- Les activités agricoles et pastorales dans l'espace sahélien sont tributaires de la situation pluviométrique. L'agriculture au Sahel, demeure en effet pluviale à plus de 90%, alors que plus de la moitié de la population rurale vit dans des zones où les précipitations annuelles sont inférieures à 600 mm.
- Environ 40% des ménages sahéliens n'ont pas encore accès à l'eau potable,
- Seulement 4,4% du potentiel irrigable est effectivement mis en valeur. En effet face à un potentiel irrigable de 2,4 millions d'hectares, les terres bénéficiant d'une maîtrise totale ou partielle de l'eau ne couvrent que 479 000 ha. Pourtant notre sous région recèle d'importantes ressources en eau. Les efforts pour les prochaines années doivent donc être centrés sur la formulation de stratégies pertinentes de valorisation et de gestion rationnelle des ressources en eau, ainsi que sur la définition et la mise en oeuvre de programmes d'infrastructures de maîtrise de l'eau.
- En milieu rural, la pauvreté est doublement alimentée par cette problématique de la gestion de l'eau. Il s'agit, d'une part, des problèmes d'aménagement des points d'eau destinés à la fourniture d'eau potable et d'autre part, de l'impossibilité de sécuriser les productions agricoles au travers d'une alimentation normale des plantes en eau.
- L'absence de sécurisation des productions constitue un frein considérable à l'intensification, en s'opposant à toute prise de risque des producteurs et par voie de conséquence à tout investissement permettant de moderniser les systèmes de production agricole pour éviter une dégradation rapide des sols: chute de la fertilité, lessivage, désertification.
- L'importance de la maîtrise de l'eau est indéniable pour la sécurité alimentaire des populations et pour leur meilleur accès à l'eau potable. La maîtrise de l'eau pour une agriculture productive et durable est la priorité stratégique de première importance sur laquelle les Sahéliens et leurs décideurs souhaitent conjuguer leurs efforts. Tous les acteurs s'accordent à considérer qu'un des principaux défis que doit relever la région, dans la perspective simultanée d'une réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, concerne la gestion de l'eau.



C'est pourquoi dès sa création, la question de l'eau a toujours été au centre des préoccupations du CILSS, comme celles des populations du Sahel, à savoir :

- L'eau pour l'approvisionnement des hommes.
- L'eau pour le développement de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche ;
- L'eau pour l'accroissement global de la productivité du Sahel et l'amélioration des conditions générales de vie des populations.

Principaux acquis et expériences du CILSS dans le domaine de la maîtrise de l'eau.

Le CILSS a réalisé d'importantes actions, parmi lesquelles on peut citer :

- La réalisation de plusieurs études d'inventaire des eaux de surface pour une meilleure connaissance des ressources disponibles et le suivi de leur évolution;
- La formation de spécialistes en agro hydro météorologie au Centre Régional AGRHYMET en vue du renforcement des capacités des Etats membres;
- L'appui aux Etats pour la formulation et la mise en oeuvre de politiques et stratégies cohérentes de gestion de l'eau;
- La connaissance des capacités des Etats par des Programmes de Formation du Personnel professionnel ;
- La promotion des actions participatives pour une bonne gestion des ressources en eau.
- La participation active à différents fora sur la problématique de la maîtrise de l'eau dont notamment : la «Conférence Ouest africaine sur la gestion intégrée des ressources en eau» ainsi que la «Conférence mondiale sur l'eau et le développement» qui se sont tenues en Mars 1998, respectivement à Ouagadougou et à Paris, et auxquelles le CILSS a participé activement ;
- Le montage et l'exécution d'importants Programmes Régionaux d'hydraulique Villageoise prévoyant l'utilisation de systèmes d'exhaure à faible coût de production, basés sur l'exploitation du potentiel sous-régional en énergies alternatives. C'est le cas de la Première Phase du Programme Régional Solaire exécuté durant la décennie 90 et des autres Phases du Programme CILSS/OCI mis en oeuvre depuis le début de la décennie 80.
- Le suivi régulier et la synthèse régionale des situations agro météorologique et hydrologique dans les pays du CILSS ;
- En perspective de la création de son programme régional d'Appui Maîtrise de l'eau, le CILSS a aussi mené des études diagnostiques nationales dans le secteur de l'irrigation en 2000 ;
- Un atelier régional a été organisé à Nouakchott en 2001, pour faire le point de la synthèse des études nationales concernant notamment les projets d'intervention prioritaires dans le domaine de la maîtrise de l'eau,
- Des ateliers nationaux d'adoption des PIP ont été organisés au niveau des pays en 2001 ;
- La synthèse en 2001, des résultats de ces ateliers dans un document intitulé « Programme global de maîtrise de l'eau pour une agriculture productive et durable au Sahel ». Ce document recense dans un cadre cohérent (sous la forme d'un cadre logique) l'ensemble des 192 projets d'intervention prioritaires identifiés et proposés dans le domaine de la maîtrise de l'eau, par l'ensemble des neuf Pays membres du CILSS.
- Suite aux recommandations du Conseil des Ministres tenu à Banjul en 2002, la priorité a été accordée à l'élaboration d'un programme régional sur le développement de la petite irrigation au Sahel et d'un programme régional d'ensemencement des nuages (pluies provoquées) ;



- Lors du sommet tenu à Nouakchott en Janvier 2004, les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres du CILSS ont réaffirmé leur volonté commune de promouvoir la maîtrise de l'eau au Sahel à travers la Déclaration dite : « Initiative spéciale des Chefs d'Etats et de Gouvernements » Maîtriser l'eau pour faire reculer la faim au Sahel».

En perspective, le CILSS s'atèle d'ores et déjà à la mise en oeuvre de ces orientations à travers son Programme Régional d'appui à la maîtrise de l'eau. Dans ce cadre, d'importantes actions sont en cours d'exécution ou en phase de démarrage. Il s'agit notamment du :

- Projet sur les changements climatiques,
- Programme Régional d'Appui au Développement de la Petite Irrigation ;
- De la 2ème phase du Programme régional solaire qui privilégie une approche intégrée axée sur l'implication d'associations communautaires représentatives et la participation responsable des populations bénéficiaires.

1. Domaine de l'accès à l'eau potable

En matière d'approvisionnement en Eau Potable au Sahel : le CILSS et l'Union Européenne ont signé depuis le 11 mai 2001, une convention de financement de 47,543 milliards de Francs cfa (73.143.000 Euros) pour l'Approvisionnement en Eau Potable (AEP) au Sahel par l'utilisation de la technologie solaire photovoltaïque. Cette convention est relative au financement de la deuxième phase du Programme Régional Solaire (PRS) pour une période de 6 ans (2001-2007).

2. Domaine de la réflexion et de l'analyse des contraintes majeures du secteur de l'hydraulique au Sahel

La réflexion et l'analyse des contraintes majeures du secteur de l'hydraulique du Sahel ont été initiées en vue de rechercher avec les Etats, des solutions pertinentes :

- une meilleure connaissance de la ressource ;
- la promotion des systèmes d'approvisionnement à faibles coûts ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques d'équipements hydrauliques adaptés avec une stratégie de maintenance appropriée ;
- la promotion de l'utilisation des énergies alternatives pour le pompage de l'eau :
- la réflexion sur l'utilisation de l'énergie éolienne pour le pompage en 1988/1989;
- la réflexion et la mise en oeuvre d'actions sur le pompage solaire photovoltaïque dans le cadre du programme régional solaire (PRS) de 1990 à ce jour.

3. Domaine de la petite irrigation

Au Centre Régional Agrhymet de Niamey (Niger), le CILSS a installé depuis 1980 des parcelles expérimentales d'irrigation dans le cadre des activités de recherche et de pédagogie. Ce dispositif expérimental était utilisé comme outil pédagogique pour les étudiants. De 1980 à 2001, c'est le système d'irrigation par aspersion et par arrêt qui était installé. En 2002, une parcelle d'irrigation goutte à goutte a été installée dans le cadre d'une collaboration initiée avec l'ICRISAT (Centre Sahélien de Niamey) et l'IPALAC (un institut israélien).

Le KIT d'irrigation goutte à goutte comprend :

- Un tuyau principal,
- Des tuyaux latéraux ou secondaires
- Un réservoir d'eau (en plastique, fer ou ciment)
- Un filtre à la sortie du réservoir

Le KIT est importé d'Israël et son coût d'acquisition varie entre 80 000 Fcfa et 120 000 Fcfa. Cette technologie est très adaptée aux conditions des petits producteurs sahétiens car elle est utilisable pour des petites parcelles de 500 m² ou mois notamment dans le cadre du maraîchage pour des groupes cibles comme les femmes. Il y'a aussi des possibilités d'association des arbres fruitiers (tels que le palmier dattier) avec les cultures maraîchères.

En perspective, un projet de vulgarisation de cette technologie auprès des producteurs sahétiens, avec le soutien de l'USAID et la FAO. Dans ce projet, le CRA est chargé des aspects de recherche/formation en vue de :

- comparer cette technique avec les techniques d'irrigation classique,
- étudier cette technique dans les conditions sahétiennes (adaptabilité aux conditions des producteurs sahétiens)

4. Appui aux Etats dans leurs efforts de mobilisation des ressources financières au profit de la maîtrise de l'eau

Le CILSS s'est beaucoup investi à travers plusieurs programmes et autres initiatives notamment:

- le Programme CILSS/OCI d'environ 140 millions de \$ US exécuté de 1983 à 1988 ;
- le «Programme Sahel» d'hydraulique financé par la coopération Italienne pour un montant de 135 millions de \$ US a permis la réalisation d'ouvrages hydrauliques dans chacun des pays membres du CILSS et des actions d'intérêt régional à travers des agences de Bassins comme l'OMVS ;
- le Programme de la Banque Islamique de Développement d'un montant de 50 millions de \$ US. Ce programme a permis le financement d'importants investissements d'hydrauliques et l'exécution d'études sur les ressources en eaux souterraines des pays sahétiens ;
- le Programme Régional Solaire, d'un montant de 34 millions d'écus. Cet important programme de pompage solaire, en cours d'exécution, a permis la mise en oeuvre de plus de 600 pompes solaires photovoltaïques pour l'amélioration d'approvisionnement en eau de plus de 2 millions de sahétiens.



Système d'irrigation goutte à goutte expérimenté au Centre Régional AGRHYMET

- le Processus Sahel 21 : Depuis 1999, les Etats membres du CILSS ont entrepris, sous la coordination du Secrétariat Exécutif et avec l'appui du Secrétariat du Club du Sahel, un vaste processus de réflexion baptisé « Sahel 21 » dont l'objectif est de donner la parole à l'ensemble des composantes des sociétés sahétiennes sur les évolutions en cours et les perspectives de la région, en particulier les évolutions du monde rural. Le document de synthèse de cette analyse paru en juin 1997, intitulé «Bilan, vision, ambition et priorités pour l'agriculture sahétienne », met en relief le rôle capital que doit jouer la «maîtrise de l'eau» dans l'agriculture sahétienne pour «réduire l'incidence du risque climatique». Dans le cadre de la mise en oeuvre de la Convention de lutte Contre la Désertification (CCD), le CILSS a été désigné par l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Tchad comme co-centre de liaison avec la CEDEAO.
- Lors de la tenue du premier Forum sous-régional sur la CCD tenu à Niamey (Niger), il a été confié au CILSS, le Secrétariat technique du Comité Sous-Régional de Coordination chargé à ce titre d'apporter les appuis techniques nécessaires aux Chefs de file des groupes thématiques et aux pays (renforcement et harmonisation des programmes d'action nationaux). Il assure en outre le suivi-évaluation des actions du Programme sous-régional. Ce Forum a fait ressortir huit (8) thèmes devant soutenir le Programme d'Action Sous-Régional sur la CCD en Afrique de l'Ouest et parmi ces thèmes, figure celui de la gestion « durable des ressources hydrauliques transfrontières », dont le CILSS est non seulement membre du groupe devant traiter de ce sujet, mais aussi la structure chargée de faire le lien avec les autres groupes thématiques.

5. Amélioration de la connaissance des ressources en eau au bénéfice de l'agriculture et du développement socio-économique du Sahel

Renforcement de l'évaluation des ressources en eau.

Le volet « Hydrologie » du programme AGRHYMET (Agriculture -Hydrologie -Météorologie} a déployé ses premiers efforts à partir de 1975 pour favoriser la création de services hydrologiques nationaux et pour former des personnels spécialisés dans le domaine de la maîtrise de l'eau.

L'objectif était de mieux connaître les disponibilités en eau de surface mobilisables à des fins agricoles. Ces efforts, soutenus financièrement par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD} et encadrés techniquement par l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), se sont traduits par :

- l'augmentation du nombre des personnels qualifiés,
- l'intensification des travaux hydrométriques sur le terrain
- la constitution de banques de données informatisées à la disposition des utilisateurs.
- la valorisation agricole de l'eau pluviale

En plus des programmes de relevés systématiques, le CILSS a été aussi à l'origine de recherches appliquées pour l'étude du cycle de l'eau à différentes échelles, pour la compréhension des effets de la sécheresse sur les cultures, pour l'identification de techniques culturales adaptées au contexte pédoclimatique, pour l'exploitation des bas-fonds comme zones de production agricole sécurisée, etc.

Le Réseau international de Recherche sur la Résistance à la Sécheresse (R3S), coordonné par l'INSAH, en partenariat avec les instituts du Nord, avait pour objectif de fédérer les efforts des Services Nationaux de Recherches Agricole (SNRA) des pays du CILSS.

L'INSAH, à travers son programme majeur «recherche agro-socio-économique» a mené plusieurs études, visant le recours aux pratiques de conservation des eaux et des sols comme moyens d'intensification de la production.

Il s'agit, à la lumière de toutes les expériences passées, de tirer les enseignements non seulement d'ordre technique mais aussi de nature institutionnelle et socio-économique, de manière à rendre plus performants ces dispositifs comme moyen de rétention de l'eau au bénéfice des plantes et de lutte contre la perte en sol par érosion hydrique. Dans un contexte où les fertilisants organiques sont rares et où les intrants chimiques sont chers, la priorité est en effet à la valorisation maximale des ressources en eau pluviale par des micro - aménagements dont la réalisation est à la portée des bénéficiaires.

6. Développement des cultures de décrue et des cultures irriguées.

Mise en place de bases de données qui sont disponibles pour plusieurs cours d'eau des pays du CILSS :

- Base de données hydrométriques du bassin versant de la Gambie en amont de Guénoto au Sénégal. (N'DIAYE, G ; 1995).
- Base de données hydrométriques du bassin versant du Mouhoun en amont de Noubiel au Burkina Faso (ZOUNGRANA, C.; SILVA, R.; TRIBOULET, J.-P; 1996).
- Base de données hydrométriques du bassin versant du Logone en aval de Ere au Tchad : (MAHAMAT SALEH, M ; 1997).
- Bases de données hydrométriques du bassin versant du Bani au Mali . (FOFANA, A; 1997).
- Base de données hydrométriques du bassin versant du fleuve Sénégal en rive droite en Mauritanie (KANE, O. ; 1997)
- Hydrological data bank of river Gambia in Gambia (SILLAH, B.L; 1997).
- Base de données hydrométriques des bassins versants des fleuves Geba et Corubal en Guinée-Bissau (VASCONCELOS, F.J. ; 1997)
- Base de données hydrométriques du fleuve Niger et des affluents de la rive droite au Niger (DAOUDA, A. ; 1997)
- Base de données hydrométriques du bassin de Ribeira Seca au Cap-Vert (DAVILA, E; 1999).
- Banques de données hydrologiques : Rapport général sur l'avancement du projet .CILSS-AGRHYMET : Niamey (JARRAR, I.; SILVA, R, 1992).

7. Développement des connaissances en hydrologie et agro-climatologie

- L'information agro-climatologique au service du développement agricole

Le CILSS a réalisé, à travers le Centre Régional AGRHYMET, un suivi régulier et la synthèse régionale des situations agro-météorologiques et hydrologiques dans les pays Sahéliens.

Le suivi de la campagne agricole a été réalisé depuis plusieurs années (de 1984 à nos jours) avec une série d'activités destinées à informer de manière synthétique, les Etats du CILSS et les partenaires internationaux sur la situation météorologique, climatique (pluviométrie), hydrologique, l'état des cultures (suivi hydrique et phytosanitaire) et des pâturages au cours de la saison.

Les réseaux d'observations au sol (pluviométrie, cultures, hydrologie) implantés dans les neuf pays du CILSS ont favorisé la collecte des données de base. Celles-ci sont complétées par les observations de deux stations satellitaires NOAA/HRPT et PDUS implantées au Centre Régional AGRHYMET de Niamey.

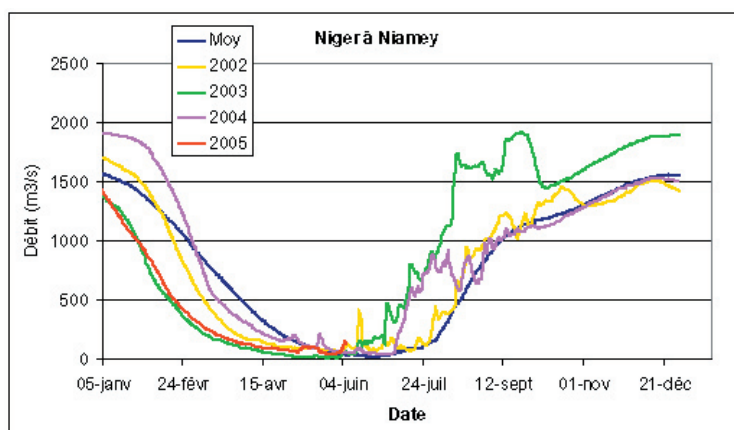
Les données de chaque campagne agricole, ont fait l'objet de synthèses régionales qui sont éditées chaque année sous forme de « flash » décennaires et de bulletins mensuels.

Cette synthèse régionale permet de faire le bilan de l'ensemble des données collectées au cours de la campagne précédente au niveau de la zone CILSS. Cette synthèse regroupe les aspects suivants : la météorologie, la pluviométrie, les cultures pluviales, les ressources pastorales, les aspects phytosanitaires et les aspects hydrologiques.

- L'information hydrologique au service du développement

Le CILSS a mené beaucoup d'activités dans le domaine hydrologique notamment :

- l'information hydrologique concernant les bassins fluviaux;
- l'équipement des pays en matériels informatiques et en instruments de mesures hydrologiques.
- l'élaboration de modèles hydrologiques tels que : le modèle hydrologique de prévision des débits des fleuves comme le fleuve Bani au Mali ; et le modèle hydrologique sur le bassin de la Sirba (bras du fleuve Niger au Burkina Faso),
- l'appui aux organismes de bassin tels que l'ABN (Autorité du bassin du Niger) ,
- des actions sont entrain aussi d'être initiées en l'endroit des irrigants et maraîchers du Niger :
- d'autres valorisations de l'information hydrologique sont à souligner, car les données hydrologiques ne sont pas seulement utiles au secteur hydro-agricole ; mais aussi à :
- la conception d'infrastructures fondamentales pour le développement économique comme les ponts et les barrages hydroélectriques,
- les stations d'alimentation en eau des villes,
- les systèmes d'assainissement pluvial,
- la lutte contre les maladies d'origine hydrique dans le domaine de la santé publique

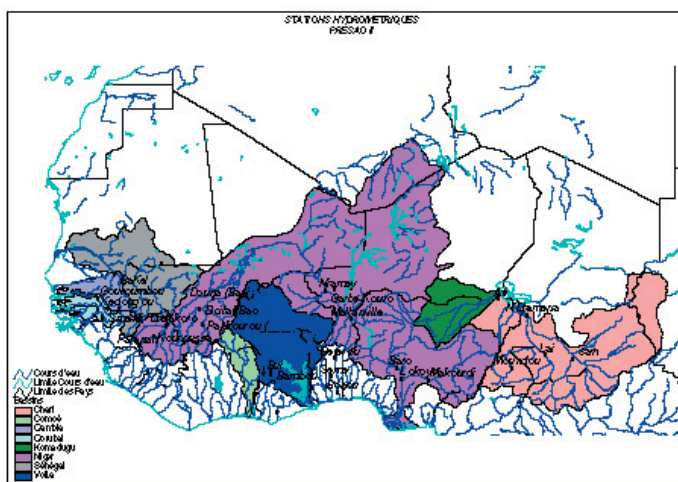


Evolution des débits sur le fleuve Niger à Niamey

Les différents projets dans le domaine de la maîtrise de l'eau dans lesquels le CRA a été impliqué sont présentés au tableau ci-dessous :

Projets	Année de Démarrage	Remarques
Projet « AQUIFERE »	2004	
Projet FRIEND-AOC	1994	Pays membres (Afrique de l'Ouest et du Centre)
Projet HYCOS-AOC	2000	14 Pays
Projet AMA	2004	
Projet PRESAO	1997	Pays membres (Afrique de l'Ouest et Tchad)

- Le projet AQUIFERE : Le CRA a été impliqué dans la coordination du projet de gestion du risque aquifère dans le bassin de lullenden ;
- Le projet FRIEND – AOC (Flow Regimes from International Experimental and Network Data) : Le CRA a aussi assuré pendant 4 ans la coordination du projet FRIEND-AOC sur les ressources en eau en Afrique de l'Ouest et du Centre ;
- Le projet AMA : Le CRA a été aussi fortement impliqué dans le projet « Analyse Multidisciplinaire de la Mousson Africaine » ;
- Le projet PRESAO : Le projet PRESAO est un projet de prévisions des pluies et des écoulements dans lequel le CRA a été impliqué au niveau sous-régional ;
- Le projet HYCOS - AOC (Hydrological Cycle Observing System for West and Central Africa / système d'observation du cycle hydrologique pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale)



Résultats des prévisions saisonnières des écoulements de la période de juillet à septembre 2005

8. Renforcement des capacités

Formation des ingénieurs et techniciens dans le domaine de la maîtrise de l'eau

Les formations de base en hydrologie, agrométéorologie, et micro instruments, ont concerné un total de 94 ingénieurs et 305 techniciens supérieurs de 1975 à 2005 pour l'ensemble des neufs pays du CILSS. A ajouter à cela 10 ingénieurs et 30 techniciens formés dans le cadre de l'hydrologie au CRA dans les Pays hors zone CILSS (Bénin, Burundi, Cameroun, Congo, République Centrafricaine et Côte d'Ivoire).

Récapitulatif des diplômés du CRA par pays et par cycle de 1975 à 2005

PAYS	Filières		Hydrologie		Instrument et Micro-informatique
	Ing	TS	Ing	TS	TS
Burkina Faso	11	19	8	21	10
Cap Vert	3	9	0	3	9
Gambie	3	6	1	6	5
Guinée-Bissau	6	7	0	6	8
Mali	6	14	1	1	6
Mauritanie	3	8	4	7	9
Niger	8	22	5	21	11
Sénégal	10	14	7	21	10
Tchad	10	23	8	19	10
Total CILSS	60	122	34	105	78
Bénin	2	4	1	2	1
Burundi	0	0	0	1	1
Cameroun	0	2	0	3	0
Centrafrique	1	2	2	2	3
Congo	1	1	0	0	0
Côte d'Ivoire	3	3	0	3	2
Gabon	0	10	0	0	0
Guinée Conakry	0	2	0	1	1
Rwanda	0	2	0	0	0
Saô Tom&Ppe	0	0	0	1	0
Togo	4	9	0	0	3
Rép. D. Congo	0	0	1	0	0
Total hors CILSS	11	35	4	13	11
TOTAL GENERAL	71	157	38	118	89

Plusieurs sessions de formations continues portant sur les thématiques sur l'eau ont été aussi organisées à l'endroit des acteurs nationaux. Parmi les thèmes de maîtrise de l'eau administrés au cours de ces formations continues, il y'a notamment :

- L'exploitation et la maîtrise de l'eau aux fins agricoles.
- L'atelier de formation PRESAO-2 sur l'Hydrologie
- Les techniques d'irrigation



9. Elaboration et la mise en œuvre de nouveaux programmes/ projets régionaux dans le domaine de la maîtrise de l'eau

Suite à un diagnostic approfondi de la maîtrise de l'eau au Sahel et sur recommandations du Conseil des Ministres tenu à Banjul (Gambie) en 2002, le CILSS a focalisé ses efforts sur l'élaboration et la mise en œuvre future de deux programmes régionaux en vue de lutter contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Il s'agit du :

- Programme Régional d'Appui au Développement de la Petite Irrigation au Sahel (PRADPIS)
- Programme régional sur L'Augmentation des Précipitations par Ensemencement des Nuages Au Sahel (APENS).

10. La coalition mondiale pour l'eau au sahel

Lors de leur dernier sommet tenu en Janvier 2004 à Nouakchott (Mauritanie), les Chefs d'Etats et de Gouvernement ont encore souligné l'importance et la grande priorité accordée à la maîtrise de l'eau au Sahel.

Ils ont réaffirmé leur volonté commune de promouvoir la maîtrise de l'eau au Sahel au travers d'une Déclaration dite : «Initiative spéciale des Chefs d'Etats et de Gouvernements « Maîtriser l'eau pour faire reculer la faim au Sahel » dont voici ci-dessous le contenu :

Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres du Comité Permanent Inter-Etats de lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS), réunis à Nouakchott (République Islamique de Mauritanie), le 25 janvier 2004, en la 14ème Conférence au Sommet :

- Considérant l'importance des phénomènes de pauvreté dans le Sahel qui touchent plus de la moitié de la population, et frappent massivement les populations rurales, encore largement majoritaires dans les économies sahéliennes ;
- Considérant que cette pauvreté est avant tout liée à la fragilité du milieu, à l'instabilité climatique et à la dégradation des ressources naturelles ;
- Considérant que la pauvreté est le principal responsable de la faim et de la malnutrition de nos populations et que sous ses différentes formes, l'insécurité alimentaire frappe près de 40% des Sahéliens et en particulier les femmes, les enfants en bas âge et les personnes âgées et handicapées
- Considérant que l'insécurité alimentaire au niveau des ménages, au niveau des pays et de la région toute entière constitue un obstacle majeur au développement économique des pays sahéliens ;
- Considérant que la sécurité alimentaire joue un rôle important dans la satisfaction des autres dimensions du développement social telles que l'état sanitaire des populations, la santé de la reproduction, l'éducation, la capacité à s'impliquer dans la vie de la communauté, elle constitue de ce fait un des piliers essentiels du développement social et de la promotion de la dignité humaine;
- Considérant les taux de croissance démographique qui devraient porter la population du Sahel à plus de 100 millions d'habitants en 2025, et les dangers écologiques que comporte une pression accrue sur les ressources naturelles renouvelables ;
- Considérant que le Sahel souffre avant tout d'une très faible mise en valeur de ses immenses ressources en eaux, avec seulement 4,4 % des ressources renouvelables mises en valeur au titres des différentes utilisations domestiques, industrielles et agricoles et seulement 20% des terres irrigables qui bénéficient d'une maîtrise de l'eau ;
- Considérant les objectifs du Millénaire définis par la Communauté Internationale visant à réduire de moitié le nombre de personnes victimes de la faim et de l'insécurité alimentaire et les engagements correspondants, renouvelés lors du Sommet pour le Développement durable à Johannesburg ;
- Considérant les engagements du Forum mondial de l'eau qui s'est tenu au Japon en 2003 puis les éléments du Plan d'action du G8 d'Evian en juin 2003;
- Considérant que la sécurité alimentaire constitue un défi que le Sahel peut relever en s'appuyant prioritairement sur la valorisation des ressources de la sous-région ;

- Lançons solennellement l'initiative « Maîtriser l'eau pour faire reculer la faim au Sahel » dont l'objectif est de mobiliser nos Gouvernements, l'ensemble des populations, les acteurs économiques, les organisations professionnelles et la Communauté internationale afin de créer une coalition mondiale. Cette coalition permettra de mobiliser les compétences, les savoirs faire et les ressources financières pour faire de la maîtrise de l'eau une priorité stratégique de première importance afin de réduire la vulnérabilité structurelle de notre région.
- Engageons les Etats sahéliens à inscrire la maîtrise de l'eau comme une priorité leur permettant de construire une sécurité alimentaire durable pour tous les sahéliens, et par conséquent, engageons les pays à lui accorder l'importance qu'il convient dans leurs arbitrages budgétaires et l'allocation des ressources de l'aide au développement ;
- Invitons l'ensemble de la Communauté internationale à soutenir cette coalition mondiale et à apporter un appui technique, institutionnel et financier, pour la mise en œuvre de l'initiative sahélienne ;
- Invitons l'ensemble de la communauté régionale et internationale à mettre en oeuvre le programme mobilisateur 2004-2007 centré sur le développement de la petite irrigation dans les zones vulnérables et sur l'ensemencement des nuages pour augmenter les précipitations ;
- Nous engageons personnellement à porter cette initiative à la hauteur des attentes de nos populations et à en faire régulièrement le bilan.

Fait à Nouakchott, le 25 janvier 2004.

La Conférence.

La grande préoccupation exprimée par les Chefs d'Etat des Pays membres du CILSS est la mise en place d'une «COALITION MONDIALE POUR L'EAU AU SAHEL».

Pour concrétiser cette ambition, le CILSS a organisé en relation avec ses partenaires, un Forum sur la Coalition Mondiale pour l'eau au Sahel, à Nouakchott en Mauritanie. Mars 2006.



Programme Régional Solaire (PRS)

Le PRS est un vaste Programme lancé par les Chefs d'Etat des pays membres du CILSS, réunis à Praia au Cap-Vert en 1986, avec l'appui financier de la Commission Européenne.

Démarré en 1990, le Programme, à travers ses deux phases se présente comme suit :

Phase I (PRSI)

Elle a été exécutée de 1990 à 1998 et a donné des résultats probants ci-après :

- 610 systèmes de pompage
- 16 systèmes de pompage d'eau de surface pour l'irrigation ;
- 649 équipements communautaires (éclairage et réfrigération sanitaire) se décomposant comme suit :

158 frigos solaires installés dans des formations sanitaires pour la conservation des médicaments ;

477 systèmes d'éclairage installés dans des centres communautaires (écoles, centres d'alphabétisation et de formation) et dans des dispensaires et maternités ;

14 chargeurs de batteries.

Synthèse des réalisations physiques et financières du PRS I

Pays	Equipements installés par le PRS I			Coûts des systèmes installés (EURO)	Coût appui en actions d'accompagnement (EURO)	Coût Total Apports du PRS I (EURO)
	Systèmes d'AEP des personnes	Systèmes d'irrigation	Systèmes communautaires			
Burkina Faso	80	-	287	5 202 800	42 963	5 245 763
Cap-Vert	31	-	36	1 541 170	248 617	1 789 788
Gambie	50	-	57	2 423 223	-	2 423 223
Guinée-Bissau	31	-	31	923 322	-	923 322
Mali	151	-	33	3 266 544	39 240	3 305 784
Mauritanie	63	-	31	3 046 015	11 186	3 057 201
Niger	66	-	29	2 592 480	18 728	2 611 208
Sénégal	68	16-	121	3 734 828	7 169	3 741 997
Tchad	70	-	24	2 412 214	16 836	2 429 049
Total	610	-16-	649	25 142 596	384 739	25 527 335

1 EURO = 655,957 FCFA

Environ 2 millions de personnes du milieu rural ont été touchées par le PRS avec les retombées favorables sur les femmes et les enfants assurant la corvée de l'eau dans les familles ;

les ressources financières générées par la vente de l'eau, au terme du PRS I en 1998, étaient estimées à 1.520.000 Euros soit un montant supérieur à 997 millions de F CFA. Des mécanismes ont été mis en place pour valoriser l'épargne et contribuer au développement local ; contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie des populations et à la lutte contre la pauvreté.



Desserte en eau par borne fontaine

La phase II (PRS II)

La convention (6365/REG) a été signée le 11 mai 2001. Elle s'exécutera jusqu'en fin septembre 2009 et vise les résultats ci-après :

- L'existence d'un environnement (niveau national et régional) et de cadres performant d'organisation et de gestion permettant le fonctionnement durable des systèmes d'AEP et le développement du service de l'eau potable en milieu rural ;
- La consolidation d'environ 210 systèmes d'AEP et de 280 systèmes communautaires réalisés par le PRSI ;
- l'extension de la couverture, avec la réalisation d'environ 500 nouveaux systèmes d'AEP à moindre coût d'exploitation dans les localités de 500 à 4000 habitants ;
- le renforcement des capacités du secteur privé Sahélien intervenant dans les domaines du solaire photovoltaïque et de l'AEP.
- Conduite d'activités transversales d'accompagnement d'information/sensibilisation et de formation des bénéficiaires et leurs élus locaux ; de même que la recherche de synergie avec d'autres secteurs sociaux : santé, hygiène, éducation, etc.

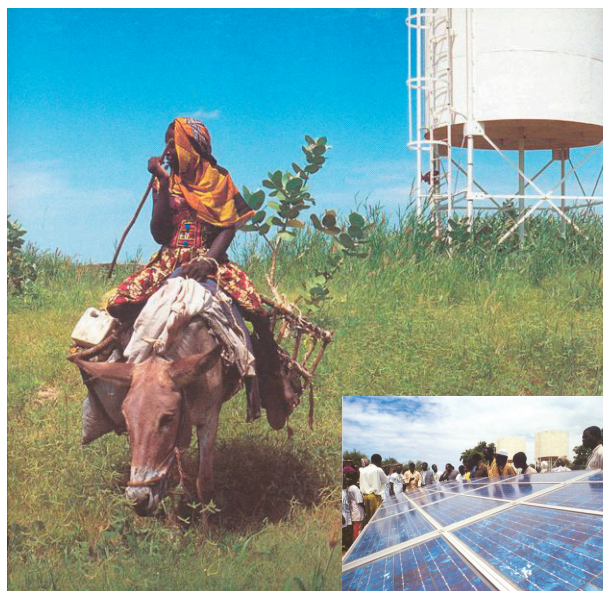
Le coût global de cette phase II du Programme est de 79 206 541 Euros et le montage du financement est donné au tableau ci-après :

SOURCES DE FINANCEMENT	Financement FED			Budget national et contributions bénéficiaires	Totaux
	P.I.N. 8ème FED	P.I.N. 8ème et	P.I.R. 8ème et 9ème		
Coordination régionale			4 145 141		4 145 141
Burkina Faso		9 956 000	3 259 524	999 541	14 215 065
Cap Vert		1 812 000	1 032 144	121 000	2 965 144
Gambie	4 007 000		2 085 395	693 000	6 785 395
Guinée-Bissau		2 196 000	1 812 900	149 000	4 157 900
Mali		11 562 000	3 245 205	651 000	15 458 205
Mauritanie	4 700 000		3 276 645	2012 000	9 988 645
Niger		2 385 000	2 893 500	172 000	5 450 500
Sénégal		6 580 000	2 314 205	263 000	9 157 205
Tchad		4 000 000	2 640 341	243 000	6 883 341
TOTAL PROGRAMME	8 707 000	38 491 000	26 705 000	5 303 541	79 206 541

Les phases I et II du PRS montrent l'importance des Energies Renouvelables, notamment le photovoltaïque dans le processus de développement des pays sahéliens mais aussi les défis majeurs auxquels l'on doit faire face pour la promotion de l'utilisation de cette source d'énergie abondante et permanente au Sahel.

Dans un contexte de flambée des prix des hydrocarbures, l'utilisation optimale de cette énergie dans la sous région contribuera, sans nul doute, à la réduction de la facture pétrolière qui devient de plus en plus insupportable pour les pays non producteurs du pétrole.

La mobilisation effective et constante de l'ensemble de la communauté (nationale et internationale, pouvoir public, partenaires au développement, communautés locales, société civile, privé, etc), est indispensable à cet effet.



Accès aux marchés





Accès aux marchés

a) Appui à la formulation de politiques et stratégies

Résultats

20 ateliers organisés

10 rapports d'études produits

Outils d'analyse produits :

Bourses de fret, Observatoire de pratiques anormales, grille d'analyse et de suivi des politiques, SIM, BAAR, etc.)

Cadres de concertation mis en place

22 cadres de concertation mis en place

Documents de politiques et de stratégies sur les marchés

Documents sur les filières porteuses, financement, transport, information, réduction des entraves/tracasseries administratives et routières, promotion de la transformation, qualité, concertation/coordination, harmonisation des politiques commerciales

b) Actions concrètes (Projet « marchés frontaliers » de 1999-2004)

Résultats

3 marchés à bétail : Bittou et Niangoloko (Burkina Faso), et Sikasso (Mali)

4 gîtes d'étapes : Sabon Machi (Niger) , Bawku (Ghana), Niangoloko (Burkina Faso), Sikasso (Mali)

Renforcements des capacités

formations, alphabétisation, voyages d'étude et d'échange d'expériences.



SECRETARIAT EXECUTIF : 03 BP 7049 Ouagadougou 03 BURKINA FASO.
Tél. (226) 50 37 41 25/26/27/28/29 Fax : (226) 50 37 41 32
Email : cilss@fasonet.bf
Site Web : www.cilssnet.org

CENTRE RÉGIONAL AGRHYMET : BP 11011 Niamey, NIGER.
Tél (227) 20 31 53 16 / 20 31 54 36 Fax : (227)20 31 54 35
Email : admin@agrhyet.ne
Site Web : www.agrhyet.ne

INSTITUT DU SAHEL : BP 1530 Bamako, MALI.
Tél : (223) 222 21 48 / 223 02 37 Fax : (223) 222 23 37 / 222 59 80
Email : dginsah@agrosoc.insah.ml
Site Web : www.insah.org